



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 5 MARS 1910.

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la Gazette Officielle du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 67

Proclamation

Canada,
Province de } C. A. P. PELLETIER.
Québec.
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de FEVRIER courant—SALUT.

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec se trouve prorogée au VINGT-DEUXIÈME jour du mois de FEVRIER courant.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos, par et de l'avis de

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 5th MARCH, 1910.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the Official Gazette of the Saturday following, but in the next number. 68

Proclamation

Canada,
Province of } C. A. P. PELLETIER.
Quebec.
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province, and summoned and called to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Quebec, on the TWENTY SECOND day of the month of FEBRUARY instant—GREETING.

PROCLAMATION

WHEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Quebec stands prorogued to the TWENTY SECOND day of the month of FEBRUARY instant.

NEVERTHELESS, for certain causes and considerations, We have thought fit by and with the advice

Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de la proroger de nouveau au QUINZIEME jour du mois de MARS prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre Cité de Québec, le dit VINGT-DEUXIEME jour de FEVRIER courant, et Nous voulons en conséquence que vous et chacun de vous et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, MARDI, le QUINZIEME jour du mois de MARS prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront, par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

En FOI DE QUOI, Nous avons fait émettre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : Té-moin, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, membre de Notre Conseil Privé pour le Canada, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIXIEME jour de FEVRIER, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent dix, et de Notre Règne la dixième.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

803

Avis du Gouvernement

No 1570-09.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DE
LA PROVINCE DE QUÉBEC.

En conformité des dispositions de l'article 96 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Templeton-Nord, comté d'Ottawa, tout le territoire compris dans les limites de la municipalité rurale de Templeton-Nord, avec les mêmes limites que celles assignées à cette municipalité par proclamation du lieutenant gouverneur en conseil, en date du deux décembre 1908. 1127

La compagnie "Ault & Wiborg Company, Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. B. G. Ransom, de Montréal.

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province.

Québec, 24 février 1910. 1123

La compagnie "Tudhope Silver Mines Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Les pouvoirs donnés à la dite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature, créés en vertu des lois de la

and consent of Our Executive Council of the Province of Quebec, further to prorogue it to the FIFTEENTH day of the month of MARCH next, so that you and each of you are not bound or obliged to appear in Our City of Quebec, on the said TWENTY SECOND day of FEBRUARY instant, and We will that you and each of you and all others in the behalf interested, that on TUESDAY, the FIFTEENTH day of the month of MARCH next, at Our said City of Quebec, personally be and appear for the DESPATCH OF BUSINESS, to treat, do act and conclude upon those things, which, in Our Legislature of the Province of Quebec, by the Common Council of Our said Province, may, by the favor of God, be ordained.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the great Seal of Our said Province of Quebec, to be hereunto affixed: WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved the Honorable SIR CHARLES ALPHONSE PANTALEON PELLETIER, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George Member of Our Privy Council for Canada, Lieutenant Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our said Province of Quebec, this TENTH day of FEBRUARY, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and ten, and in the tenth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery,
Québec.

804

Government Notice

No. 1570-09.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION
OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

In conformity with the provisions of article 96 of the education act, the superintendent gives notice that application has been made to him, to erect into a separate school municipality under the name of North Templeton, county of Ottawa, all the territory comprised within the limits of the rural municipality of North Templeton, with the same limits assigned to such municipality by proclamation of the Lieutenant-Governor in council, dated the second of December, 1908. 1128

The "Ault & Wiborg Company Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature, created in virtue of the laws of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. B. G. Ransom, of Montreal.

JOS. DUMONT,

Assistant Provincial Secretary.

Quebec, 24th February, 1910. 1124

The Company "Tudhope Silver Mines Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

The powers conferred on the said company by its charter, shall be limited to those granted to corporations of a like nature, created in virtue of the laws

province de Québec, et sujettes aux formalités prescrites par les lois existantes de cette province.

La principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Charles H. Law, de Montréal.

JOS. DUMONT,

Sous-secrétaire de la province.

Quebec, 24 février 1910.

1121

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au ministère de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences du statut 56 Vict., ch. XX, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Sainte-Hyacinthe, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la paroisse de Saint-Bernard".

JOS. E. CARON.

Ministre de l'Agriculture.

Québec, 2 mars 1910.

1191

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1910, constituant en corporation M.M. Ernest Edgard Vipond et Herbert Salkeld Vipond, avocats, Alexandre Laurin, commis, Charles Bertrand Walsh, agent, et Thomas John Vipond, marchand, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires de producteurs d'électricité pour éclairage, chauffage et pouvoir moteur et toutes affaires dans lesquelles l'application de l'électricité est ou peut être utile, propre ou essentielle, et la développer, produire, propager, soit par la vapeur, pouvoir d'eau ou tous autres moyens ou toute autre action quelconque, et vendre, louer l'électricité, pouvoir d'eau et à la vapeur pour les fins de manufacture, éclairage et chauffage, pour chemins de fer et tramways et pour tous autres objets et industries dans lesquels les dits pouvoirs peuvent être employés ;

Four les fins susdites, ériger, construire et maintenir une écluse ou écluses dans, sur et à travers la rivière Saint-Maurice, dans la province de Québec, s'étendant de dedans les limites des lots deux cent seize (216), deux cent dix-sept (217) et deux cent dix-huit (218), dans la paroisse de Trois-Rivières, et le lot No un (1), dans la paroisse de Saint-Etienne, comté de Saint-Maurice, sur un côté de la rivière jusqu'au dedans des limites des lots cinq cent cinquante et un (551) et cinq cent cinquante-deux (552), dans la paroisse de Saint-Maurice, comté de Champlain, de l'autre côté de la dite rivière, après avoir acquis des propriétaires riverains des propriétés nécessaires pour les dites fins ; la compagnie avant de construire les travaux ci-dessus mentionnés sur la rivière Saint-Maurice, devra obtenir permission du gouverneur général en conseil ; la dite écluse ou écluses qui doivent être construites devront avoir la hauteur nécessaire et dimensions de manière à utiliser et prendre tout l'avantage au site de la dite écluse de toute chute naturelle ou niveau qui peut être obtenu dans la dite rivière entre la location de la dite écluse ou écluses à aucun des lots ci-dessus mentionnés, et une ligne joignant les lots No. cent trente-deux (132), dans la paroisse Mont-Carmel, comté de Champlain, et le lot No. quatre-vingt-quinze (95), dans la paroisse de Saint-Etienne, comté de Saint-Maurice, ainsi élevant l'eau entre les dits points selon qu'il sera nécessaire par la construction des dits travaux, sur responsabilité pour tout dommage qui peut être causé par l'inondation de propriété privée ; et de plus conduire l'eau de la dite rivière au-dessus, sous ou sur la propriété de la compagnie, et faire, maintenir et exploiter des excavations, bâisses, digues, fossés, canaux d'écluses, ca-

of the province of Quebec, and subject to the formalities prescribed by the laws now in force in this province.

Its chief place of business, in the province, is at Montréal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Charles H. Law, of Montréal.

JOS. DUMONT,

Deputy Provincial Secretary.

Quebec, 24th February, 1910.

1122

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned having transmitted to the department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of the statute 56 Victoria, chapter XX, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Saint Hyacinth, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmers' club of the parish of Saint Bernard".

JOS. E. CARON,

Minister of Agriculture.

Quebec, 2nd March, 1910.

1192

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 23rd day of February, 1910, incorporating Messrs. Ernest Edgard Vipond and Herbert Salkeld Vipond, advocates, Alexander Laurin, clerk, Charles Bertrand Walsh, agent, and Thomas John Vipond, merchant, of the city of Montréal, for the following purposes :

To carry on the business of manufacturers of electricity for light, heat and motive power and any business in which the application of electricity is or may be useful, convenient or essential, and to develop, produce and generate the same, either from steam, water power or any other means or agency whatsoever, and to sell, lease or otherwise dispose of electricity, steam and water power for the purposes of manufacturing, lighting and heating, for railways and tramways, and for all other objects and industries in which such powers may be employed ;

For the purposes aforesaid, to erect, construct and maintain a dam or dams in, over and across the Saint Maurice river, in the province of Quebec, extending from within the limits of lots two hundred and sixteen (216), two hundred and seventeen (217) and two hundred and eighteen (218), in the parish of Three Rivers, and lot No. one (1), in the parish of Saint Etienne, county of Saint Maurice, on the one side of the river to within the limits of lot five hundred and fifty one (551) and five hundred and fifty two (552), in the parish of Saint Maurice, county of Champlain, on the other side of the said river, after having acquired from the riparian proprietors the properties necessary for the said purposes ; the company, before constructing the works above mentioned on the river Saint Maurice, shall obtain permission from the governor general in council ; the said dam or dams to be so constructed and of the necessary height and dimensions so as to utilize and take full advantage at the site of the said dam of any natural fall or drop which may be obtainable in the said river between the location of the said dam or dams at any the lots above mentioned, and a line joining lots No. one hundred and thirty two (132), in the parish of Mont Carmel, county of Champlain, and lot No. ninety five (95), in the parish of Saint Etienne, county of Saint Maurice, thus raising the water between the said points as may be necessary by the construction of the said works, upon being responsible for any damage which might be caused by the flooding of private property ; and further to conduct water from the said river over, under or upon the property of the company, and to make, maintain and exploit excavations, buildings, embankments,

naux, queues d'eau, écluses, bâtisses pour pouvoirs et autres travaux nécessaires ou utiles à ses opérations, entrer en possession du lit et du rivage de la dite rivière au site de la dite écluse ou écluses et à l'entrée et sortie des dits canaux ou canaux d'écluse et aussi pour les fondations d'icelles dans toute leur longueur, et de faire tous les ponts, intersections et traverses sur sa propre propriété, ou sous, au-dessus ou à travers les chemins publics ou privés, après avoir obtenu le consentement des municipalités ou personnes intéressées ;

Pourvoir, acheter, louer ou acquérir autrement et construire, poser, ériger, établir, mettre en opération et maintenir tous travaux nécessaires, stations, engins, machines, matériel, câbles, fils métalliques, générateurs, transformateurs, appartenances et appareils en rapport avec la production, accumulation, distribution, transmission, fourniture et vente de l'électricité, et faire toutes autres choses et travaux nécessaires ou utiles pour obtenir, mettre en réserve, vendre, délivrer, mesurer et distribuer l'eau pour la création, maintien et développement du pouvoir hydraulique et électrique ou autre pouvoir mécanique ;

Transmettre et distribuer l'électricité pour les fins susdites dans les comtés de Champlain, Saint-Maurice, Maskinongé, Berthier, Joliette, Montcalm, L'Assomption, Terrebonne, Laval et Hochelaga, sur obtention du consentement des municipalités, corporations ou autres personnes intéressées, lorsque tel consentement peut être nécessaire, et sujet aux lois générales de la province à ce sujet ;

Acquérir, acheter, louer ou posséder autrement tous les immeubles, propriété immobilière et pouvoirs d'eau qui peuvent de temps à autre être requis ou utiles pour les fins de la compagnie, et de temps à autre les vendre, hypothéquer et en disposer.

Acquérir par achat, bail ou autrement l'entreprise de toute compagnie, société ou personne faisant les affaires que la compagnie a le pouvoir de faire, et acheter, acquérir et posséder du stock ou actions de stock, obligations ou débetures dans toutes autres corporations faisant affaires avec objets semblables à ceux de cette compagnie, à tels termes quant au paiement d'iceux, par l'émission d'actions payées et non saisissables du fonds social de la compagnie ou selon qu'il peut être convenu autrement.

Émettre des actions payées et non saisissables dans le fonds social de la compagnie, dans le but d'acquérir les affaires, propriété, terres, franchises ou droits de toute compagnie, société ou personne, que la compagnie est autorisée à acquérir, ou les stocks, obligations ou autres garanties de toute telle compagnie, ou pour paiement de services rendus à la compagnie, et distribuer tel stock payé et non saisissable ou obligations ou débetures de la compagnie en conséquence, ou en paiement en tout ou en partie d'iceux, et les vendre, louer, garantir ou en disposer autrement.

Vendre et louer les affaires, franchises, propriété et entreprise de la compagnie au comptant ou pour actions, obligations ou autres garanties dans toute autre compagnie, ou en disposer autrement.

Consolider ou s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie, et entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêt, coopération ou autrement avec toute personne, société ou compagnie, faisant ou engagée ou sur le point de faire ou être engagée dans aucune affaire ou transaction capable d'être conduite directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toute telle compagnie.

Emprunter de temps à autre les sommes d'argent pour les fins de la compagnie, lorsqu'il sera jugé à propos, et émettre des obligations et débetures en conséquence de telles sommes et à tel taux d'intérêt et payables à tels temps et endroits et les garantir en hypothéquant tous ou aucune partie des

dykes, flumes, canals, tail-races, dams, power-houses and other works necessary or useful to its operations, and to enter upon and take possession of the bed and beach of the said river at the site of the said dam or dams and at the entrance and outlet of the said canals or flumes, and also for the foundations of the same in their entire length, and to make all bridges, intersections and crossings on its own property, or under, over or across public or private roads, after having obtained the consent of the municipalities or individuals interested.

To provide, purchase, lease or otherwise acquire and to construct, lay down, erect, establish, operate and maintain all necessary works, stations, engines, machinery, plant, cables, wires, generators, transformers, appurtenances and appliances connected with the generation, accumulation, distribution, transmission, supply and sale of electricity, and do all other things and works necessary or convenient for obtaining, storing, selling, delivering, measuring and distributing water for the creation, maintenance and development of hydraulic, electric or other mechanical power ;

To transmit and distribute electricity for the purposes aforesaid within the counties of Champlain, Saint-Maurice, Maskinongé, Berthier, Joliette, Montcalm, L'Assomption, Terrebonne, Laval and Hochelaga, upon obtaining the consent of the municipalities, corporations or other persons interested, when such consent may be necessary, and subject to the general laws of the province in that behalf ;

To acquire, purchase, lease or otherwise hold all such real estate, immoveable property and water powers as may from time to time be deemed requisite or convenient for the purposes of the company, and from time to time sell, hypothecate and dispose of the same ;

To acquire by purchase, lease or otherwise the undertaking of any company, firm or persons carrying on any business which the company has power to carry on, and to purchase, acquire and hold the stock or shares of stock, bonds or debentures in any other corporations carrying on business with objects similar to those of this company, upon such terms as to the payment of the same, by the issue of fully paid up and non-assessable shares of the capital stock of the company or otherwise as may be agreed upon ;

To issue fully paid up and non-assessable shares in the capital stock of the company for the purpose of acquiring the business, property, lands, franchises or rights of any company, firm or person, which the company is authorized to acquire, or the stocks, bonds or other securities of any such company, or for payment of services rendered to the company, and to deliver such fully paid up and non-assessable stock or the company's bonds or debentures in exchange therefor, or wholly or partly in payment thereof, and to sell, lease, pledge or otherwise dispose of the same ;

To sell, lease or otherwise dispose of the company's business, franchise, property and undertaking for cash or for shares, bonds or other securities in any other company ;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company, and to enter into any agreement for sharing profits, union of interests, co-operation or otherwise with any person, firm or company, carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company ;

To borrow from time to time such sums of money for the purposes of the company, as may be deemed necessary, and to issue bonds and debentures therefor in such sums and bearing such rate or interest and payable at such times and places and to secure the same by hypothecating the whole or any part

meubles ou immeubles de la compagnie, aux termes et conditions que la majorité des actionnaires pourra déterminer, sous le nom de "United Manufacturing Company", avec un capital total de quarante cinq mille piastres (\$45,000.00), divisé en quatre cent cinquante (450) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de février 1910.

JOS. DUMONT,

1131

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 25 février 1910, constituant en corporation MM. Charles Joseph Bell, teneur de livres, Arthur William Sager, ingénieur, Louis Philippe Rene, teneur de livres, Joseph William Weldon, avocat, et Errol Malcolm McDougall, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires de l'élevage, croissance et vente de volailles et des produits de la ferme de toute sorte et description ;

Acheter, louer ou acquérir autrement, posséder, hypothéquer et aliéner des immeubles et garantir des meubles, et acquérir, construire, posséder, employer et louer des bâtisses, matériaux, machines ou mécaniques nécessaires ou utiles aux affaires devant être conduites par la compagnie, et vendre toutes les bâtisses, matériaux, machines ou mécaniques ou en disposer autrement ;

Demander, acquérir, aliéner des marques de commerce, noms de commerce, patentes et droits y ayant rapport, ou autres droits qui peuvent paraître utiles aux affaires de la compagnie, ou en disposer autrement ;

Acheter ou acquérir autrement de toute personne ou corporation, toutes affaires avec objets en tout ou en partie semblables à cause de cette compagnie, et vendre toutes telles affaires et affaires en général de cette compagnie, ou en disposer autrement ;

Acheter ou acquérir autrement des actions du stock, ou s'amalgamer avec toute compagnie ou corporation faisant ou ayant l'intention de faire les affaires ou commerce en tout ou en partie semblables aux affaires ou commerce de cette compagnie, pour tels prix et aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos par la compagnie ;

Agir comme agent pour toute personne ou corporation ayant des objets semblables, en tout ou en partie, à ceux de cette compagnie ; établir et maintenir dans aucun endroit propre à cette compagnie, tels agents, agences, magasins, salles d'échantillons, succursales et bureaux qui peuvent être jugés à propos pour les fins de la compagnie ; et enfin faire et entreprendre toutes affaires et choses nécessaires ou avantageuses ou en rapport à tous les pouvoirs ci-dessus demandés, sous le nom de "Canadian Poultry Farm Stock Company", avec un capital total de quarante mille piastres (\$40,000.00) divisé en quatre mille (4000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de février 1910.

JOS. DUMONT,

1135

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 22e jour de février 1910, constituant en corporation MM. Charles Alfred Hart, gérant, Henry Winfield, avocat, Arthur Beauchesne, avocat, John H. Thor-

of the company's real or immoveable property, upon such terms and conditions as the majority of the shareholders may determine, under the name of "United Manufacturing Company", with a total capital stock of forty five thousand dollars (\$45,000.00), divided into four hundred and fifty (450) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty third day of February, 1910.

JOS. DUMONT,

1132

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 25th February, 1910, incorporating Messrs. Charles Joseph Bell, book keeper, Arthur William Sager, engineer, Louis Philippe Rene, bookkeeper, Joseph William Weldon, advocate, and Errol Malcolm McDougall, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of raising, growing and dealing in poultry and farm products of every kind and description ;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold, hypothecate and alienate immoveable property, and pledge moveable property, and to acquire, construct, hold, employ and lease buildings, materials, machines or machinery necessary or useful in or about the business to be carried on by the company, and to sell or otherwise dispose of all such buildings, materials, machines or machinery ;

To apply for, acquire, alienate or otherwise dispose of trade marks, trade names, patents and rights therein or thereto or other rights that may be deemed useful for the business of the company ;

To purchase or otherwise acquire from any person or corporation, any business with objects wholly or partly similar to those of this company, and to sell or otherwise dispose of such business and the business in general of this company ;

To purchase or otherwise acquire shares of stock in, or to amalgamate with any company or corporation carrying on or intending to carry on a business or trade in whole or in part similar to the business or trade of this company, for such prices and on such terms and conditions as may be deemed advisable by the company ;

To act as agent for any person or corporation having objects similar in whole or in part to those of this company ; to establish and maintain in any place suitable to this company such agents, agencies, stores, sample rooms, branches and offices as may be deemed expedient for the purposes of the company ; and finally, to do and undertake all matters and things necessary or incidental to or advantageous for any of the powers herein applied for, under the name of "Canadian Poultry Farm Stock Company", with a total capital stock of forty thousand dollars (\$40,000.00), divided into four thousand (4000) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The chief place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 25th day of February, 1910.

JOS. DUMONT,

1136

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 22nd day of February, 1910, incorporating Messrs. Charles Alfred Hart, manager, Henry Winfield, advocate, Arthur Beauchesne, advocate, John H. Thornell, accoun-

nell, comptable, et Joseph Eudore Morier, étudiant en droit, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir et acheter de "The Gold Medal Furniture Manufacturing Co., Limited," de Toronto, dans la province d'Ontario, la propriété et l'actif consistant en partie de machines, stock, matériel, clientèle, marque de commerce, patentes, etc., de la succursale des affaires maintenant et ci-devant conduite dans la cité de Montréal, dans la province de Québec, par la dite "Gold Medal Furniture Manufacturing Co., Limited", de Toronto, Ontario, et les payer au comptant ou en stock payé de cette compagnie ou partie au comptant et partie en stock de cette compagnie ;

Acquérir toutes autres affaires de nature ou caractère que la compagnie est autorisée à faire et la clientèle d'icelles à tels termes quant au paiement d'icelles par l'émission de stocks ou obligations de la compagnie, ou autrement selon qu'il peut être convenu ;

Faire les affaires de marchands, manufacturiers et commerçants de toute sorte de bois, meubles, objets de tapisserie, ressorts, matelas et autres matériaux, articles et fournitures y ayant rapport ;

Avoir le droit d'employer les fonds de la compagnie ou toute partie d'iceux, selon la décision des directeurs, pour l'achat du fonds social de toutes autres corporations de même nature ;

Avoir le droit de vendre l'entreprise en tout ou en partie et s'amalgamer avec toute autre compagnie aux termes que la compagnie, convoquée en assemblée générale, conformément aux dispositions de la loi des compagnies, peut approuver ;

Acquérir tels droits de patentes et licences qui peuvent être jugés nécessaires ou utiles ou en aucune manière ayant rapport aux affaires de la compagnie, et les vendre ou en disposer autrement ;

Acquérir par achat, bail ou autrement et posséder les meubles et immeubles qui peuvent être jugés nécessaires et requis pour les fins des affaires de la compagnie, y compris les stocks, magasins, manufactures, moulins, entrepôts et autres établissements et les ériger et construire au temps et à l'endroit jugés à propos, sous le nom de "Gold Medal Furniture Manufacturing Company of Montreal, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1910.

1133 JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de février 1910, constituant en corporation MM. William Bernard Converse, courtier, George William Dow, comptable, Louis J. Beïque et Frédéric A. Beïque, avocats, et Eugène R. Beïque, ingénieur, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Acquérir par achat, concession, échange, bail ou autre titre légal, et tenir, avoir, posséder, louer, vendre, échanger, garantir, mettre en opération et vendre des terres, bâtisses et propriétés, rurales et urbaines et le droit de toute description y ayant rapport, les développer, et construire, ériger et mettre en opération des hôtels, restaurants, appartements et maisons d'habitation, magasins, manufactures, travaux, machines, résidences, maisons de pension et autres bâtisses et constructions de toute sorte ;

Acquérir, développer et améliorer les pouvoirs d'eau ou autre propriété quelconque, utiles dans l'emploi du pouvoir générateur, et autre forme d'énergie de toute sorte, manufacturer et produire

tant, and Joseph Eudore Morier, student at law, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire and take over from the "Gold Medal Furniture Manufacturing Co., Limited", of Toronto, in the province of Ontario, the property and assets consisting in part of machinery, stock, plant, goodwill, trade marks, patents, etc., of the branch business presently heretofore carried on in the city of Montreal, in the province of Quebec, by the said Gold Medal Furniture Manufacturing Co., Limited of Toronto, Ontario, and to pay for the same in cash or fully paid up stock of this company or partly in cash and partly in stock in this company ;

To acquire and other business of a nature or character which the company is authorized to carry on and the good-will thereof upon such terms as to the payment of the same by the issue of stocks or bonds of the company or otherwise as may be agreed upon ;

To carry on the business of merchants manufacturers and dealers in all kinds of lumber, furniture, upholstered goods, springs, mattresses and other materials, articles and supplies relating thereto or entering into the manufacture of the same ;

To have the right to use the funds of the company or such portion of them as the directors may decide in the purchase of the capital stock of other corporations of a like nature ;

To have the right to sell out the undertaking in whole or in part and to amalgamate with any other company upon such terms as the company in general meeting called pursuant to the provisions of the companies' act may approve ;

To acquire such patent rights and licenses as may be deemed necessary or useful or in any way connected with the business of the company and to sell or otherwise dispose of the same ;

To acquire by purchase, lease or otherwise and to hold such property moveable or immovable as may be deemed necessary and requisite for the purpose of the company's business including stock, stores, factories, mills warehouses and other establishments and to erect and construct the same when and where advisable, under the name of "Gold Medal Furniture Manufacturing Company of Montreal, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of February, 1910.

1134 JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 23rd day of February, 1910, incorporating Messrs. Bernard Converse, broker, George William Dow, accountant, Louis J. Beïque and Frederick A. Beïque, advocates, and Eugene R. Beïque, engineers, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by purchase, concession, exchange, lease, or other legal title, and to hold own, possess, sell, exchange, pledge, operate and deal in land, buildings and real estate, rural and urban, and rights therein and thereto of every description, to develop the same and to construct, erect and operate hotels, restaurants, appartements and dwelling houses, shops, factories, works, machinery, residences, boarding houses and other buildings and constructions of all kinds ;

To acquire, develop and improve water powers or other property whatsoever suitable to be used in generating power, or other form of energy of any kind ; manufacture and produce steam, gas, elec-

la vapeur, le gaz, l'électricité et autres formes d'énergie pour chauffage, éclairage, pouvoir, réfrigération et autres fins, les vendre, louer, utiliser et transmettre dans la cité et Ile de Montréal, et dans les comtés de Chambly et Laprairie, dans la province de Québec, pourvu toujours que les droits et privilèges conférés par le présent à la compagnie pour produire l'énergie électrique pour éclairage, chauffage et pouvoir, lorsqu'ils sont exercés en dehors de la propriété de la compagnie, soient sujets à toutes les lois et règlements de la province et des autorités municipales à ce sujet ;

Construire, maintenir et mettre en opération des lignes de télégraphe et téléphone en rapport avec aucune de ses propriétés ou pour les fins de ses affaires ;

Acquérir des droits de patente, lettres patentes d'invention, procédés, options et autres droits et privilèges, et en disposer ;

Émettre en paiement de toute propriété, concessions ou droits acquis par la compagnie ou en considération de toute amalgamation ou autre arrangement pour l'exécution des objets de la compagnie, des actions ordinaires ou préférentielles du stock de la compagnie comme payées et non assisables, ou émettre tous bons, hypothèques ou obligations de la même manière ;

Faire les affaires d'agents d'immeubles, courtiers, messagers et de marchands en gros ;

Mettre en opération un système de nettoyage (vacuum) dans toutes ses branches et autres systèmes de nettoyage et d'hygiène ;

Acquérir et entreprendre en tout ou en partie les affaires, biens, droits et obligations de toute personne ou compagnie faisant les affaires que cette compagnie est autorisée à faire, ou possédant des biens propres aux fins de cette compagnie ;

Entrer en aucuns arrangements pour le partage des profits, union d'intérêt, co-opérations, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne ou compagnie faisant ou engagée ou sur le point de faire ou être engagée dans toute affaire ou transaction que cette compagnie est autorisée à faire ou engagée, ou toute affaire ou transaction capable d'être conduite directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ; et de prêter de l'argent pour garantir les contrats de telle personne ou compagnie ou les aider autrement ;

Promouvoir, aider et devenir actionnaire dans toute compagnie auxiliaire, alliée ou autre faisant les mêmes affaires ou en partie semblables à celles de cette compagnie ;

Posséder, acheter ou acquérir autrement, vendre, céder, transférer, hypothéquer, garantir des actions du fonds social, obligations, débetures ou autres preuves de dettes faites par toutes autres compagnies ayant les mêmes objets en tout ou en partie que ceux de la compagnie ; et durant la possession d'icelles, exercer tous les droits et privilèges de propriété, y compris le droit de vote sur icelles, ou en disposer autrement ;

Rémunérer toute personne ou personnes pour services rendus ou qui peuvent être rendus à la compagnie, par l'émission du stock payé en tout ou en partie ;

Placer son surplus des fonds dans le rachat de ses propres actions, obligations ou autres garanties ou autrement ;

Distribuer aucun des biens de la compagnie en espèces parmi les membres ;

S'amalgamer avec toute autre compagnie ayant en tout ou en partie les mêmes objets que ceux de cette compagnie ;

Faire toutes autres choses nécessaires en rapport aux fins et objets susdits, sous le nom de "Saint James Investment Company, Limited," avec un capital total de deux cent cinquante mille piastres (\$250,000.00), divisé en mille (1000) actions du stock préférentiel, et mille cinq cent (1500) actions du stock ordinaire, de cent piastres (\$100.00) chacune.

tricity and other forms of energy for heat, light, power, refrigeration and other purposes ; and to sell, lease, utilize and transmit the same in the city and Island of Montreal, and in the counties of Chambly, Laprairie, in the province of Quebec, provided always that the rights and privileges hereby conferred upon the company to generate electric energy for light, heat and power when exercised outside the property of the company shall be subject to all laws and regulations of the province and of the municipal authorities in that behalf ;

To construct, maintain and operate telegraph and telephone lines in connection with any of its property or for the purpose of its business.

To acquire patent rights, letters patent of invention, processes, options and other such rights and privileges, and again dispose thereof ;

To issue in payment of any property, concessions, or rights required by the company or in consideration of any amalgamation or other arrangement for the pursuance of the company's objects, common or preferred share of stock of the company as fully paid up and non assessable, or to issue any bonds, mortgages or obligations of the company in similar manner ;

To carry on the business of real estate agents, brokers, carriers, warehousemen ;

To operate a vacuum cleaning system in all its branches and other systems of cleaning and sanitation ;

To acquire and undertake the whole or any part of the business property, rights and liabilities of any person or company carrying on a business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of this company ;

To enter into any arrangements for sharing profits, union of interests, co-operations, joint adventure, reciprocal concession, or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company, and to lend money to guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company ;

To promote, assist in promoting, and become a shareholder in any subsidiary, allied or other company carrying on a business similar or in part similar to that of this company ;

To hold, purchase or otherwise acquire, to sell, assign, transfer, mortgage, pledge, or otherwise dispose of shares of the capital stock, bonds, debentures or other evidences of indebtedness created by any other companies having objects similar in whole or in part to those of the company, and while the holder thereof, to exercise all the rights and privileges of ownership, including the right to vote thereon ;

To remunerate any person or persons for services rendered or to be rendered to the company, by the issue of stock paid up in whole or in part ;

To invest its surplus funds in the redemption of its own shares, bonds or other securities or otherwise ;

To distribute any of the property of the company in specie among the members ;

To amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of this company ;

To do all other things necessary for or incidental to the purposes and objects aforesaid, under the name of "Saint James Investment Company, Limited", with a total capital stock of two hundred and fifty thousand dollars (\$250,000.00), divided into one thousand (1000) shares of preferred stock, and one thousand five hundred (1500) shares of common stock of one hundred dollars (\$100.00) each.

Les actions préférentielles porteront un dividende d'une année cumulative de sept pour cent.

Les actions préférentielles auront priorité sur les actions ordinaires dans l'actif de la compagnie en cas de liquidation volontaire ou judiciaire.

Les actions préférentielles n'auront pas le droit de vote à moins que deux années s'écoulent successivement ou non, sans le paiement de tout le dividende de sept pour cent, dans lequel cas les actions préférentielles auront immédiatement le droit de vote, et de le garder à l'avenir.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de février 1910.

JOS. DUMONT,

1129

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 25e jour de février 1910, constituant en corporation MM. Andrew Downie Gall, gérant, Edward Liersh, gérant, de la cité de Westmount, John James York, surintendant, Frederick Burnett Jack, gérant, et James Powell, dessinateur, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Procurer à ses membres par achat, loyer ou autrement des terrains de pêche et de chasse, et droits et facilités pour favoriser les dits sports et sports en plein air, et pour les susdites fins ;

Acquérir par aucun titre quelconque et posséder des terrains, bâtisses et immeubles en général et ameublements et meubles de toute description, et en disposer pour l'avantage du club ;

Fournir les commodités de logements, pension et ba eaux à ses membres ;

Fournir les fonds nécessaires pour les susdites fins par l'émission de stock transférable seulement aux personnes admises comme membres au scrutin secret, et par une contribution annuelle d'un montant fixé de temps à autre par le bureau des directeurs, sous le nom de "Le Sauvage Fishing Club, incorporé", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent piastres (\$100) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-cinquième jour de février 1910.

JOS. DUMONT,

1137

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, des lettres patentes supplémentaires ont été émises sous le grand sceau de la province de Québec, en date du 28 février 1910, par lesquelles le fonds social de la "Compagnie du Cercle Gaulois", a été subdivisé en quatre mille (4000) actions de cinq piastres (\$5.00), au lieu de deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-huitième jour de février 1910.

JOS. DUMONT,

1139

Sous-secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la loi corporative des compagnies à fonds social, des lettres patentes supplémentaires ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du vingt-cinquième jour de février 1910, par lesquelles le nom de "La Compagnie Française de Tabletterie" a été changé par celui de "The Dominion Comb and Novelty Company".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1910.

JOS. DUMONT,

1141

Sous-secrétaire de la province.

The preferred shares shall bear a yearly cumulative dividend of seven per cent.

The preferred shares shall have priority over the common shares on the assets of the company in case of voluntary or judicial liquidation.

The preferred shares shall have no voting power unless two years elapse successively or not, without the payment of the full seven per cent dividend, in which case the preferred shall immediately acquire voting power, and keep it thereafter.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty third day of February, 1910.

JOS. DUMONT,

1180

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 25th day of February, 1910, incorporating Messrs. Andrew Downie Gall, manager, Edward Liersh, manager, of the city of Westmount, John James York, superintendent, Frederick Burnett Jack, manager, and James Powell, draughtsman, of the city of Montreal, for the following purposes :

To procure to its members by purchase, lease or otherwise, fishing and hunting grounds and rights and facilities for indulging in the said sports and other outdoor sports and for the above purpose ;

To acquire by any title whatsoever and hold land, buildings and real estate generally and furniture and movables of every description and dispose of the same for the advantage of the club ;

To provide lodgings and board and boating accommodation for its members ;

To provide the necessary funds for the above purpose by the issuing of stock which shall be transferable only to persons admitted as members by ballot, and by the levy of an annual due of an amount to be fixed from time to time by the board of directors, under the name of "Le Sauvage Fishing Club, Incorporated", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of February, 1910.

JOS. DUMONT,

1138

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, in virtue of the Quebec Companies Act, 1907, supplementary letters patent have been issued under the great seal of the province of Quebec, dated the 28th of February, 1910, by which the capital stock of the "Compagnie du Cercle Gaulois" has been subdivided into four thousand (4000) shares of five dollars (\$5.00), instead of two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

Dated from the office of the secretary of the province, this twenty eighth day of February, 1910.

JOS. DUMONT,

1140

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the joint stock companies' incorporation act, supplementary letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, dated the twenty fifth day of February, 1910, by which the name of "La Compagnie Française de Tabletterie" has been changed to "The Dominion Comb and Novelty Company".

Dated from the office of the secretary of the province, this twenty sixth day of February, 1910.

JOS. DUMONT,

1142

Deputy Provincial Secretary.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.

Vente des terrains d'exposition de l'ancienne Compagnie Industrielle et Agricole de St-Jean, P.Q.

AVIS.

Le gouvernement de Québec a décidé de vendre les terrains d'exposition ci-haut mentionnés, situés en la ville de St-Jean, P. Q., contenant environ 24 arpents en superficie, avec les édifices dessus construits.

Le ministre de l'agriculture invite tous ceux qui désireraient devenir propriétaires de ces terrains à les visiter et à lui transmettre leurs offres.

On peut se renseigner sur la désignation des dits terrains, ainsi que sur les charges et conditions de la vente, en s'adressant au bureau du gouvernement, à Montréal, 9, rue St-Jacques, au bureau du registraire, à St-Jean, P. Q., et au ministère de l'agriculture, à Québec.

Les soumissions pour l'achat de cet immeuble devront être adressées au ministre de l'agriculture, à Québec, le ou avant le 15 avril prochain.

Le gouvernement ne s'engage à accepter aucune des soumissions.

Par ordre,

B. MICHAUD,

Secrétaire du Ministère de l'Agriculture.

Québec, 21 février 1910.

1023.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21 février 1910, constituant en corporation MM. Esioff Léon Patenaude, avocat, Louis Joseph Boileau, notaire, Norbert Brunet, étudiant en loi, Lacasse Rousseau, électricien, et J. E. Emile Léonard, avocat, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire le commerce d'entrepreneurs en construction ;

Exploiter des carrières de pierres, de marbre, etc. ; Acheter, prendre à bail ou acquérir à quelque titre que ce soit toute propriété nécessaire pour les fins de la compagnie ;

Construire des voies d'évitement (siding) pour relier les exploitations de la compagnie à un ou des chemins de fer ou à des ports quelconques et acquérir par achat ou autrement les droits de passages nécessaires à cette fin ;

Payer en parts acquittées de la dite compagnie le prix d'achat, de loyer ou de jouissance de toute propriété nécessaire pour l'exploitation, ainsi que toutes les machineries, outils, etc., sous le nom de "La Compagnie des Carrières Félix Labelle", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-François de Salles.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de février 1910.

JOS. DUMONT,

989.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, des lettres patentes supplémentaires ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, par lesquelles le nom de la compagnie "O. Ely, Limited" a été changé par celui de "A. T. Pratt, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-troisième jour de février 1910.

JOS. DUMONT,

1101.2

Sous-secrétaire de la province.

DEPARTMENT OF AGRICULTURE.

Sale of the exhibition grounds of the former "Compagnie Industrielle et Agricole de Saint-Jean," P. Q.

NOTICE.

The Quebec Government has decided to sell the above mentioned exhibition grounds, situate in the town of Saint John, P. Q., containing about 24 arpents in superficies—with the buildings thereon erected.

The Minister of Agriculture invites all those desirous of becoming proprietors of such grounds, to visit same and transmit him their offers.

Information may be had concerning the description of the said grounds and also the charges and conditions of the sale, by applying to the government office, at Montreal, 9, Saint James street, the registrar's office, at Saint John, P. Q., and the department of agriculture, at Quebec.

Tenders for the purchase of the said immoveable must be addressed to the Minister of Agriculture, at Quebec, on or before the 15th of April next.

The government does not bind itself to accept any of the tenders.

By order,

B. MICHAUD,

Secretary of the Minister of Agriculture.

Quebec, 21st February, 1910.

1024

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 21st day of February, 1910, incorporating Messrs. Esioff Léon Patenaude, advocate, Louis Joseph Boileau, notary, Norbert Brunet, student at law, Lacasse Rousseau, electrician, and J. E. Emile Léonard, advocate, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of building contractors ;

To operate stone and marble quarries, etc. ;

To purchase, lease or acquire by any title whatsoever, any property necessary for the purposes of the company ;

To construct sidings to connect the operations of the company with one or more railways or with any ports whatsoever, and to acquire by purchase or otherwise the rights of way necessary for such purpose ;

To pay for with paid up shares of the said company the purchase price, rent or use of any property necessary for the operation and also for all the machinery, tools, etc., under the name of "La Compagnie des Carrières Félix Labelle", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation will be at Saint François de Salles.

Dated from the office of the secretary of the province, this 21st day of February, 1910.

JOS. DUMONT,

990

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, in virtue of the Quebec companies' Act, 1907, supplementary letters patent have been issued under the great seal of the province of Quebec, by which the name of the company "O. Ely, Limited" has been changed to "A. T. Pratt, Limited."

Dated from the office of the secretary of the province, this twenty third day of February, 1910.

JOS. DUMONT,

1102

Assistant Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19 février 1910, constituant en corporation MM. David Henry Pennington, du village de Lyster, marchand de bois, Siméon Larochelle de Saint-Ferdinand d'Halifax, marchand, révd. Théophile Dumas, prêtre et curé, de Saint-Adrien d'Irlande, Charles E. Church, du village de Leeds, marchand, révd. E. Voyer, prêtre et curé, de Saint-Pierre Baptiste, William Denning, de Maple Grove, commerçant, Samuel W. Mooney, du village de Inverness, commerçant, Thomas Duff, de la paroisse de Inverness, cultivateur et Edward R. McRae, de Lower Ireland, meunier, dans les buts suivants :

Eriger, construire, acquérir et maintenir avec ou sans changement un système de téléphone dans les comtés de Mégantic, Lotbinière, Wolfe et Beauce, dans la province de Québec, et le mettre en opération :

Acquérir des terrains, terres, constructions, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de toutes personnes, société, compagnie ou compagnies ;

Accepter, acquérir, recevoir, posséder, développer, améliorer, louer, échanger, vendre des pouvoirs, privilèges, franchises et propriétés de toute sorte, soit meubles et immeubles et en disposer autrement ;

Entrer en arrangement pour amalgamation, consolidation ou union d'intérêt, co-opération ou autre arrangement de même nature avec toute personne, société, compagnie ou compagnies faisant ou engagées dans toutes affaires ou transaction que cette compagnie est autorisée ou engagée ou faisant ou ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, sous le nom de "The Megantic People's Telephone Company", avec un capital total de quarante neuf mille cinq cents piastres (\$49,500.00), divisé en dix-neuf cent quatre-vingts (1980) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans le village de Lyster.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de février 1909.

JOS. DUMONT,
985.2 Sous-secrétaire de la province.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 19th day of February, 1910, incorporating Messrs. David Henry Pennington, of the village of Lyster, lumber merchant, Siméon Larochelle, of Saint Ferdinand d'Halifax, merchant, Revd. Théophile Dumas, priest and curé, of Saint Adrien d'Irlande, Charles E. Church, of village of Leeds, merchant, Revd. E. Voyer, priest and curé, of Saint Pierre Baptiste, William Denning, of Maple Grove, trader, Samuel W. Mooney, of the village of Inverness, trader, Thomas Duff, of the parish of Inverness, farmer and Edward R. McRae, of Lower Ireland, miller, for the following purposes :

To erect, construct, acquire and maintain with or without alterations a telephone system in the counties of Megantic, Lotbinière, Wolfe and Beauce, in the province of Quebec, and operate the same ;

To acquire, grounds, lands, buildings, enterprise, properties, privileges, franchises, contracts or rights of any person, partnership, company or companies ;

To accept, acquire, receive, possess, develop, improve, let, exchange, sell, and otherwise dispose of powers, privileges, franchises and property of every kind whether moveable or immoveable ;

To enter into any agreement for amalgamation, consolidation or union of interests, cooperation or other arrangement of a like nature with any person, partnership, company or companies carrying on or engaged in any business or transaction which this company is authorized to engage in or carry on or having objects altogether or in part similar to those of this company, under the name of "The Megantic People's Telephone Company", with a total capital stock of forty nine thousand five hundred dollars (\$49,500.00), divided into nineteen hundred and eighty (1980) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the village of Lyster.

Dated from the office of the secretary of the province, this 19th day of February, 1910.

JOS. DUMONT,
986 Deputy Provincial Secretary.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 21ème jour de février 1910, constituant en corporation MM. Joseph Georges Dupont, médecin, Joseph Antonio Robitaille, comptable, Omer A. Goyette, avocat, de la cité de Montréal, Rosaire L. Prieur, manufacturier, de la Pointe-aux-Trembles, et Amédée Geoffrion, avocat, de Longueuil, dans les buts suivants :

L'achat, la vente et la fabrication de médecines brevetées et de produits pharmaceutiques, chimiques et chirurgiques ;

L'achat, la vente et la fabrication de drogues, sirops, médicaments, huiles, matières tinctoriales, essences, parfums, articles de toilette et de fantaisie, tabac, cigares, bouteilles, bocaux, jarres, boîtes, étiquettes, fournitures et appareils de droguiste, de chirurgien, de médecin et d'hôpital, et autres articles semblables, ainsi que le commerce des alcools, sujet au contrôle administratif ou municipal s'il y a lieu ;

Faire le commerce de ces articles tant pour leur propre compte que comme facteurs ou marchands à commission ;

Acquérir et exploiter des droits exclusifs, brevets d'invention, marque de commerce ou de fabrique, concessions et privilège se rattachant à l'entreprise de la compagnie, et les vendre, et les louer, ou les affermer ;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 21st day of February, 1910, incorporating Messrs. Joseph Georges Dupont, physician, Joseph Antonio Robitaille, accountant, Omer A. Goyette, advocate, of the city of Montreal, Rosaire L. Prieur, manufacturer, of Pointe-aux-Trembles, and Amédée Geoffrion, advocate, of Longueuil, for the following purposes :

To purchase, sell and manufacture patent medicines and pharmaceutical, chemical and surgical products, drugs, syrups, medicines, oil, dyeing materials, essences, perfumes, toilet and fancy articles, tobacco, cigars, bottles, jars, boxes, labels, druggist, surgeon, physician and hospital furnishings and appliances, and also to deal in alcohols, subject to administrative or municipal control if there be any ;

To carry on business in such articles on their own account and as agents or commission merchants ;

To acquire and exploit exclusive rights, patents of invention, trade marks, concessions and privileges connected with the undertaking of the company, and sell, lease or pledge same ;

Acquérir des immeubles, les hypothéquer et les vendre ou échanger, en tant qu'il peut être nécessaire ou utile à la compagnie ;

Acquérir par achat ou autrement l'actif mobilier ou immobilier de toute personne ou corporation exerçant une industrie similaire ou se rattachant à un des objets que poursuit la compagnie et donner en paiement de l'argent ou des actions libérées de la compagnie, suivant que les directeurs le jugeront à propos ;

Payer pour tous services rendus en rapport avec la souscription du capital actions, l'organisation ou l'administration de la compagnie, en actions entièrement libérées de cette dernière, sous le nom de "Le Médecin, Limitée", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt et unième jour de janvier 1910.

JOS. DUMONT,

991.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21^e jour de février 1910, constituant en corporation MM. Jacques Janvier Joubert, industriel, Zéphirin Joubert, industriel, Napoléon Charest, comptable, Jacques Charles Joubert, bourgeois, Didier Joubert, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Manufacturer, acheter, vendre, détailler le beurre, le fromage, le lait, la crème et généralement tous autres produits de laiterie ; acheter, posséder, vendre des forces motrices devant servir à l'exploitation de machines pour la fabrication du beurre, du fromage et de la crème ; posséder, acheter et vendre des établissements de ce genre ;

Manufacturer, acheter, vendre et détailler tous instruments, machines, agrès et appareils devant servir à l'exploitation d'entrepôts frigorifiques et accessoires de glaciers et magasins ; manufacturer, acheter et vendre la crème à la glace, en gros et en détail, acheter et vendre des établissements de ce genre ; fabriquer, acheter et vendre, en gros et en détail le beurre, le fromage, les œufs, le lait ; acheter, vendre et fabriquer tous les instruments, ustensiles, appareils et agrès nécessaires à l'exploitation des produits ci-dessus énumérés ; fabriquer, acheter et vendre, en gros et en détail, les breuvages, les produits alimentaires, et généralement tous les produits ou la crème et le lait entrent comme partie principale ;

Acquérir et prendre à son nom, comme industrie active, les affaires de J. J. Joubert, industriel, de la cité de Montréal, la totalité des biens et engagements, les propriétés mobilières et immobilières et la clientèle de la dite maison, quant à ce qui regarde son commerce actuel dont les objets sont pour une grande partie les mêmes que ceux ci-dessus énumérés, et donner pour prix d'achat des actions acquittées de la dite compagnie pour un montant de \$26,800.00.

Acheter ou autrement acquérir, et prendre à son nom, de temps à autre, et entreprendre et exercer les affaires, propriété, actif et passif de toute personne, maison, ou compagnie engagée dans une industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, ou en possession de propriétés propres aux fins de la présente compagnie, et acheter ou acquérir la clientèle de toute industrie d'une nature semblable à celle de la présente compagnie ;

Construire des hangars et autres bâtiments nécessaires au dit commerce pour la production, l'emmagasinage, la distribution et la vente des produits plus haut mentionnés ;

Acheter, posséder, vendre, hypothéquer, louer des propriétés immobilières et passer titre à cette fin ;

To acquire immovables and hypothecate, sell or exchange same, in so far as necessary or useful to the company ;

To acquire by purchase or otherwise the moveable or immovable assets of any person or corporation carrying on a similar trade or connected with any of the objects that the company is engaged in, and give in payment therefor, money or paid up shares of the company, as the directors deem advisable ;

To pay for all services rendered in connection with the subscription of the capital stock, the organization or administration of the company, in fully paid up shares of the latter, under the name of "Le Médecin, Limitée", with a total capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this 21st day of February, 1910.

JOS. DUMONT,

992 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 21st day of February, 1910, incorporating Messrs. Jacques Janvier Joubert, manufacturer, Zéphirin Joubert, manufacturer, Napoléon Charest, accountant, Jacques Charles Joubert, burgess, Didier Joubert, clerk, of the city of Montreal, for the following purposes :

To manufacture, purchase, sell, retail butter, cheese, milk, cream and all other dairy products in general ; to purchase, own, sell motive power to serve in the operation of machines for the manufacture of butter, cheese and cream ; to hold, purchase and sell establishments of such nature ;

To manufacture, purchase, sell and retail all instruments, machines, gear and apparatus used in the operation of cold storage warehouses and accessories of ice houses and stores ; to manufacture, purchase and sell ice cream, wholesale and retail, purchase and sell establishments of such nature ; to manufacture, purchase and sell wholesale and retail, butter, cheese, eggs and milk ; to purchase, sell and manufacture all the instruments, utensils, appliances and apparatus necessary for the operation of the products hereabove set forth ; to manufacture, purchase and sell, wholesale and retail, beverages, alimentary products and generally all products that cream and milk enter into as the principal ingredients ;

To acquire and take over as a going concern, the business of J. J. Joubert, manufacturer, of the city of Montreal, the whole of the property and liabilities, the moveable and immovable property and the goodwill of the said house, in so far as concerns its actual trade whose objects are for a great part the same as those hereabove set forth, and give as the purchase price, paid up shares of the said company to the amount of \$26,800.00.

To purchase or otherwise acquire, and take over, from time to time, and undertake and carry on the business, property, assets and liabilities of any person, house or company engaged in an industry that this company is authorized to carry on, or in possession of property useful to the purposes of this company, and purchase or acquire the goodwill of any business of a similar nature to that of this company ;

To construct sheds and other buildings necessary to the said trade for the production, storing, distribution and sale of the products above mentioned ;

To purchase, own, sell, hypothecate, lease immovable property and sign deeds to such effect ;

Avoir et posséder tous les pouvoirs nécessaires à l'entreprise plus haut mentionnée, sous le nom de "J. J. Joubert, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de février 1910.

JOS. DUMONT,

1017.2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, 1907, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 21 février 1910, constituant en corporation MM. Robert Taschereau, avocat, et conseil en loi du Roi, Thibaudau Rinfret, avocat, Rosario Genest, avocat, George C. Leroux, comptable, et Joseph Emile Billette, étudiant en droit, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Faire les affaires de propriétaires de théâtres, propriétaires de salles de musique, pourvoyeurs de divertissements publics, concerts et représentations publiques, ballets, sorcelleries, jongleries et autres diverses représentations, et de pouvoir, engager et employer des acteurs, danseurs, chanteurs, diverses représentations athlétiques et artistes dramatiques et musiciens, et produire et présenter au public toutes sortes de spectacles, expositions et amusements qui sont ou peuvent être produits dans un théâtre ou salle de musique ;

Acquérir les droits de propriété, droits de représentation, licences et privilèges de toute sorte propres à l'avancement des objets de la compagnie, et employer les personnes pour écrire, composer ou inventer des jeux, chansons, intermèdes, prologues, épilogues, poésies, musiques et danses et rémunérer les dites personnes, et imprimer, publier ou faire imprimer ou publier tout jeu, poème, chanson ou paroles dont la compagnie peut avoir le droit de propriété ou le droit de publier, et de vendre, distribuer et vendre toute chose ainsi imprimée tel que la compagnie jugera à propos, et octroyer des licences ou droits concernant toute propriété de la compagnie à toute autre personne, société ou compagnie ;

Acheter, posséder, produire et présenter et permettre à toutes autres personnes de produire et présenter des pièces de théâtre et opéras et acquérir et posséder, vendre, céder, transférer des pièces de théâtre et opéras brevetés ou non brevetés ;

Construire des théâtres et autres bâtisses et travaux pour les fins d'iceux, et de conduire, maintenir et mettre en opération les dits théâtres et autres bâtisses lorsqu'ils seront érigés et construits ;

Faire toutes autres affaires que la compagnie peut juger à propos en rapport avec les susdits objets, ou calculées directement ou indirectement pour augmenter la valeur d'icelle, ou rendre avantageux tous les biens ou droits de la compagnie ;

Acquérir et entreprendre toutes ou aucune partie des affaires, biens et obligations de toute personne ou compagnie faisant toutes affaires que cette compagnie est autorisée à faire ou possédant une propriété propre aux fins de cette compagnie ;

Et en particulier, acquérir et prendre comme une affaire en opération les affaires maintenant conduites par Napoléon Georges Valiquette et Louis Joseph Warren, sous les nom et raison de "Casino Amusement Company", et tous les biens et obligations des propriétaires de ces affaires y ayant rapport, et de les payer en actions payées de la compagnie, ou autrement ;

Prendre ou acquérir autrement et posséder des actions dans toute autre compagnie ayant en tout ou en partie des objets semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie ;

To have and own all the necessary powers for the undertaking above mentioned, under the name of "J. J. Joubert, Limitée" with a total capital of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this 22nd day of February, 1910.

JOS. DUMONT,

1018 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, 1907, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 21st day of February, 1910, incorporating Messrs. Robert Taschereau, advocate and King's Counsel, Thibaudau Rinfret, advocate, Rosario Genest, advocate, George C. Leroux, accountant, and Joseph Emile Billette, student at law, of the city of Montreal, for the following purposes :

To carry on the business of theatric proprietors, music hall proprietors, caterers for public entertainments, concerts, and public exhibitions, ballets, conjuring, juggling and other variety entertainments, and to provide, engage, employ actors, dancers, singers, variety performers athletes, and theatrical and musical artists, and to produce and present to the public all sorts of shows, exhibitions, and amusements which are or may be produced at a theatre or music hall.

To acquire copyrights, rights of representation, licences and privileges of any sort likely to be conducive to the objects of the company, and to employ persons to write, compose, or invent plays, songs, interludes, prologues, epilogues, poetry, music and dances, and to remunerate such persons, and to print or publish, or cause to be printed or published, any play, poem, song or words, of which the company may have the copyright or the right to publish, and to sell, distribute, and deal with any matter so printed as the company may think fit ; and to grant licenses or rights in respect of any property of the company to any other person, firm or company.

To purchase, own, produce, and present, and to license others to produce and present, theatrical, plays and operas and to acquire and hold, sell, assign and transfer, copyrighted and uncopyrighted plays and operas.

To construct theatres and other buildings and works convenient for the purposes thereof, and to manage, maintain, and carry on the said theatres and other buildings when so erected or constructed.

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights.

To acquire and undertake the whole or any part of the business property and liabilities of any person or company carrying on any business which this company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this company ;

And particularly, to acquire and take over as a going concern the business now carried on by Napoléon Georges Valiquette and Louis Joseph Warren, under the firm, name and style of "Casino Amusement Company", and all or any of the assets and liabilities of the proprietors of that business, in connection therewith, and to pay for same in fully paid up shares of the company, or otherwise ;

To take or otherwise acquire, and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company ;

Faire les affaires de restaurateurs et marchands de vins, liqueurs spiritueuses et tabac, eaux minérales et provisions et de fournisseurs de rafraîchissements en général, sous le nom de "Casino Amusement Company", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-unième jour de février 1910.

1021.2 JOS. DUMONT,
Sous-secrétaire de la province.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Québec, 10 février 1910.

Avis est par le présent donné, conformément aux règles 49 et 50 de l'Assemblée législative, que nulle pétition pour un bill privé ne sera reçue par cette Chambre après le vingt-neuvième jour du mois de mars prochain, qu'aucun bill privé ne pourra être présenté après le cinquième jour du mois d'avril prochain, qu'aucun rapport d'un comité permanent ou spécial sur un bill privé ne pourra être reçu après le douzième jour du dit mois d'avril.

805 L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée législative.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'interval de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition, mandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle pré-

To carry on the business of restaurant keepers, and vendors of wines, spirits and tobacco, mineral waters and provisions, and refreshment contractors generally, under the name of "Casino Amusement Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into four hundred (400) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The chief place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this twenty first day of February, 1910.

1022 JOS. DUMONT,
Deputy Provincial Secretary.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Quebec, 10th February, 1910.

Notice is hereby given that, in conformity with the rules 49 and 50 of the Legislative Assembly, no petition for any private bill shall be received by the House after the twenty ninth day of the month of March next, that no private bill shall be introduced after the fifth day of the month of April next, that no report of any standing or select committee upon a private bill shall be received after the twelfth day of said month of April.

806 L. G. DESJARDINS,
Clerk of Legislative Assembly.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 53 whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave of bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding

cédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public ; conséquemment parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la Chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé ; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

69

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Légis-

rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erected drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french; and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended ; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend a charter of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

70

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec within the perview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal of the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township

lature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération, de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer les lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway, [or the Quebec Insurance Act], as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cents cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,

Greffier de l'Assemblée Législative.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,

Clerk of the Legislative Assembly.

Demandes à la Législature

AVIS.

La commission des écoles catholiques de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'autorisation d'emprunter une somme n'excédant pas trois cent mille dollars, pour acquérir et construire de nouvelles écoles, amendant en conséquence la loi 54 Victoria, chap. 53.

ULRIC LAFONTAINE,
Secrétaire-trésorier.
Montréal, 1er mars 1910. 1143

AVIS.

Avis est donné par les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse Saint-Viateur d'Outremont, district de Montréal, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte pourvoyant à la construction d'une église, sacristie et presbytère, nommant des franc tenanciers pour pourvoir à ces constructions avec pouvoir d'emprunter des argents et de prélever une répartition pour défrayer les frais de ces constructions et du terrain.

WILFRID BESSETTE,
Procureur des curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de Saint-Viateur d'Outremont.
Montréal, 1er mars 1910. 1147

AVIS.

La cité de Montréal donne avis qu'elle s'adressera à la législature provinciale, à sa prochaine session, afin d'obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes :

Autonomie municipale ; finances et administration ; emprunts et emploi d'iceux ; liste électorale ; votation et élection ; rôles d'évaluation et de répartition et contestation d'iceux ; expropriations ; annexions ; cotisations spéciales résultant des annexions ; pouvoirs et attributions des échevins ; règlements concernant les taxes et licences.

La production de courant électrique et la vente du surplus d'icelui pour des fins municipales et privées.

Assemblées du conseil ; les commissions et leurs pouvoirs ; constitution d'une commission pour l'administration du département de police ; expropriation et rôle de répartition de la rue Saint Antoine, 5e section.

Ratification de certains actes pour fermeture de rues entre la cité et la compagnie de chemin de fer Pacifique Canadien et la Cie du chemin de fer de Lachine, Jacques Cartier et Maisonneuve ; recorders ; recorders suppléants et leur traitements ; cour du recorder, et appel des jugements de cette cour ; amendements aux articles de la charte qui sont incompatibles avec ou contraires aux dispositions de la loi 9 Edouard VII, chap. 82, de manière à les faire concorder, et aussi pour obtenir certains amendements quant à la réorganisation et à l'administration des différents départements du service municipal, à la constitution et à l'organisation du bureau des commissaires et au traitement des membres de ce bureau, quant aux pouvoirs et responsabilité du bureau des commissaires et ceux du conseil, et généralement tous amendements nécessaires à l'organisation municipale créée par la loi 9 Edouard VII, chap. 82, afin d'assurer le bon fonctionnement du régime nouveau ; organisation d'une cour de jeunes délinquants, maison de détention, rémunération du juge et des agents de surveillance ; fonds de roulement.

L. O. DAVID,
Greffier de la cité.

Bureau du greffier de la cité,
Hôtel de Ville.
Montréal, 1er mars 1910. 1181

Applications to the Legislature

NOTICE.

The Montreal catholic school board will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for authority to borrow a sum not exceeding three hundred thousand dollars, this amending the law 54 Victoria, chap. 53, to enable the board to acquire and build new schools.

ULRIC LAFONTAINE,
Secretary treasurer.
Montreal, 1st March, 1910. 1144

NOTICE.

Notice is hereby given that the curé and churchwardens of l'œuvre et fabrique of the parish of Saint Viateur d'Outremont, district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to provide for the construction of a church, sacristie and presbytère, and also to appoint a board of trustees for the object of these constructions, with power to borrow money and to levy assessment to pay costs of same.

WILFRID BESSETTE,
Attorney for the curé and churchwardens of l'œuvre et fabrique of Saint Viateur d'Outremont.
Montreal, 1st March, 1910. 1148

NOTICE.

The city of Montreal gives notice that it will apply to the provincial Legislature, at its next session, for amendments to its charter on the following matters :

Municipal autonomy ; finances and administration ; loans and disposal of the proceeds thereof ; electoral lists ; voting and elections ; valuation and apportionment rolls and contestation thereof ; expropriations ; annexations ; special assessments resulting from annexations ; powers and attributions of the aldermen ; by-laws concerning taxes and licences.

Production of electric current and sale of the surplus thereof for municipal and private purposes.

Meeting of the council ; committees of their powers ; appointment of a commission for the administration of the police department ; expropriation and assessment roll re Saint Antoine street, 5th section.

Ratification of certain agreements for the closing of streets between the city and the Canadian Pacific Ry. Co. and the Lachine, Jacques Cartier and Maisonneuve Ry. Co. ; recorders ; acting recorders and their salary ; recorder's court and appeal from judgments of said court ; amendments to the articles of the charter which are inconsistent with or contrary to the provisions of the act 9 Ed. VII, ch. 82, so as to make them agree, and also to obtain certain amendments with regard to the reorganization and administration of the different civic departments, and to the constitution and organization of the board of commissioners, and as to the salary of the members of said board, as to the powers and responsibilities of the board of commissioners, and those of the council, and generally all amendments necessary for the municipal organization created by the act 9 Ed. VII, ch. 82, so as to ensure the proper working of the new regime ; organization of a court for young delinquents, house of detention, remuneration of the judge and supervising constables ; working capital.

L. O. DAVID,
City Clerk.

City Clerk's Office,
City Hall.
Montreal, 1st March, 1910. 1182

Avis est par le présent donné que Stanislas Cardinal, commerçant, Napoléon Boivin, commerçant, tous deux du canton Amherst, comté d'Ottawa, et Alexis Piché, cultivateur, Pierre Piché, cultivateur, et autres, de la municipalité des cantons-unis de Salaberry et Grandison, comté de Terrebonne, s'adresseront à la législature de cette province, à sa prochaine session, afin d'obtenir une loi incorporant en municipalité, sous le nom de "Municipalité de la paroisse de Brébeuf", le territoire comprenant les lots depuis le No 19 inclusivement jusqu'au No 35 inclusivement, du rang 8 du canton Arundel, dans le comté d'Argenteuil; les lots depuis le No 46 inclusivement jusqu'au No 66 inclusivement du premier rang du canton de Salaberry; les lots depuis le No 79 inclusivement jusqu'au lot No 88 inclusivement, du rang 2, de Salaberry; les lots depuis le No 68 inclusivement jusqu'au lot No 78 inclusivement, du rang 2 subdivision du canton de Salaberry; les lots depuis le No 157 inclusivement jusqu'au No 162 inclusivement, du rang 3, subdivision du canton de Salaberry, le dit canton de Salaberry, dans le comté de Terrebonne; les lots depuis le No 20 inclusivement jusqu'au No 41 inclusivement, du rang 8, dans le canton Amherst; les lots depuis le No 26 inclusivement jusqu'au lot 41 inclusivement, dans le rang 9, du canton Amherst, dans le comté d'Ottawa, et afin d'obtenir les pouvoirs nécessaires à la municipalité projetée, et afin que la nouvelle municipalité soit annexée au comté de Terrebonne, pour toutes les fins que de droit.

CHS. ED. MARCHAND,

Procureur des requérants.

Saint Jérôme, 25 février 1910.

1163

Avis est par le présent donné que "The Canadian Light and Power Company", incorporée en vertu de 4 Edouard VII, ch. 78, tel qu'amendé par 5 Edouard VII, ch. 64, et par 9 Edouard VII, ch. 107, s'adressera à la législature de la province de Québec, afin d'amender sa charte en étendant davantage ses pouvoirs d'expropriation, en lui donnant le droit d'acquiescer des actions, débetures et autres garanties dans les chemins électriques et garantir les actions, obligations ou débetures des compagnies auxiliaires; et pour définir davantage les droits de la compagnie pour émettre des obligations ou débetures et pour autres fins en rapport avec les entreprises de la compagnie.

FOSTER, MARTIN, MANN,

MACKINNON & HACKETT,

Solliciteurs de la requérante.

Montréal, 2 mars 1910.

1199

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par James Stanford et son épouse, Sarah Adelia Reiniger, et Daniel Arthur Nicholson, en sa qualité de tuteur aux biens des enfants mineurs du dit James Stanford et son épouse, pour obtenir une loi permettant la vente de "Ce lot de terre situé dans la dite cité de Montréal, composé de deux lots désignés sous les numéros deux et trois, de la subdivision officielle du lot original numéro cent soixante et onze, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, sauf la partie d'icelui qui a été expropriée, avec deux maisons en pierre et en briques sus-érigées, portant les numéros civiques 2641 à 2467, de la rue Notre-Dame, et dépendances (171-2 et 171-3)", laissés à la dite Dame Stanford en usufruit et aux dits mineurs en pleine propriété, par testament de feu Dame Sarah A. Burkett, passé devant Jobin, N. P., le 13 avril 1904, et employer les revenus à l'éducation des dits mineurs, et de placer de nouveau toute balance, s'il y en a, après avoir donné l'éducation aux dits enfants mineurs.

LESLIE H. BOYD,

Procureur des requérants.

Montréal, 28 février 1910.

1167

Notice is hereby given that Stanislas Cardinal, trader, Napoleon Boivin, trader, both of the township of Amherst, in the county of Ottawa, and Alexis Piché, farmer, Pierre Piché, farmer, and others, all of the municipality of the united townships of Salaberry and Grandison, county of Terrebonne, will apply to the Legislature of this province, at its next session, for a law incorporating as a municipality, under the name of "Municipality of the parish of Brebeuf", the territory comprised between the lots No. 19 inclusively to No. 35 also inclusively, of the 8th range of the township of Arundel, in the county of Argenteuil; the lots Nos. 46 inclusively to 66 also inclusively, of the first range of the township of Salaberry; the lots Nos. 79 inclusively to 88 also inclusively of the 2nd range of Salaberry; the lots Nos. 68 inclusively to 78 also inclusively of the 2nd range subdivision of the township of Salaberry; the lots Nos. 157 inclusively to 162 also inclusively, of the 3rd range, subdivision of the township of Salaberry; the said township of Salaberry, in the county of Terrebonne; the lots Nos. 20 inclusively to No. 41, also inclusively, of the 8th range of the township of Amherst; the lots No. 26 inclusively to 41 also inclusively, of the 9th range of the township of Amherst, in the county of Ottawa, and to obtain all powers necessary for the proposed parish, and that the new municipality be annexed to the county of Terrebonne, for all purposes.

CHS. ED. MARCHAND,

Attorney for petitioners.

Saint Jerome, 25th February, 1910.

1164

Canadian Light and Power Company, incorporated under 4 Edward VII, ch. 78, as amended by 5 Edward VII, ch. 64, and by 9 Edward VII, ch. 107, gives notice that it will apply at the next session of the Legislature for the province of Quebec, to amend its charter by further extending its powers of expropriation, by giving it the right to purchase shares, debentures and other securities in electric railways and to guarantee the shares, bonds or debentures of subsidiary companies; and by further defining the company's rights to issue bonds or debentures and for other purposes in connection with the company's undertakings.

FOSTER, MARTIN, MANN,

MACKINNON & HACKETT,

Solicitors for applicants.

Montreal, 2nd March, 1910.

1200

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, on the part of James Stanford and his wife, Sarah Adelia Reiniger, and Daniel Arthur Nicholson, in his quality of tutor aux biens to the minor children of the said James Stanford and his wife, for an act to permit the sale of "That lot of land situate in the said city of Montreal, composed of the two lots designated under the numbers two and three of the official subdivision of the original lot number one hundred and seventy one, on the official plan and in the book of reference of the Saint Antoine ward, save the portion thereof which has been expropriated, with two stone and brick houses thereon, bearing the civic numbers 2641 to 2467, of Notre Dame street, and dependences (171-2 and 171-3)," left to the said Mrs. Stanford in usufruct and to the said minors in full property, by the last will and testament of the late Dame Sarah A. Burkett, passed before Jobin, N. P., on the 13th April, 1904, and to employ the proceeds for the education of the said minors, and to reinvest any balance, if any, after educating said minor children.

LESLIE H. BOYD,

Attorney for applicants.

Montreal, 28th February, 1910.

1168

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par John George Adami, professeur, honorable Eugène Lafontaine, juge de la cour supérieure, James Morgan, marchand, Robert Reford, propriétaire de vaisseaux à vapeur, Edward Fabre, arpenteur, avocat, et George L. Cairns, marchand, tous de Montréal, et autres, pour obtenir une loi afin d'établir une Commission de Parcs Métropolitains pour l'amélioration de la cité de Montréal et ses environs, y compris l'érection de parcs, carrés et boulevards sur l'île de Montréal et sur les îles voisines, fermant un plan général et constituant un District de Parcs Métropolitains, avec l'emprunt nécessaire et autres pouvoirs, droits et expropriation et pour autres fins.

C. A. HARWOOD,
Procureur des requérants.

Montréal, 1er mars 1910. 1175

Avis public est donné que la "Canada Auto & Taxi Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins de : mettre son entreprise sous la juridiction de la "Commission des services d'utilité publique de Québec"; d'augmenter son capital; d'établir et déterminer ses pouvoirs et ses droits dans l'exercice de ses services de transport et ceux des corporations qu'elle pourra desservir; et ratifier l'organisation de la compagnie.

HIBBARD, BOYER & GOSSELIN,
Procureurs de la compagnie.

Montréal, 1er mars 1910. 1215

Avis public est par le présent donné que la corporation de la ville d'Outremont s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender sa charte en accordant à la dite ville des pouvoirs plus grands concernant la restriction dans certaines sections de la dite ville, de manufactures, travaux, matériaux et autres établissements semblables, et la mise en opération de certaines affaires, industries et autres occupations, et l'érection de certaines classes de bâtiments, et en général l'amélioration future, développement et économie interne de la dite ville, et pour toutes autres fins qui peuvent être nécessaires et utiles.

C. A. BARNARD,
Solliciteur de la requérante.

Montréal, 2 mars 1910. 1225

Avis public est par le présent donné que la Compagnie de chemin de fer du Pacifique Canadien s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de ratifier certaines conventions consenties entre la dite compagnie du chemin de fer et la cité de Montréal, et pour autoriser la cité de Montréal à prolonger le terme du loyer de certaines rues à la dite compagnie de chemin de fer pour le terme de quatre-vingt-dix neuf années, tel que pourvu par les dites conventions.

RODOLPHE PARADIS,
Procureur de la requérante.

Montréal, 3 février 1910. 651-5

Avis public est par les présentes donné que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle des Scieries Mécaniques" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement l'article 8 de la loi 9 Edouard VII, chapitre 123, statuts de Québec.

La Cie d'Ass. Mut. des Scieries Mécaniques,

JOSEPH HEBERT,
Sec.-gérant.

Longueuil, 11 février 1910. 849-3

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by John George Adami, professor, Honorable Eugene Lafontaine, judge of the superior court, James Morgan, merchant, Robert Reford, steamship owner, Edward Fabre, surveyor, advocate, and George L. Cairns, merchant, all of Montreal, and others, for an act to establish a Metropolitan Parks Commission for the improvement of the city of Montreal and its environs, including the provision of parks, squares and boulevards on the Island of Montreal and neighbouring islands, making a general plan and constituting a Metropolitan Parks District, with the necessary borrowing and other powers, the rights of expropriation and for other purposes.

C. A. HARWOOD,
Attorney for applicants.

Montreal, 1st March, 1910. 1176

Public notice is given that the "Canada Auto & Taxi Company" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the purposes of : putting its undertaking under the jurisdiction of the "Public Utility Commission of Quebec"; increasing its capital; establishing and defining its powers and rights in the exercise of its transportation service and those of the corporations served by it; and of ratifying the organization of the company.

HIBBARD, BOYER & GOSSELIN,
Attorneys for the company.

Montreal, 1st March, 1910. 1216

Public notice is hereby given that the corporation of the town of Outremont will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter by granting to said town, further and more ample powers regarding the restrictions within certain sections of said town of factories, works and plants, and other like establishments, and the carrying on therein of certain businesses, industries, and other occupations, and the erection therein of certain classes of buildings, and generally regarding the future improvement, development and internal economy of the said town, and for all such other purposes as may be found necessary and advisable.

C. A. BARNARD,
Solicitor for petitioners.

Montreal, 2nd March, 1910. 1226

Public notice is hereby given that the Canadian Pacific Railway Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to ratify certain agreements entered into between the said railway company and the city of Montreal, and to authorize the city of Montreal to extend the term of the lease of certain streets to the said railway company for the term of ninety-nine years, as provided in said agreements.

RODOLPHE PARADIS,
Attorney for applicants.

Montreal, 3rd February, 1910. 652

Public notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle des Scieries Mécaniques" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend article 8 of the law 9 Edouard VII, chap. 123, of the province of Quebec.

"La Cie d'Ass. Mut. des Scieries Mécaniques".

JOSEPH HEBERT,
Sec.-manager.

Longueuil, 11th February, 1910. 849

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature, à sa prochaine session, par Lorenzo Lamy, E. E. M., pour obtenir une loi lui permettant d'antidater son brevet, et de pratiquer la médecine après examen.

THEODULE RHEAUME,
Procureur du requérant.
Montréal, 15 février 1910. 981-2

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature, at its next session, to Lorenzo Lamy, medical student, for an act to permit him to antedate his brevet, and to practice medicine, after examination.

THEODULE RHEAUME,
Attorney for applicant.
Montreal, 15th February, 1910. 982

Avis est par le présent donné que "The Art Association of Montreal s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour :

(a) Obtenir une loi pour faire disparaître les doutes qui sont survenus quant à ses pouvoirs pour aliéner la propriété qui lui a été léguée, en vertu du testament de feu Benaiah Gibb ;

(b) Pour obtenir une loi afin d'amender la loi en vertu de laquelle la dite "Art Association of Montreal" a été incorporée, (23 Victoria, chapitre 13), de manière à étendre ses pouvoirs l'autorisant à acquérir, posséder et aliéner des immeubles.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,
PHELAN, WILLIAMS & BOVERY,
Procureurs de "The Association of Montreal".
Montréal, 23 février 1910. 1029-2

Notice is hereby given that "The Art Association of Montreal" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session for :

(a) The passing of an act to remove doubts which have arisen as to its powers to alienate property bequeathed to it, under the will of the late Benaiah Gibb ;

(b) For the passing of an act to amend the act under which said "Art Association of Montreal" was incorporated (23 Victoria, chapter 13), so as to extend its powers enabling it to acquire, hold and alienate real estate.

FLEET, FALCONER, OUGHTRED,
PHELAN, WILLIAMS & BOVERY.
Attorneys for "The Art Association of Montreal"
Montreal, 23rd February 1910. 1030

Avis est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de la part de Dame Marie Joséphine Pelland, veuve de feu Charles Auguste Maximilien Globensky, et des héritiers du dit feu Charles Auguste Maximilien Globensky, pour un acte ratifiant une convention passée entre la dite Dame Marie Joséphine Pelland et les dits héritiers par devant George W. Fauteux, N. P., le 4 septembre 1909.

ROBERT TASCHEREAU,
Avocat des requérants.
Montréal, 23 février 1910. 1033-2

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, on the part of Dame Marie Josephine Pelland, widow of the late Charles Auguste Maximilien Globensky, and the heirs of the said late Charles Auguste Maximilien Globensky, for an act to ratify a covenant passed between the said Dame Marie Josephine Pelland, and the said heirs before George W. Fauteux, N. P., on the 4th September, 1909.

ROBERT TASCHEREAU,
Attorney for applicants.
Montreal, 23rd February, 1910. 1034

Avis public est par le présent donné que la Compagnie de Chemin de fer de Lachine, Jacques-Cartier et Maisonneuve s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi ratifiant et confirmant un contrat convenu entre la cité de Montréal et la Compagnie de Chemin de fer de Lachine, Jacques-Cartier et Maisonneuve, et passé le 29e jour de janvier 1910, devant Robert A. Dunton, notaire, et accorder à la dite cité le pouvoir de prolonger le terme du loyer de la partie des rues à la dite compagnie de chemin de fer pour la période de quatre-vingt-dix-neuf ans, tel que mentionné dans le dit contrat, et pour autres fins.

W. H. BIGGAR,
Soliciteur des requérants.
Montréal, 22 février 1910. 1047-2

Public notice is hereby given that the Lachine, Jacques Cartier and Maisonneuve Railway Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act ratifying and confirming a contract entered into between the city of Montreal and the Lachine, Jacques Cartier and Maisonneuve Railway Company, and passed on the 29th day of January, 1910, before Robert A. Dunton, notary, and to grant to the said city the power to extend the term of lease of the portion of streets to the said railway company, for the period of ninety nine years, as in the said contract is set forth, and for other purposes.

W. H. BIGGAR,
Solicitor for the applicants.
Montreal, 22nd February, 1910. 1048

Avis est par le présent donné que Dame Mabel Bentham, de la cité de Montréal s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi l'autorisant à anticiper le paiement de certains legs faits en vertu du testament de feu William Bentham.

EDGAR N. ARMSTRONG,
Procureur de la requérante.
Montréal, 23 février 1910. 1039-2

Notice is hereby given that Dame Mabel Bentham, of the city of Montreal will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorising her to anticipate the payment of certain legacies made under the will of the late William Bentham.

EDGAR N. ARMSTRONG,
Attorney for applicant.
Montreal, 23rd February, 1910. 1040

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi amendement la charte de "The Montreal Street Railway Company," de manière à lui donner le pouvoir de construire, mettre en opération et maintenir des chemins de fer souterrains à travers la cité de Montréal, et de faire et exécuter tous les travaux nécessaires en rapport avec iceux; aussi déterminer que, en cas de désaccord entre la cité de Montréal et la compagnie, en rapport avec les pouvoirs devant être conférés par cette loi, la chose soit disposée par la "Commission des services d'utilité publique de Québec," et pour obtenir tous les pouvoirs ordinaires.

ROBERT TASCHEREAU,

Procureur des requérants.

Montréal, 23 février 1910.

1045-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'effacer et annuler la ligne homologuée sur la propriété de MM. John H. R. Molson & Bros., sur l'avenue Papineau, ci-devant rue Monarque, entre la rue Notre-Dame et le droit de passage du chemin de fer Pacifique Canadien, dans la cité de Montréal.

WHITE & BUCHANAN,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 23 février 1910.

1043-2

"The Montreal Central Terminal Company" s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi l'autorisant à entrer en arrangements de toute sorte avec toute compagnie incorporée par la législature de Québec ou par lettres patentes de la province de Québec, et ayant les mêmes pouvoirs que ceux de la compagnie.

J. M. SHANLY,

Président.

Montréal, 23 février 1910.

1041.2

Avis public est par le présent donné que Donald Fraser et Archibald Fraser, marchands de bois, tous deux de Fredericton, province du Nouveau-Brunswick, Donald Fraser, junior, de Plaster Rock, marchand de bois, dans la province du Nouveau-Brunswick, William Matheson et Andrew Brebner, tous deux commis, de Cabano, dans le comté de Temiscouata, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'incorporation d'une compagnie au capital de \$250,000.00, sous le nom de "Donald Fraser & Sons, Limited," ayant son bureau chef à Cabano, avec tous les pouvoirs nécessaires pour faire le commerce de bois sous toutes ses formes; pour vendre en gros et en détail des marchandises de toutes sortes; pour vendre, acheter, nolisier des bâtiments à voiles et à vapeur et faire le commerce de voituriers; faire le commerce de papier et de pulpe; acquérir, utiliser et développer des pouvoirs d'eau et exproprier pour les fins de ces opérations; transmettre et vendre de l'électricité et du pouvoir; acquérir et opérer pour les besoins de la compagnie des lignes de téléphone, de télégraphe et autres moyens de communication avec pouvoir d'élever pour les besoins de ses opérations les niveaux des lacs et rivières en payant, une fois pour toutes, des dommages aux propriétaires riverains, et pour autres fins.

L. A. CANNON,

Procureurs des requérants.

Québec, 23 février 1910.

1019.2

Avis public est par le présent donné que la compagnie "The Suburban Tramway and Power Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la loi 4 Edouard VII, chapitre 77, intitulée "Loi constituant en corporation The Suburban Tramway and Power Company", telle qu'amendée par la loi 8 Edouard VII, chapitre 111, aux fins suivantes:

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending the charter of the "Montreal Street Railway Company", so as to give it power to build, operate and maintain underground railways throughout the city of Montreal, and to do and perform all the necessary works in connection thereto; also to determine that in case of disagreement between the city of Montreal and the company, in connection with the powers to be conferred by this law, the matter be disposed of by the "Quebec Public Utilities' Commission", and to obtain all powers as are customary.

ROBERT TASCHEREAU,

Attorney for applicants.

Montreal, 23rd February, 1910.

1046

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to erase and cancel the homologated line on the property of Messrs. John H. R. Molson & Bros., on Papineau avenue, formerly Monarque street between Notre Dame street and the right of way of the Canadian Pacific railway, in the city of Montreal.

WHITE & BUCHANAN

Solicitors for applicants.

Montreal, 23rd February, 1910.

1044

The Montreal Central Terminal Company will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act authorising it to enter into agreements of any kind with any company incorporated by the Legislature of Quebec or by letters patent of the province of Quebec, and having powers similar to those possessed by the company.

J. M. SHANLY,

President.

Montreal, 23rd February, 1910.

1042

Public notice is hereby given that Donald Fraser and Archibald Fraser, lumber merchants, both of Fredericton, province of New Brunswick, Donald Fraser, junior, of Plaster Rock, lumber merchant, in the province of New Brunswick, William Matheson and Andrew Brebner, both clerks, of Cabano, in the county of Temiscouata, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the incorporation of a company with a capital of \$250,000.00, under the name of "Donald Fraser & Sons Limited", having its head office at Cabano, with all the necessary powers to carry on the lumber business in all its forms; to sell wholesale and retail merchandise of all kinds; to sell, purchase, charter steam and sailing vessels and carry on the business of carriers; to carry on the paper and pulp business; to acquire, utilize and develop water powers and appropriate for the purposes of such operations; to transmit and sell electricity and power; to acquire and operate for the needs of the company, telegraph and telephone lines and other means of communication, with power to raise for the requirements of its operations the levels of the lakes and rivers by paying damages, once for all, to the riparian proprietors, and for other purposes.

L. A. CANNON,

Attorney for applicants.

Quebec, 23rd February, 1910.

1020

Public notice is hereby given that "The Suburban Tramway and Power Company" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend the act 4 Edward VII, chapter 77, entitled an act to incorporate "The Suburban Tramway and Power Company", as amended by the act 8 Edward VII, chapter 111, for the following purposes:

Changer le nom de la compagnie ; pour exercer les pouvoirs que la loi lui confère dans toute l'île de Montréal et dans les comtés de Soulanges et Terrebonne ; pour construire, opérer et exploiter un chemin de fer souterrain et demander tous les pouvoirs nécessaires à cette fin ; et construire, posséder, entretenir et mettre en service des gares et généralement tous les aménagements terminaux nécessaires ; pour construire, opérer et exploiter des tunnels et demander tous les pouvoirs nécessaires à cette fin ; soumettre la dite compagnie à la juridiction de la commission des services d'utilités publiques de Québec ; changer le nombre de ses directeurs, et généralement pour demander les pouvoirs nécessaires à ces fins.

ROBERT TASCHEREAU,

Avocat de la requérante.

Montréal, 22 février 1910.

1003-2

La compagnie appelée "The Dominion Light, Heat and Power Company" s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour amender sa charte (9 Ed. VII, chap III), en ce qui concerne : a. Le nombre de ses directeurs ; b. L'augmentation de son capital-actions ; c. Son pouvoir d'emprunter, le mode de l'exercer et les garanties à donner ; d. Le pouvoir de donner en paiement, ou en boni, des actions acquittées et non sujettes à appel ; e. L'exercice des pouvoirs qui lui sont accordés par l'article 10 de sa charte, notamment quant au droit de passer pour établir ses lignes de transmission ; f. Et pour préciser davantage l'obligation de respecter les droits acquis exprimés dans l'article 15 de sa charte.

"The Dominion Light, Heat & Power Company,"
Par L. O. TAILLON,

Solliciteur.

Montréal, 23 février 1910.

1061-2

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de ratifier, confirmer et déclarer légal et valide un acte de vente du lot officiel No 1470, quartier Saint Antoine, dans la cité de Montréal, des exécuteurs, fidéicommissaires et administrateurs du testament et codicille de feu John Ogilvie *et al.*, à "The Young Men's Christian Association," dans la cité de Montréal, passé devant John Fair, N. P., en date du 22e jour de février 1910.

BROWN, MONTGOMERY

& McMICHAEL.

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 22 février 1910.

1007-2

Avis public est par les présentes donné par la ville de Maisonneuve qu'elle s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, et obtenir les pouvoirs additionnels suivants :

1° Obtenir l'autorisation d'annexer la municipalité du village de Rosemont, ainsi que le territoire ou partie de territoire de certaines municipalités voisines de la ville de Maisonneuve ;

2° Autoriser le conseil à contracter des emprunts pour construire un hôtel de ville, pour pouvoir à l'ouverture par voie d'expropriation ou autrement des rues Sherbrooke, Armand, du Parc et Charlemagne, pour paver les rues Notre-Dame, Ste Catherine et Ontario, acheter les terrains requis pour parcs publics, pour la construction de trottoirs permanents et l'achat de machines et instruments pour la voirie, autoriser le conseil à dépenser annuellement une certaine somme pour planter des arbres le long des rues, faire sanctionner certains rôles de cotisations, et en général pour toutes fins concernant la bonne administration de la ville.

L. J. S. MORIN,

955-3 Procureur pour la ville de Maisonneuve.

Change the name of the company ; to exercise throughout the Island of Montreal and the counties of Soulanges and Terrebonne, all the rights and privileges conferred to it by the law ; to construct, operate and maintain an underground railway and apply for all the powers necessary for that purpose ; construct, own, maintain and equip stations and generally all the necessary terminal facilities ; construct, operate and maintain tunnels and apply for all the necessary powers for that purpose ; put the said company under the jurisdiction of the Quebec public utilities commission ; change the number of directors and to ask generally all the necessary powers for the above purposes.

ROBERT TASCHEREAU,

Attorney for applicant.

Montreal, 22nd February, 1910.

1004

"The Dominion Light, Heat & Power Company" will apply to the Quebec Legislature, at its next session, to amend its charter (9 Ed. VII, chap. III) as regards ; a. The number of its directors ; b. The increasing of its capital stock ; c. Its borrowing power, the mode of exercising the same and the securities to be given ; d. The power of giving in payment, or as a bonus, shares paid up and not liable for calls ; e. The exercise of its powers granted by article 10 of its charter, especially as regards the right of passing through to build its transmission lines ; f. And to define more precisely the obligation of the company as to vested rights enacted by article 15 of its charter.

"The Dominion Light, Heat & Power Company,"
By L. O. TAILLON,

Solicitor.

Montreal, 23rd February, 1910.

1062

Notice is hereby given that an application will be made at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to ratify and confirm and declare legal and valid a deed of sale of lot official No. 1470, Saint Antoine ward, in the city of Montreal, from the executors, trustees and administrators of the last will and testament and codicil thereto of the late John Ogilvie *et al.*, to the Young Men's Christian Association, in the city of Montreal, passed before John Fair, N. P., and bearing date the 22nd day of February, 1910.

BROWN, MONTGOMERY

& McMICHAEL,

Solicitors for applicants.

Montreal, 22nd February, 1910.

1008

Public notice is hereby given by the town of Maisonneuve that this corporation will apply at the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain the enactment of a law amending its charter and secure the following additional powers ;

1. To be authorized to annex to said town, the municipality of the village of Rosemont, also the territory in part or in whole of certain municipalities contiguous to the town of Maisonneuve ;

2. To authorize the council to borrow monies for the erection of a town hall, for the opening, by expropriation or otherwise of Sherbrooke, Armand, du Parc and Charlemagne streets, to pave Notre-Dame, Sainte-Catherine and Ontario streets, to purchase land for public parks, to construct permanent side-walks, to purchase machineries and apparatus for the road department, to authorize the council to spend annually a certain sum for planting trees along the streets, to secure ratification of certain rolls of perception, and in general to secure enactments concerning the good administration of the town.

L. J. S. MORIN,

956 Attorney for the town of Maisonneuve

Avis est donné que John Tiffin, journalier, George Tiffin, bourgeois, du village de Beauvillage, de la Longue-Pointe, district de Montréal, Kate Tiffin, des cité et district de Montréal, épouse de Hugh Rowley, chauffeur, du même lieu, et de ce dernier dûment autorisée, Anny Tiffin, de la ville de la Longue-Pointe, dit district, épouse de Joseph Chaussé, peintre, du même lieu, autorisant son épouse, William Tiffin, charpentier, de la cité de Toronto, tous en leur qualité de grevés de substitution créée aux termes du testament de feu John Tiffin, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir un acte pour faire ratifier la vente d'une terre connue sous le numéro 409, du cadastre de la paroisse de la Longue-Pointe, et sous le numéro 70, du cadastre de la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, pour les autoriser à retirer le prix de vente et en donner quittance finale sans que les acheteurs soient au remploi, à limiter leur privilège de bailleurs de fonds, et pour autres fins s'y rapportant.

ALPHONSE DÉCARY,

Procureur des requérants.

Montréal, 8 février 1910.

735-4

Avis public est par la présente donné que la Ville de Montcalm s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte (8 Ed. VII, ch. 99), entr'autres les suivants : définir plus amplement ses droits pour réglementer la construction des maisons (3 Ed. VII, ch. 38, No 383) ; pour l'ouverture, l'élargissement et l'entretien des rues (3 Ed. VII, ch. 38, No 386) ; pour prendre sous son contrôle exclusif les chemins ou rues publics déjà existants dans ses limites territoriales, et pour autres amendements, à sa loi d'incorporation.

P. J. JOLICŒUR,

Procureur de la Ville Montcalm.

813-4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'incorporer l'Hôpital Général de Lachine, avec les pouvoirs généralement accordés à telles institutions.

WHITE & BUCHANAN,

Procureurs des requérants.

Montréal, 8 février 1910

793-4

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Charles W. Lindsay, Philip E. Layton et autres, pour obtenir une loi afin d'incorporer l'Association de Montréal pour les aveugles, dans le but d'établir une école et ateliers pour l'instruction, éducation et assistance aux aveugles dans cette province.

BUSTEED & LANE,

Solliciteurs des requérants.

Montréal, 8 février 1910.

791-4

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature, à sa prochaine session, par M. Andronique Lafond, E. E. M., pour obtenir une loi lui permettant d'antidater son brevet et de pratiquer la médecine, après examen.

MORAU & SAVARD,

Procureurs du requérant.

Québec, 26 janvier 1910.

585-6

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la prochaine session de la législature de la province de Québec, pour obtenir l'érection en municipalité distincte, sous le nom de "Municipalité de la partie est du canton d'Ely", dans le comté de Shefford, de tout : Ce territoire situé dans le comté de Shefford, formant présentement partie de la municipalité du canton d'Ely, composé des lots numéros un jusqu'à quatre-vingt-trois (1 à 83), inclusivement, du premier rang de la dite municipalité du canton d'Ely, des lots cent dix à cent soixante et un (110 à 161), inclusivement, du deux-

Notice is given that John Tiffin, laborer, George Tiffin, gentleman, of the village of Beauvillage, de la Longue-Pointe, district of Montreal, Kate Tiffin, of the city and district of Montreal, wife of Hugh Rowley, fireman, of the same place, from the latter duly authorized, Anny Tiffin, of the town of Longue-Pointe, said district, wife of Joseph Chaussé, painter, of the same place, authorizing his wife, William Tiffin, carpenter, of the city of Toronto, all in their quality of institutes to the substitution created by the terms of the last will and testament of the late John Tiffin, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to ratify the sale of a farm known under number 409, of the cadastre of the parish of Longue-Pointe, and under the number 70, of the cadastre of the parish of Pointe aux Trembles, to authorize them to withdraw the price of sale, and give a final discharge to the buyer, who shall not be bound to supervise the reinvestment to limit their privilege as vendors and for other purposes connected therewith.

ALPHONSE DÉCARY,

Attorney for petitioners.

Montreal, 8th February, 1910.

736

Public notice is hereby given that the Town of Montcalm will apply to the Legislature of this province, at its next session, to obtain amendments to its charter (8 Ed. VII, ch. 99), the following amongst others : to define more fully its rights to regulate the construction of houses (3 Ed. VII, ch. 38, No. 383) ; for the opening, widening and maintenance of the streets (3 Ed. VII, ch. 38, No. 386) ; to take under its exclusive control the roads or public streets already existing within its territorial limits, and for other amendments, to its act of incorporation.

P. J. JOLICŒUR,

Attorney for the Town of Montcalm.

814

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to incorporate the Lachine General Hospital with the powers generally granted to such institutions.

WHITE & BUCHANAN,

Attorneys for applicants.

Montreal, 8th February, 1910.

794

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by Charles W. Lindsay, Phillip E. Layton and others, for an act to incorporate the Montreal Association for the blind, with the object of establishing a school and work-hops for the instruction, education and assistance of the blind in this province.

BUSTEED & LANE,

Solicitors for applicants.

Montreal, 8th February, 1910.

792

Notice is hereby given that Mr. Andronique Lafond will apply to the Legislature, at its next session, for an act to antedate his brevet, and permit him to practice medicine, after examination.

MORAU & SAVARD,

Attorneys for petitioner.

Quebec, 26th January, 1910.

586

Notice is hereby given that, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, a demand will be made to the effect of obtaining the erection in a distinct municipality, under the name of the "Municipality of the east part of the township of Ely", in the county of Shefford, of all : This territory situated in the county of Shefford, actually forming part of the municipality of the township of Ely, and being lots numbers one to eighty three (1 to 83) inclusively, of the first range of said municipality of the township of Ely, lots numbers one hundred and ten to one hundred and sixty one

ième rang de la dite municipalité du canton d'Ely, lots connus sous tels numéros suivant les plan et livre de renvoi officiels du canton d'Ely. Tout ce territoire situé dans le comté de Shefford, formant présentement partie de la municipalité de la partie nord du canton d'Ely, composé des lots quatre vingt-quatre à quatre-vingt-seize (84 à 96), inclusivement, du premier rang de la dite municipalité de la partie nord du canton d'Ely, des lots numéros cent soixante et deux à cent soixante et treize (162 à 173), inclusivement, du deuxième rang de la dite municipalité de la partie nord du canton d'Ely, lots connus sous tels numéros suivant les plan et livre de renvoi officiels du canton d'Ely. Tout ce territoire susdit borné au nord par la municipalité de la partie nord du canton d'Ely, à l'est par le canton de Brompton, dans le comté de Richmond, à l'ouest par la municipalité de la partie nord du canton d'Ely et par la municipalité du canton d'Ely, et au sud par le canton de Stukely.

ROMULUS CLOUTIER,

Avocat des requérants.

Daté ce 29 janvier 1910.

591-5

Avis public est par les présentes donné que "L'Union des Commis Marchands de la cité de Montréal" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi modifiant et refondant la loi 57 Victoria, chapitre 78, changeant le nom de "L'Union des Commis Marchands de la cité de Montréal" en celui de "L'Union du Commerce", accordant le pouvoir d'établir des succursales dans tout endroit de la province et des pouvoirs plus étendus sur toute matière se rapportant aux fins de la dite corporation.

LAURENDEAU, PELLETIER

& PELLETIER,

Avocats de la requérante.

Montréal, 3 février 1910.

699-4

Avis est par les présentes donné que M. Stephen Langevin, des cité et district de Montréal, demandera à la législature de cette province, à sa prochaine session, l'adoption d'un bill aux fins d'autoriser le collège des médecins et chirurgiens à l'admettre à la pratique de la médecine.

DESAULNIERS & VALLÉE,

Procureurs du dit Stephen Langevin.

Montréal, 22 janvier 1910.

657-5

AVIS.

Le soussigné, originaire de la paroisse de Saint-Barnabé, comté de Saint-Maurice, présentera un projet de loi, à la prochaine session de Québec, pour être admis à la pratique de la médecine, après examen. Il a obtenu l'autorisation du bureau des médecins.

EUGENE BELLEMARE, E. E. M.

Montréal, 26 janvier 1910.

659.5

Avis public est par les présentes donné que Dame Alexina Martin, épouse séparée de biens d'Armand Lalonde, agent de chemin de fer, et ce dernier pour autoriser son épouse, Dame Corinne Martin, épouse séparée de biens de Joseph B. de Boucherville, avocat, et ce dernier pour autoriser son épouse, Gustave Martin, marchand, Charles Martin, marchand, et Rodolphe Martin, marchand, tous de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander une loi ratifiant et validant un certain acte de partage et division de la succession de feu Pierre Paul Martin, passé devant Ph. Beaudouin, notaire, le trois février 1910.

JOSEPH B. DE BOUCHERVILLE,

Procureur des requérants.

Montréal, 3 février 1910

653-5

(110 to 161), inclusively, of the second range of said municipality of the township of Ely, lots known as such numbers according to the plan and book of reference of the township of Ely. All this territory situated in the county of Shefford, actually forming part of the municipality of the north part of the township of Ely, being lots numbers eighty four to ninety six (84 to 96), inclusively, of the first range of said municipality of the north part of the township of Ely, lots numbers one hundred and sixty two to one hundred and seventy three (162 to 173, inclusively, of the second range of said municipality of the north part of the township of Ely, lots known as such numbers according to the plan and book of reference of the township of Ely. All this territory bounded north by the municipality of the north part of the township of Ely, east by the township of Brompton, in the county of Richmond, west by the municipality of the north part of the township of Ely and by the municipality of the township of Ely, and south by the township of Stukely.

ROMULUS CLOUTIER,

Attorney for petitioners.

Dated this 29th January, 1910.

592

Public notice is hereby given that "L'Union des Commis Marchands de la cité de Montréal" will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to revise and consolidate the act 57 Victoria, chapter 78, giving the name of "L'Union du Commerce" to said corporation instead of "L'Union des Commis Marchands de la cité de Montréal", granting the power of establishing branches in any place in the province and granting additional powers upon any matter regarding the object of said corporation.

LAURENDEAU, PELLETIER

& PELLETIER,

Advocates for the petitioner.

Montreal, 3rd February, 1910.

700

Notice is hereby given that Mr. Stephen Langevin, of the city and district of Montreal, will apply to the legislature of this province, at its next session, for the passing of a bill authorizing the college of physicians and surgeons to admit him to the practice of medicine.

DESAULNIERS & VALLÉE,

Attorneys for said Stephen Langevin.

Montreal, 22nd January, 1910.

658

NOTICE.

The undersigned, of the parish of Saint-Barnabé, county of Saint Maurice, will present a bill, at the next meeting of the House of Quebec, to be admitted to the practice of medicine, after examination. Authorization to present the said bill was given by the board of surgeon.

EUGENE BELLEMARE, E. E. M.

Montreal, 26th January, 1910.

660

Public notice is hereby given that Dame Alexina Martin, wife separate as to property of Armand Lalonde, railway agent, and the latter for the purpose of authorising his said wife, Dame Corinne Martin, wife separate as to property of Joseph B. de Boucherville, advocate, and the latter for the purpose of authorising his said wife, Gustave Martin, merchant, Charles Martin, merchant, Rodolphe Martin, merchant, all of the city of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act to ratify and make valid a certain deed of partage and division of the estate of the late Pierre Paul Martin, executed before Ph. Beaudouin, notary, on the third of February, 1910.

JOSEPH B. DE BOUCHERVILLE,

Attorney for applicants.

Montreal, 3rd February, 1910.

654

AVIS.

Le soussigné, originaire de la paroisse de Saint-Norbert d'Arthabaska, présentera un projet de loi, à la prochaine session de Québec, pour être admis à la pratique de la médecine. Il a obtenu l'autorisation du collège des médecins.

FRANÇOIS LOUIS DEMERS.

Montréal, 10 février 1910. 821-4

Avis est par le présent donné par Charles Adam, cultivateur, et son épouse, Dame Angéline Plouffe, de Saint-Félix de Valois, qu'ils demanderont à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi pour résoudre les doutes qui peuvent s'élever sur le sens d'une certaine clause comportant substitution, contenue dans un acte de donation entrevus en date du 25 février 1869, par Louis Savignac à Charles Adam *et uxor*, tous deux de Saint-Félix de Valois, devant M^{re} M. Crépeau, notaire public, enregistré à Joliette, No. 14339, et permettre ainsi au dit Charles Adam, d'aliéner valablement les immeubles mentionnés au dit acte de donation.

J. A. GADOURY, N. P.,
Procureur des requérants.

Saint-Gabriel de Brandon, 12 février 1910. 887.3

AVIS.

Les personnes ci-après nommées, savoir : M. J. Alfred Prendergast, banquier, de Montréal ; Joseph Versailles, courtier, de la Pointe-aux-Trembles ; J. T. Rémus Laurendeau, financier, de Montréal ; Gabriel Hurtubise, ingénieur civil, de Montréal, et Jean Versailles, courtier, de la Pointe-aux-Trembles, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'incorporation d'une compagnie, sous le nom de "La Compagnie du Boulevard de Montréal-Est", avec droit de construire un boulevard depuis Montréal jusqu'à l'extrémité nord-est de l'Île de Montréal, avec tramways, lumière électrique, aqueduc, parcs, bassins et résidences privées, et avec droit d'expropriation et autres droits accessoires, et pour d'autres fins.

LAMOTHE & ST-JACQUES.

Procureurs des requérants.

Montréal, 14 février 1910. 889-3

Avis est donné que MM. J. T. Rémus Laurendeau, financier, de Montréal ; Joseph Versailles, courtier, Jean Versailles, courtier, Cyrille Durocher, cultivateur, ces trois derniers de la Pointe-aux-Trembles, district de Montréal ; J. A. Paquin, notaire, de Montréal, et autres personnes, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'érection en municipalité de ville, tant pour fins municipales que scolaires, d'un certain territoire situé en la paroisse de la Pointe-aux-Trembles, district de Montréal, et comprenant les numéros originaux 82, 83, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 47, 48, 49 et 19, du cadastre de la dite paroisse de la Pointe-aux-Trembles, sous le nom de "La Ville de Montréal Est", avec les pouvoirs accordés par l'acte des cités et villes, sauf quelques changements, et pour autres fins.

LAMOTHE & ST-JACQUES,

Procureurs des requérants.

Montréal, 14 février 1910. 891.3

La société de "The Montreal General Hospital" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin de consolider, amender ou révoquer, en tout ou en partie, la charte existante de la société, et si il est jugé à propos d'incorporer de nouveau la société avec pouvoir, en tout cas, entre autres choses de maintenir et mettre en opération un ou plusieurs hôpitaux avec toutes les dépendances nécessaires ; et aux fins d'acquérir, par tous les moyens légaux les biens, meubles et immeubles et tous autres biens et les aliéner en aucune manière légale et en acquérir d'autres en remplacement d'iceux, et garan-

NOTICE.

The undersigned, a native of the parish of Saint-Norbert d'Arthabaska, will present the draft of a bill, at the next session of Quebec, to be admitted to the practice of medicine. He has obtained the authorization of the college of physicians.

FRANCOIS LOUIS DEMERS.

Montreal, 10th February, 1910. 832

Public notice is hereby given by Charles Adam, farmer, and his wife, Dame Angeline Plouffe, of Saint-Félix de Valois, that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act solving the doubts which can arise on the meaning of a certain clause purporting substitution contained into an act of donation *entrevus*, dated 25th February, 1869, by Louis Savignac to Charles Adam *et uxor*, both of Saint-Félix de Valois, before Mr. Crépeau, notary public, registered in Joliette, No. 14339, and thus allowing said Charles Adam to alienate in a valid manner the immovables mentioned into the above act of donation.

J. A. GADOURY, N. P.,

Attorney for petitioners.

St Gabriel de Brandon, 12th February, 1910. 888

NOTICE.

The hereinafter named persons, namely : M. J. Alfred Prendergast, banker, of Montreal ; Joseph Versailles, broker, of Pointe-aux-Trembles ; J. T. Rémus Laurendeau, financier, of Montreal ; Gabriel Hurtubise, civil engineer, of Montreal, and Jean Versailles, broker, of Pointe-aux-Trembles, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, praying for the incorporation of a company, under the name of "La Compagnie du Boulevard de Montréal-Est", with right to construct a boulevard from Montreal to the north east extremity of the Island of Montreal, with tramways, electric light, water works, parks, basins and private residences, and with right of expropriation and other accessory rights, and for other purposes.

LAMOTHE & ST-JACQUES,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 14th February, 1910. 890

Notice is given that Messrs. J. T. Rémus Laurendeau, financier, of Montreal ; Joseph Versailles, broker, Jean Versailles, broker, Cyrille Durocher, farmer, the three latter of Pointe-aux-Trembles, district of Montreal ; J. A. Paquin, notary, of Montreal, and other persons, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, praying for erection into a town municipality, both for municipal and school purposes, as a certain territory situate in the parish of Pointe-aux-Trembles, district of Montreal, and comprising primitive numbers 82, 83, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 47, 48, 49 and 19, of the cadastre of the said parish of Pointe-aux-Trembles, under the name of "The Town of Montreal East", with the powers granted by the cities and towns's act, except some changes, and for other purposes.

LAMOTHE & ST. JACQUES,

Attorneys for petitioners.

Montreal, 14th February, 1910. 892

The society of the Montreal General Hospital will apply at the next session of the Legislature of the province of Quebec, for an act to consolidate, amend or repeal, in whole or in part, the existing charter of the society, and if deemed requisite, to re-incorporate the society, with power, in any case, amongst other things, to maintain and carry on one or more hospitals with all needed dependencies ; and for such purpose to acquire, by all legal means, property, moveable and immovable, personal and real, and any other assets, and the same to alienate in any lawful manner and to acquire other in replacement thereof, and any and all such property to

tir et hypothéquer aucune et toute telle propriété ; s'amalgamer avec une ou plusieurs institutions ; faisant un travail semblable ; emprunter tous les fonds nécessaires et émettre des bons ou débetures de temps en temps suivant la nécessité requise ; faire tous les règlements pour l'administration et la gouverne de l'hôpital et les amender ou révoquer ; fixer et déterminer quel sera le bureau de direction de l'hôpital et tous les droits et privilèges de telle personne ou personnes qui peuvent contribuer aux fonds ou propriété de l'hôpital ; déterminer les droits et privilèges de telles personnes qui peuvent y avoir contribué autrefois, et en général la concession de tous tels pouvoirs qui peuvent être nécessaires pour maintenir et mettre en opération tel hôpital et hôpitaux et dépendances.

SELKIRK CROSS,

Soliciteur de la requérante.

Montréal, 4 février 1910.

701-4

AVIS.

Le soussigné, originaire de la ville de Richmond, présentera un projet de loi, à la prochaine session de Québec, pour être admis à la pratique de la médecine, après examen. Il a obtenu l'autorisation du collège de médecins.

ERNEST POULIN.

Montréal, 10 février 1910.

817-4

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par le médecin soussigné pour obtenir un acte ayant pour effet d'antidater son brevet et lui permettre de pratiquer la médecine.

S. ORTENBERG.

Québec, 8 février 1910.

729 4

Avis est par le présent donné que "The Sherbrooke Street Railway Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte concernant les affaires suivantes :

- 1° Le nom de la compagnie ;
- 2° Le principal bureau de la compagnie ;
- 3° Les pouvoirs de la compagnie concernant :

Le consentement des municipalités pour l'exercice des dits pouvoirs ;

Le territoire dans lequel les dits pouvoirs peuvent être exercés ;

Emprunt ;

L'étendue de terres qui peut être acquise par la compagnie ;

Le privilège de la compagnie dans l'usage de ses voies ;

L'approbation des actionnaires requise en certains cas.

ANTONIO PERRAULT.

Soliciteur de la compagnie.

Sherbrooke, 8 février 1910.

739-4

Avis public est par les présentes donné que Dame Emma Zaïde Beaudry, veuve de Louis Fréchette, de la cité de Montréal, s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander une loi ratifiant et validant un certain acte de vente d'une propriété dépendant de la succession de feu Hercule Beaudry, passé devant H. A. A. Brault, N. P., le 30 avril 1894, déclarant valide le remploi de partie du prix de vente fait par le dit Louis Fréchette et dispensant la requérante de faire remploi pour la balance du dit prix de vente.

H. A. BEIQUE,

Procureur de la requérante.

Montréal, 8 février 1910.

779-4

pledge and hypothecate ; to amalgamate with one or more institutions carrying on work of a similar nature ; to borrow all needful funds and to issue bonds or debentures from time to time, as occasion may require ; to make all by-laws and regulations for the management and government of the hospital and the same to amend or repeal ; to fix and determine what shall be the governing body of the hospital and any rights and privileges of such person or persons as shall contribute to the funds or property of the hospital ; to determine the rights and privileges of such persons as may have heretofore contributed thereto, and generally for the granting of all such powers as may be necessary to maintain and carry on such hospital or hospitals and dependencies.

SELKIRK CROSS,

Solicitor for applicant.

Montreal, 4th February, 1910.

702

NOTICE.

The undersigned, a native of the town of Richmond, will present the draft of a bill, at the next session of Quebec, to be admitted to the practice of medicine, after examination. He has obtained the authorization of the college of physicians.

ERNEST POULIN,

Montreal, 10th February, 1910.

818

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, by the undersigned physician for the passing of a bill having the effect of antedating his brevet and permitting him the practice of medicine.

S. ORTENBERG.

Quebec, 8th February, 1910.

730

Notice is hereby given that The Sherbrooke Street Railway Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter with respect to the following matters :

1. The name of the company ;
2. The head office of the company ;
3. The company's powers respecting :

The consent of municipalities for the exercise of such powers ;

The territory within which such powers may be exercised ;

Borrowing ;

The extent of lands which may be acquired by the company ;

The privilege of the company in the use of its tracks ;

The approval of shareholders required in certain cases.

ANTONIO PERRAULT,

Solicitor for the company.

Sherbrooke, 8th February, 1910.

740

Public notice is hereby given that Dame Emma Zaïde Beaudry, widow of Louis Fréchette, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to ratify and validate a certain deed of sale of a property dependent of the succession of the late Hercule Beaudry, made and passed before H. A. A. Brault, N. P., the 30th April, 1894, and declaring valid the replacement of part of the price of sale made by the said late Louis Fréchette and exempting the petitioner from making a replacement of the balance of the said price of sale.

H. A. BEIQUE,

Attorney for petitioner.

Montreal, 8th February, 1910.

780

AVIS.

Avis est par les présentes donné que Dame Anny Voyer, épouse séparée de biens de Eugène Leclerc, de la cité de Québec, écuier, agent d'assurance, autorisée par son dit époux, et par Monseigneur François-Xavier Faguy, prêtre, curé de la paroisse de Notre-Dame de Québec, agissant en sa qualité de tuteur de Marguerite Leclerc, fille mineure, issue du mariage du dit Eugène Leclerc, avec la dite Dame Anny Voyer, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi les autorisant à effectuer un emprunt pour payer le coût de la construction d'une maison et autres améliorations faites sur la partie ouest du lot numéro 3223, du cadastre du quartier Saint-Jean, de la cité de Québec, à hypothéquer tout le dit lot sur lequel sont érigées les dites maisons pour garantir le dit emprunt et à faire la subdivision du dit lot pour les fins susdites.

ANNY VOYER-LECLERC,
EUG. LECLERC,
F. FAGUY, prêtre,

Québec, 14 février 1910.

869-3

Avis est par les présentes donné que MM. Hormidas Laporte, James Morgan, Raoul Dandurand, Jeffrey Burland et E. J. Chapleau s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, tant en leur nom personnel qu'au nom de l'association des citoyens de Montréal, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires à Montréal, à l'effet de demander que tous les articles de la charte qui sont incompatibles ou contraires aux dispositions de la loi 9 Édouard VII, chap. 82, soient amendés de manière à les faire concorder, et aussi pour obtenir certains amendements quant à la réorganisation et l'administration des divers départements du service municipal, la constitution et l'organisation du bureau de contrôle, quant aux pouvoirs du bureau de contrôle et ceux du conseil, et généralement tous amendements nécessaires à l'organisation du nouveau système créé par l'acte 9 Édouard VII, chap. 82, afin d'assurer le bon fonctionnement du régime nouveau.

L. J. LORANGER,
AIME GEOFFRION,
Procureurs des requérants.

Montréal, 12 février 1910.

883-3

Avis est par le présent donné que Bridget Henrietta Maher, épouse séparée de biens de James A. McShane, commis, et Mary Catherine et Ann Maher, tous quatre de la cité de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi dans le but d'enlever tous doutes quant au titre des requérants sur cette certaine propriété immobilière connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, comme la partie nord-est du lot subdivision K, du lot officiel No 1625, donnée au père des requérants, feu Patrick Maher alias Meagher, par feu Dame Charles Phillips, par acte de donation passé devant Herbert S. Hunter, écuier, notaire, le 8 août 1882, et enregistré dans la division d'enregistrement de Montréal Ouest, sous le No 107,292, le 16 août 1882.

ANTONIO PERRAULT,
Solliciteur des requérants.

Montréal, 15 février 1910.

877-3

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par Joseph Désiré Adolphe Marcoux, de Beauport, dans le

NOTICE.

Notice is hereby given by Dame Anny Voyer, wife separate as to property of Eugène Leclerc, esquire, of Quebec, insurance agent, and duly authorized by her said husband, and by Monseigneur François-Xavier Faguy, priest, curé of the parish of Notre-Dame de Québec, acting as tutor to Marguerite Leclerc, minor child issue of the marriage of the said Eugène Leclerc, with the said Dame Anny Voyer, that they will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, praying for the passing of a bill granting them the power to borrow a sum of money for the purpose of paying the cost of the building of a house and other improvements made on the western portion of lot number 3223, of the cadastral plan of Saint John's ward, of the city of Quebec, and to hypothecate the whole of the said lot upon which the said houses are erected to guarantee the loan, and to make the subdivision of the said lot for the purposes aforesaid.

ANNY VOYER-LECLERC,
EUG. LECLERC,
F. FAGUY, priest.

Quebec, 14th February, 1910.

870

Notice is hereby given that Messrs. Hormidas Laporte, James Morgan, Raoul Dandurand, Jeffrey Burland and E. J. Chapleau will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, both in their own name and in that of the Citizens Association of Montreal, a body politic and corporate having its head office in Montreal, praying that all the articles of the charter which are incompatible or contrary to the provisions of the act 9 Ed. VII, ch. 82, be amended so as to have them in accord, and also to obtain certain amendments as to the reorganization and administration of the various departments of the municipal service, the constitution and organization of the board of control, the powers of the board of control and those of the council, and generally all amendments necessary for the organization of the new system created by the act 9 Ed. VII, chap. 82, so as to assure the proper working of the new administration.

L. J. LORANGER,
AIME GEOFFRION,
Attorneys for applicants.

Montreal, 12th February, 1910.

884

Notice is hereby given that Bridget Henrietta Maher, wife separate as to property of James A. McShane, clerk, and Mary Catherine and Ann Maher, all four of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an act for the purpose of removing all doubts as to the title of the applicants to that certain immoveable property known and designated on the official plan and in the book of reference of Saint Antoine ward, of the city of Montreal, as the north east part of lot subdivision K, of official lot No. 1625, donated to the applicants' father, the late Patrick Maher alias Meagher, by the late Mrs. Charles Phillips, by deed of donation passed before Herbert S. Hunter, esquire, notary, on the 8th August, 1882, and registered in the registration division of Montreal West, under No. 107,292, on the 16th August, 1882.

ANTONIO PERRAULT,
Sollicitor for applicants.

Montreal, 15th February, 1910.

878

Public notice is hereby given that Joseph Désiré Adolphe Marcoux, of the parish of Beauport, in the district of Quebec, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for

district de Québec, pour l'adoption d'un acte autorisant le collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre son brevet, l'admettre au nom de ses membres et lui donner sa licence pour pratiquer la médecine, la chirurgie et l'art obstétrique dans cette province.

CYRILLE F. DELAGE,

Procureur du requérant.

Québec, 14 février 1910.

873-3

AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné que L'Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour faire passer une loi amendement sa charte, 7 Édouard VII, ch. 114, et que les amendements qu'elle demandera sont relatifs à l'admission des membres, aux contributions, aux bénéfices accordés aux membres à leurs veuves et à leurs enfants, spécialement à la pension, à ses pouvoirs, à l'administration, au bureau de direction, aux assemblées et à l'augmentation des fonds de l'association et autres fins nécessaires au bon fonctionnement de la corporation.

J. J. BEAUCHAMP,

Avocat des requérants.

Montreal, 14 février 1910.

885-3

AVIS PUBLIC.

Avis public est par le présent donné par la ville de Fraserville, que la dite ville s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'un bill pour amender et refondre en entier la charte actuelle de la ville de Fraserville, telle qu'amendée jusqu'à date (3 Ed. VII, ch. 69, 1903).

Le dit bill décrètera, entre autre choses, que la ville de Fraserville sera, à l'avenir, régie par la "Loi des cités et villes, 1903", telle qu'éditée dans le statut 3 Ed. VII, ch. 38, 1903.

Le dit bill pourvoira aussi à que certains émoluments puissent être alloués au maire et aux échevins de la dite ville, après l'adoption de règlements à cet effet.

LAPOINTE & STEIN,

Procureurs de la ville de Fraserville.

Fraserville, 11 février 1910.

881.3

Avis public est par les présentes donné de la part de E. W. Poulin, marchand, propriétaire, résident et contribuable du canton d'Auckland, Thomas Perron, Thomas Doyon, Jean Rouleau, Abraham Dodier, Joseph Perron, Hercule Caron, Tréflé Lacourse, Joseph Fortier, Vital Vachon, Honoré Rouleau, Théodore Vallières et Pierre Rouleau, tous cultivateurs, du canton d'Auckland, propriétaires, résidents et contribuables, que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, de détacher du canton d'Auckland district de Saint-François, les lots numéros dix-neuf, vingt, vingt et un (19, 20, 21), du sixième rang, et tous les lots des septième, huitième, neuvième, dixième et onzième rangs; et du canton de Clifton, district de Saint-François, les lots depuis y compris le numéro (16) jusqu'au numéro vingt-sept (27), inclusivement, du premier rang, depuis y compris le numéro (16) jusqu'au numéro vingt-trois (23), inclusivement, de chacun des deuxième et troisième rangs, et depuis y compris le numéro dix-huit (18) jusqu'au numéro vingt-trois (23), inclusivement, du quatrième rang, pour ériger ce territoire en municipalité de paroisse, sous le nom de la paroisse de Saint-Isidore d'Auckland. Ce territoire ayant été érigé en paroisse civile, sous le nom ci-dessus, le quatrième jour de janvier mil neuf cent neuf.

JACOB NICOL,

Procureur des requérants.

Daté à Sherbrooke, 15 février 1909.

901-3

an act authorizing the college of physicians and surgeons of the province of Quebec, to antedate his brevet, admit him amongst its members and to grant him the necessary license to practice medicine, surgery and obstetrix in this province.

CYRILLE F. DELAGE.

Attorney for petitioner.

Quebec, 14 février 1910.

874

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that the Montreal Firemen's Benefit Association of Montreal will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter, 7 Edward VII, ch. 114, and that the amendments that it will demand refer to the admission of members to assessments, to the benefits granted to the members, to their widows and their children, specially to the pension, to its powers, to the administration, to the board of directors, to the meetings, and to the augmentation of the funds of the association and other ends necessary to the good working of the corporation.

J. J. BEAUCHAMP,

Attorney for the petitioner.

Montreal, 14th February, 1910.

886

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given by the town of Fraserville, that the said town will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to have a bill passed to amend and refund the entire present charter of the town of Fraserville, such as amended to date. (3 Ed. VII. ch. 69, 1903).

The said bill shall decree, among other things, that the town of Fraserville shall henceforth be governed by the "Cities and Towns' Act, 1903", as enacted by Statute 3 Ed. VII, ch. 38, 1903.

The said bill shall also provide for the salaries that may be given to the mayor and aldermen of the said town, after the passing of a by-law to that effect.

LAPOINTE & STEIN,

Attorneys for the town of Fraserville.

Fraserville, 11th February, 1910.

882

Public notice is hereby given on behalf of E. W. Poulin, trader, resident proprietor and rate-payer of the township of Auckland, Thomas Perron, Thomas Doyon, Jean Rouleau, Abraham Dodier, Joseph Perron, Hercule Caron, Tréflé Lacourse, Joseph Fortier, Vital Vachon, Honoré Rouleau, Théodore Vallières and Pierre Rouleau, all farmers, of the township of Auckland, residents, proprietors and rate-payers, that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to detach from the township of Auckland, district of Saint Francis, the lots numbers nineteen, twenty, twenty-one (19, 20, 21), of the sixth range, and all the lots of the seventh, eighth, ninth, tenth and eleventh ranges; and from the township of Clifton, district of Saint Francis, the lots including the number sixteen (16) to number twenty seven (27), inclusively, of the first range, the lots including number sixteen (16) to number twenty three (23), inclusively, of each of the second and third ranges, and from and including number eighteen (18) to number twenty three (23), inclusively, of the fourth range, to erect this territory into a parish municipality, under the name of the parish of Saint Isidore d'Auckland. This territory having been erected into a civil parish under the above name, on the fourth day of January, nineteen hundred and nine.

JACOB NICOL,

Attorney for petitioners.

Dated at Sherbrooke, this 15th day of February, 1910.

902

AVIS.

Le soussigné, originaire de la ville de New-Haven, Connecticut, présentera un projet de loi, à la prochaine session de Québec, pour être admis à la pratique de la médecine. Il a obtenu autorisation du collège des médecins.

ROBERT ST-JACQUES.

Montréal, 10 février 1910. 819-4

Avis public est par le présent donné que la corporation de la ville de Grand'Mère, connue sous le nom de "le maire et les conseillers de la ville de Grand'Mère", présentera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, un bill pour obtenir la révision et la refonte des lois qui la régissent pour agrandir son territoire, lui permettre de modifier la durée du terme d'office du maire et de celui des échevins, la soumettre aux dispositions de la loi des cités et villes de 1903, sauf certaines modifications quant aux qualifications pour occuper les charges municipales, l'époque des élections, le paiement des taxes relativement aux élections; quant aux vacances des charges de maire et d'échevins; quant à l'approbation des règlements municipaux; quant au pouvoir de réglementation concernant la vente des liqueurs, la fermeture des débits de liqueurs, des hôtels, des magasins, la prohibition des jeux d'argent, la vente des pétards et de pièces pyrotechniques; pour fixer le prix des licences; pour l'entretien et la confection des trottoirs; pour l'agrandissement et l'embellissement des rues; quant au pouvoir d'acquiescer et d'exploiter les systèmes d'éclairage; de construire des ponts faire des emprunts à cet effet, de pourvoir à leur location, au taux de péage et aux impositions d'amende; quant aux estimateurs et au rôle d'évaluation; quant au pouvoir de taxer; la perception des taxes; quant aux biens non imposables; quant au pouvoir de taxer les clubs, les maisons de jeux; pour l'autoriser à prélever des taxes sur les poteaux dans les rues et les places publiques; quant à l'imposition de taxes sur toutes personnes étrangères travaillant dans la ville; de lui permettre de faire des emprunts et d'en réglementer le mode; quant aux expropriations et nominations d'arbitres; quant au pouvoir de réglementation concernant l'achat et les travaux d'égout et d'aqueduc; quant aux privilèges de la corporation; et la soumettre aux dispositions de la loi de 1905 qui la concerne.

F. X. LACOURSIERE,

Procureur de la corporation
de la ville de Grand'Mère.

Trois-Rivières, 8 février 1910. 777-4

Avis public est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec à sa prochaine session, par Louis Solomon, Moses Tritt, Samuel L. Kolber, Samuel Miller, David Sperber, Samuel Glickman, Wolf Zackun, David Blumer, Joseph Steinberg, Louis Pressner, J. Diamond, Robert Jacobson, Moses Block, Samuel Asner, tous marchands, David Solomon, Abraham Klein, Louis Berger, Abraham Miller, Abraham Elkin, tous manufacturiers, Barnard Gross, Joseph A. Bessner, Philip Popliger, Abraham Schechter, agents d'immeubles, et Joseph Edelberg, épicer en gros, tous des cité et district de Montréal, afin de les incorporer en une corporation religieuse sous le nom de "The Hebrew Orthodox Talmud Thorah of Montreal", avec pouvoir d'acquiescer et posséder des meubles et immeubles, établir des endroits où l'instruction gratuite des écritures judaïques et autres sujets peuvent être donnés aux enfants des parents juifs résidents dans les cité et district de Montréal et ailleurs, tenir des service religieux, tenir des registres des actes de l'état civil et exercer tous les autres droits ayant rapport à une corporation religieuse et pour autres fins.

M. M. SPERBER,
Procureur des requérants.

Montréal, 16 février 1910. 957-3

NOTICE.

The undersigned, a native of the town of New Haven, Connecticut, will present the draft of a bill, at the next session of Quebec, to be admitted to the practice of medicine. He has obtained the authorization of the college of physicians.

ROBERT ST-JACQUES.

Montreal, 10th February, 1910. 820

Notice is hereby given that the corporation of the town of Grand'Mère, known under the name of "The Mayor and the Councillors of the town of Grand'Mère", will present to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, a bill to obtain the revision and consolidation of the laws governing it, to enlarge its territory, to permit it to modify the period of the term of office of the mayor and that of the councillors, to submit it to the provisions of the cities and towns' act, 1903, except certain modifications as to the qualifications for filling municipal offices, the date of the elections, the payment of taxes in relation to the elections; as to the vacancies in the offices of mayor and aldermen; as to the approval of the municipal by-laws; as to the power of making regulations respecting the sale of liquors, the closing of liquors, shops, hotels, stores, the prohibition of games for money, the sale of firecrackers and pyrotechnical pieces; to determine the price of licenses; for the maintenance and the making of sidewalks; for the enlargement and embellishment of the streets; as to the power of acquiring and operating the lighting systems; to build bridges and to make loans to such effect, to provide for their location, the rate of tolls and the impositions of fines; as to the valuers and the valuation roll; as to the power of taxing; the collection of taxes; as to non taxable property; as to the power of taxing clubs, houses where games are played; to authorize it to levy taxes on posts in the streets and public places; as to the imposition of taxes on all strangers working in the town; to permit it to make loans and to regulated the mode thereof; as to the expropriations and appointments of arbitrators; as to the power of making regulations respecting the purchase and the sewer and water works; as to the privileges of the corporation; and submit it to the provisions of the act of 1905 which concern it.

F. X. LACOURSIERE,

Attorney for the corporation of the
town of Grand'Mère.

Three Rivers, 8th February, 1910. 778

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session by Louis Solomon, Moses Tritt, Samuel L. Kolber, Samuel Miller, David Sperber, Samuel Glickman, Wolf Zackun, David Blumer, Joseph Steinberg, Louis Pressner, J. Diamond, Robert Jacobson, Moses Block, Samuel Asner, all merchants, David Solomon, Abraham Klein, Louis Berger, Abraham Miller, Abraham Elkin, all manufacturers, Barnard Gross, Joseph A. Bessners, Philip Popliger, Abraham Schechter, real estate agents and Joseph Edelberg, wholesale grocer, all of the city and district of Montreal, to incorporate them as a religious corporation under the name of "The Hebrew Orthodox Talmud Thorah of Montreal, with power to acquire and possess moveable and immoveable property, to establish places where gratuitous instruction in the Jewish scriptures and other subjects may be given to the children of Jewish parents residing in the city and district of Montreal and elsewhere, to hold religious services, to keep registers of acts of civil status and to exercise all other rights incident to a religious corporation and for other purposes.

M. M. SPERBER,
Attorney for applicants.

Montreal, 16th February, 1910. 958

Avis public est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la législature provinciale, à sa prochaine session, par Adalbert Lacasse, connu sous le nom de Adalbert Trudel, de Québec, dans le district de Québec, pour l'adoption d'un acte autorisant le dit Adalbert Lacasse à porter à l'avenir à toutes fins de droit et de loi, le nom de Adalbert Trudel, avec tous les droits et obligations qui pourront en découler, et pour ratifier tous actes, contrats, marchés ou conventions faits et passés par lui jusqu'à ce jour, sous le nom de Adalbert Trudel.

LS SAVARD, N. P.

Procureur du requérant.

Québec, 16 février 1910.

923-3

Avis est par le présent donné que Le Crédit Général s'adressera à la législature, de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi amendant sa charte (9 Edward VII, chap. 117), concernant les affaires suivantes :

1. Le nom de la compagnie ;
2. La non-demande à la compagnie de certains articles des clauses générales des compagnies à fonds social ;
3. Les devoirs de la compagnie au sujet de la nomination des inspecteurs ;
4. Les pouvoirs de la compagnie concernant :
 - (a) La transaction de ses affaires ;
 - (b) La réception de dépôts ;
 - (c) Agir comme agent financier pour tuteurs et curateurs ;
 - (d) Garantir les titres ;
 - (e) Eriger et mettre en opération des édifices pour l'entreposage ;
 - (f) Acheter des lettres de change et faire les affaires de change ;
 - (g) Emettre des obligations et autres garanties ;
 - (h) Emission et paiement du fonds social, et demandes d'icelui ;
 - (i) Acquérir des actions dans d'autres compagnies ;
5. Les pouvoirs additionnels ordinairement octroyés aux compagnies de crédits.

ANTONIO PERRAULT,

Solliciteur du requérant.

Montréal, 16 février 1910.

941-3

Avis est par les présentes donné de la part de Raoul du Tremblay, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, qu'une demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte pour ratifier et confirmer les titres d'acquisition et ceux de ses auteurs de parts, droits et propriétés de la commune de l'ancienne seigneurie de Sainte-Anne de la Pérade, étant les Nos 43 et 46 du cadastre de la dite paroisse, pour déterminer ou voir aux moyens de déterminer les droits des autres intéressés de la dite commune, pourvoir à la gouverne et partage de la dite commune et autres fins.

ST. LAURENT & LAFERTÉ,

Procureurs du requérant.

Québec, 10 février 1910.

829-4

CITÉ DE QUÉBEC

HOTEL DE VILLE

Bureau du greffier de la cité.

Québec, 5 février 1910.

Avis public est par le présent donné que la cité de Québec s'adressera à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte d'incorporation, pour obtenir l'autorisation d'emprunter deux cent mille piastres (\$200,000) pour le coût de travaux permanents à être faits dans le quartier Limoilou,

Notice is hereby given that application will be made to the provincial Legislature, at its next session, by Adalbert Lacasse, known under the name of Adalbert Trudel, of Quebec, in the district of Quebec, for the passing of an act authorizing the said Adalbert Lacasse to bear in future for all rightful and lawful purposes, the name of Adalbert Trudel, with all the rights and obligations that may proceed therefrom, and to ratify all acts, contracts, agreements or covenants made and entered into by him up to this day, under the name of Adalbert Trudel.

LS SAVARD, N. P.,

Solicitor for applicant.

Quebec, 16th February, 1910.

924

Notice is hereby given by The General Trust that it will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter (9 Edward VII, chap. 117), in relation to the following matters :

1. The name of the company ;
2. The non-application to the company of certain articles of the joint stock companies' general clauses ;
3. The duties of the company with respect to the appointment of inspectors ;
4. The powers of the company with respect to :
 - (a) Carrying on its business ;
 - (b) Receiving deposits ;
 - (c) Acting as financial agent of tutors and curators ;
 - (d) Guaranteeing titles ;
 - (e) Erecting and operating storage buildings ;
 - (f) Buying bills of exchange and doing an exchange business ;
 - (g) Issue of bonds and other securities ;
 - (h) Issue and payment of capital stock, and calls thereon ;
 - (i) Acquiring shares in other companies ;
5. Such additional powers as are customarily granted to trust companies.

ANTONIO PERRAULT,

Solicitor for the applicant.

Montreal, 16th February, 1910.

942

Notice is hereby given on behalf of Raoul du Tremblay, farmer, of the parish of Sainte Anne de la Pérade, that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain an act to ratify and confirm his deeds of acquisition and those of his auteurs to parts, rights and properties of the common of the old seigniorie of Sainte Anne de la Pérade, being Nos. 43 and 46 of the cadaster of the said parish, and to determine or provide means for determining the rights of the other interested parties in the said common, and to provide for the government and partition of the said common and for others purposes.

ST. LAURENT & LAFERTÉ,

Attorneys for petitioner.

Quebec, 10th February, 1910.

830

CITY OF QUEBEC.

CITY HALL.

City clerk's office.

Quebec, 5th February, 1910.

Public notice is hereby given that the city of Quebec will apply to the provincial Legislature, at its next session, for certain amendments to its charter of incorporation, to wit : for authorization to borrow two hundred thousand dollars (\$200,000.00) to pay for works of a permanent nature to be executed in Limoilou ward, twenty thousand dollars

vingt mille piastres (\$20,000.00), pour l'acquisition de terrains et droits de servitude en rapport avec l'aqueduc de la cité ; quinze mille piastres (\$15,000.00) pour se rembourser du coût de travaux permanents faits à la Côte d'Abraham et d'indemnités et frais payés en rapport avec ces travaux ; pour modifier la manière d'évaluer des propriétés foncières pour l'imposition des taxes, et la manière de décider les plaintes faites contre les livres de cotisation ; pour protéger davantage l'eau de l'aqueduc contre les impuretés, et pour autres fins.

Par ordre,

H. J. J. B. CHOUINARD,

947-3

Greffier de la cité.

Avis est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir un acte afin d'amender sa charte, concernant différents sujets et entr'autres choses : Pour l'établissement, la réglementation et l'administration plus complète d'un ou plusieurs abattoirs publics avec droit de faire payer une somme quelconque pour l'abattage des animaux ; pour l'inspection plus complète des viandes, denrées, légumes, lait et autres choses de même nature et le droit de charger certaine somme d'argent pour cette inspection ; pour assimiler le prix de l'eau, de la lumière, du pouvoir et du chauffage fourni par la cité aux autres taxes municipales quant aux privilèges ; pour permettre au comité de finance de faire son rapport à la même séance du conseil que l'affaire lui en est soumise ; pour rappeler la section 479 de l'acte des cités et villes, 1903 ; pour appliquer à la cité la clause 416 de l'acte des cités et villes, 1903 ; pour avoir le droit d'acheter des débetures municipales ; pour être autorisée à faire des dépenses de réceptions publiques, soit faites par la ville elle-même, soit faites par un corps public quelconque dans lesquelles la ville aurait un intérêt ; pour avoir le droit d'exempter la "Sherbrooke Street Railway Company" du paiement de taxes pour vingt ans ; pour avoir le droit d'arrestation des colporteurs qui ne paient pas leur licence municipale ; pour ratifier l'engagement pris par la cité en vertu d'un contrat fait devant E. B. Worthington, notaire, le 29 juillet 1909, entre la cité de Sherbrooke et la Canadian Pacific Railway Company, à l'effet que les biens mentionnés dans ce contrat appartenant à la dite compagnie ne seront pas évalués à plus de \$50,000.00 pour le terme qui y est mentionné.

PANNETON & LEBLANC,

Procureurs de la cité de Sherbrooke.

Daté à Sherbrooke, ce 16ième jour de février 1910. 935-3

Avis public est par les présentes donné que la ville Emard, corporation municipale, douée de la personnalité civile, présentera un bill à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les objets suivants :

a. Amender la section 121 de la "Loi des cités et villes, 1903, 3 Edouard VII, chapitre 38," en autant qu'il s'agit de la ville Emard, de manière que tout arrondissement de votation ne renferme pas plus de deux cents électeurs ;

b. Ratifier un contrat passé entre la ville Emard et "The Saint-Paul Electric Light & Power Company Inc.", passé le 12 août 1909, au sujet du pompage de l'eau de l'aqueduc.

c. Autoriser la ville Emard à passer un contrat du bail avec "The Mount Royal Spinning Company Ltd.", d'une lisière de terre située dans la ville Saint-Paul, le long de la ruelle Saint-Louis, dans la ville Emard, et à modifier en conséquence, s'il y a lieu, les bornes respectives des villes Emard et Saint-Paul.

d. Autoriser le conseil de la ville Emard à emprunter, par règlement ou résolution, une somme d'argent n'excédant pas \$300,000.00, applicables à

(\$20,000.00), to purchase the land and rights of servitude in connection with the city waterworks ; fifteen thousand dollars (\$15,000.00) to reimburse the city treasury for the amount of works of a permanent nature executed in côte d'Abraham and indemnities and costs paid in connection with the said works ; to modify the mode of valuation of immoveable property with regard to the imposition of taxes, and to change the mode of deciding complaints made against the assessors' books ; to better protect the water of the city waterworks against pollution, and for other purposes.

By order,

H. J. J. B. CHOUINARD,

948

City clerk.

Notice is hereby given that the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act to amend its charter respecting different subjects and amongst others : For the establishment, regulation and more complete administration of one or more public abattoirs, with right to charge a certain sum for the killing of animals ; for a more complete inspection of meats, foodstuffs, vegetables, milk and other things of a like nature, and the right to charge a certain sum of money for such inspection ; to assimilate the price of water, light, power and heat supplied by the city to the other municipal taxes as the privileges ; to allow the finance committee to make its report at the same session of the council in which the matter is submitted to it ; to recall section 479 of the cities and towns act, 1903 ; to apply to the city clause 416 of the cities and towns act, 1903 ; to have the right to purchase municipal debentures ; to be authorized to make expenditures for public receptions, either held by the town itself or by any public body in which the city would be interested ; to have the right to exempt the Sherbrooke Street Railway Company from the payment of taxes for twenty years ; to have the right to arrest peddlers who do not pay their municipal license ; to ratify the agreement entered into by the city in virtue of a contract made before E. B. Worthington, notary, on the 29th July, 1909, between the city of Sherbrooke and the Canadian Pacific Railway Company, to the effect that the property mentioned in such contract belonging to the said company shall not be valued at more than \$50,000.00 for the term of years mentioned therein.

PANNETON & LEBLANC,

Attorneys for the city of Sherbrooke.

Dated at Sherbrooke, this 16th day of February, 1910. 936

Public notice is hereby given that the town of Emard, a municipal corporation, endowed with civil personality will present a bill to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the following purposes :

a. To amend section 121 of the "Cities and Towns' Act, 1903, 3 Ed. VII, chap. 38", in so far as regards the town of Emard, so that no polling district shall include more than two hundred electors.

b. To ratify a contract made between the town of Emard and "The Saint Paul Electric Light & Power Company, Inc.", passed on the 12th August, 1909, respecting the pumping of the waterworks water.

c. To authorize the town of Emard to enter into a lease with "The Mount Royal Spinning Company Ltd.", of a strip of land situate in the town of Saint Paul, along Saint Louis lane, in the town of Emard, and in consequence to modify, if need be, the respective limits of the towns of Emard and Saint Paul.

d. To authorize the council of the town of Emard to borrow, by by-law or resolution, a sum of money not exceeding \$300,000.00 applicable to the exclu-

l'exécution exclusive de certains travaux permanents, cet emprunt devant se faire par l'émission de bons ou de débiteures de la ville, et cette émission sera exempte des formalités édictées en pareil cas par la loi des cités et villes, 1903, la charte de la ville, ou tout autre statut s'appliquant à la ville Emard.

CODERRE & CODERRE,

Procurateurs de la ville Emard.

Ville Emard, 15 février 1910.

925-3

Avis est par les présentes donné que les syndics de la paroisse de Saint-Paul de Montréal, autorisés par les francs-tenanciers, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'un acte, pour la reconstruction de l'église incendiée le 12 octobre 1907, pour amender la loi 63 Vict., ch. 96, de façon à employer l'argent reçu des assurances à la dite reconstruction et pour d'autres fins s'y rapportant; pour amender la loi 1 Ed. VII, chap. 83, afin de changer la date de la cotisation; pour ratifier la nomination des nouveaux syndics choisis par les francs-tenanciers pour la reconstruction de la dite église, avec pouvoirs de faire des emprunts et assumer les obligations nécessaires à la dite reconstruction et autres pouvoirs nécessaires à l'accomplissement de l'œuvre.

L. A. EUDORE GODIN,

853-3

Avocat des requérants.

Avis est par les présentes donné que la ville de Bordeaux demandera à la législature de Québec, à sa prochaine session, la passation d'une loi amendant sa charte d'incorporation, à l'effet de décréter l'annexion de la dite ville de Bordeaux à la cité de Montréal, aux conditions demandées par le conseil de la dite ville, et pour d'autres fins.

J. A. HAMELIN,

Secrétaire-trésorier de la ville de Bordeaux.

Montréal, 10 février 1910.

851-3

Avis est par le présent donné qu'une demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'incorporer une compagnie avec un capital de \$20,000,000, sous le nom de "The Montreal Underground and Elevated Railway", avec pouvoir de construire et mettre en opération par l'électricité ou autre pouvoir moteur, des chemins de fer souterrains et élevés à travers la cité et l'île de Montréal; construire des tunnels, viaducs, voies souterraines, ponts et tous autres travaux requis ou jugés à propos pour l'entreprise de la compagnie; acquérir et développer des pouvoirs d'eau et toutes autres sources d'énergie, et construire et mettre en opération des lignes de transmission de la cité de Montréal; acquérir, en vertu des dispositions des statuts révisés concernant les chemins de fer, tous les droits de passage et de terrains acquis pour les fins de la compagnie; construire ou acquérir et mettre en opération des lignes de télégraphe et de téléphone et toutes autres lignes pour la transmission et distribution de l'électricité pour pouvoir, éclairage et chauffage, et de l'air comprimé ou autre énergie pour les fins de la compagnie, et de transmettre, distribuer du surplus des dits pouvoir et énergie et en disposer; acquérir des droits de patente et franchise pour les fins des travaux autorisés, et de les vendre et les céder, s'amalgamer et faire le trafic ou autre arrangement avec chemins de fer ou autres compagnies, et acheter, prendre, louer ou acquérir autrement la propriété, droits et franchise de toute autre compagnie ou compagnies, et de louer ou vendre à toute autre compagnie ou compagnies, la propriété, droits et franchises de la compagnie, emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie et émettre des obligations, débiteures ou autres garanties, ensemble avec tous les autres pouvoirs ordinaires.

T. P. BUTLER,

Procureur des requérants.

Montréal, 14 février 1910.

895-3

such loan to be made by the issue of bonds or debentures of the town, and said issue shall be exempt from the formalities enacted in similar cases by the Cities and Towns' Act, 1903, the charter of the town, or any other statute applying to the town of Emard.

CODERRE & CODERRE,

Attorneys for the town of Emard.

Town of Emard, 15th February, 1910.

926

Notice is hereby given that the trustees of the parish of Saint Paul de Montreal, authorized by the free-holders, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an act to rebuild the church burned on the 12th October, 1907, to amend the act 63 Vict., ch. 96, in such manner as to employ the insurance money received for the said rebuilding and for other purposes in connection therewith; to amend the act 1 Ed. VII, ch. 83, for to change the date of the assessment; to ratify the appointment of the new trustees chosen by the freeholders for the rebuilding of the said church, with power to make loans and assume the necessary obligations for the said rebuilding and other powers necessary for the accomplishment of the work.

L. A. EUDORE GODIN,

854

Attorney for petitioners

Notice is hereby given that the town of Bordeaux will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for an act amending its charter of incorporation, for the purpose of enacting the annexion of the said town of Bordeaux to the city of Montreal, upon the condition asked by the council of the said town, and for other purposes.

J. A. HAMELIN,

Sec.-Treas.

for the said town of Bordeaux.

Montreal, 10th February, 1910.

852

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act incorporating a company with a capital of \$20,000,000, under the name of the "Montreal Underground & Elevated Railway", with power to build and operate by electricity or other motive power, underground and elevated railways through the city and the island of Montreal; to construct tunnels, viaducts, subways, bridges and any other works required or deemed advantageous for the undertaking of the company; to acquire and develop water powers and any other sources of energy, and to build and operate transmission lines therefrom to the city of Montreal; to acquire under the provisions of the revised statutes respecting railways, all right of way and lands required for the purposes of the company; to construct or acquire and to operate telegraph and telephone lines and all other lines for the transmission and distribution of electricity for power, lighting and heating, and of compressed air or other energy for the purposes of the company, and to transmit, distribute and dispose of the surplus of such power and energy; to acquire patent rights and franchises for the purposes of the works authorized, and to sell and assign the same, to connect with and make traffic or other arrangements with railway or other companies, and to purchase, take over, lease or otherwise acquire the property, rights and franchises of any other company or companies, and to lease or sell to any other company or companies the property, rights and franchises of the company, to borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities, together with all other powers as are customary.

T. P. BUTLER,

Attorney for applicants.

Montreal, 14th February, 1910.

896

AVIS.

Avis public est par le présent donné que le village de Rosemont s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte et obtenir les pouvoirs additionnels suivants :

1° Obtenir certains pouvoirs et privilèges quant à son annexion avec l'une des municipalités avoisinant la municipalité du village de Rosemont et amender à cet effet les paragraphes de la section IV, du titre deuxième de l'acte des cités et villes de 1903.

2° Obtenir les pouvoirs nécessaires pour faire tous arrangements spéciaux avec toute municipalité avoisinante, en cas d'annexion, et plus particulièrement quant à l'évaluation, au taux et au mode de taxation des terres en culture dans la municipalité du village de Rosemont, et quant au paiement des taxes et cotisations imposées sur telles terres.

3° Ratifier tous arrangements faits avec des propriétaires en vertu de la section 5 du Statut 9 Édouard VII, chapitre 93.

4° Autoriser le conseil de ville du village de Rosemont d'emprunter par règlement ou résolution du conseil, une somme n'excédant pas deux cent cinquante mille piastres applicables à l'exécution exclusive de certains travaux permanents, cet emprunt devant se faire par l'émission de bons ou débetures du village de Rosemont, et cette émission sera exempte des formalités édictées au pareil cas par la loi des cités et villes de 1903, la charte du village de Rosemont ou tout autre statut s'appliquant au dit village de Rosemont.

5° Amender l'article 363 de la loi des cités et villes de 1903, quant au village de Rosemont, afin de donner le droit de vote aux tuteurs, curateurs grevés de substitution, administrateurs ou agents de succession et, s'il y en a plus d'un en office, à l'un d'eux seulement, choisi par la majorité, le document établissant la charge qui les qualifie à voter ou une procuration de la personne qui le représente devant être produits avant de voter ; aux corporations ou propriétaires non résidents qui ont, possèdent ou administrent quelque propriété immobilière dans le village de Rosemont, ces corporations votant par leur président ou l'un de leurs officiers choisis par elle à cette fin par une résolution du bureau de direction ou conseil d'administration produite avant de voter entre les mains du président ou du greffier de l'élection.

6° Autoriser le conseil à faire un contrat avec la ville de Maisonneuve pour le raccordement du système d'égouts du village de Rosemont avec celui de la ville de Maisonneuve, et, en général, pour toutes fins concernant l'avantage et la bonne administration de la ville.

L. T. MARECHAL,

1037-2 Procureur pour le village de Rosemont.

AVIS PUBLIC.

La cité des Trois-Rivières donne avis qu'à la prochaine session de la législature de la province de Québec, elle demandera des amendements à sa charte sur les matières suivantes :

1° Le pouvoir de contracter des emprunts ou d'émettre des débetures, pour venir en aide aux victimes de l'incendie du 22 juin 1908, pour la construction d'égouts, pavage, agrandissement ou amélioration de l'aqueduc, l'élargissement et amélioration des rues et pour les fins scolaires.

2° Le mode de collection des taxes et autres charges municipales et scolaires, et de faire divers autres amendements.

L. T. DESAULNIERS,

Secrétaire-trésorier.

Trois-Rivières, 10 février 1910.

835-4

NOTICE.

Public notice is hereby given that the village of Rosemont will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the adoption of a law amending its charter and authorizing the following additional powers :

1. To obtain certain powers and privileges concerning its annexation with any of the neighbouring municipalities and for that purpose, to amend the different paragraphs of section IV, of title second of the Cities and Towns act of 1903.

2. To obtain the powers necessary to enter into any special arrangement with any neighbouring municipalities, in case of annexation and more particularly as regards the valuation, rate and mode of taxation of cultivated lands within the municipality of the village of Rosemont, and as regards the payment of the taxes and assessments imposed upon such lands.

3. To ratify any arrangements made with any proprietors under section 5 of the statute 9 Edward VII, chapter 93.

4. To authorize the city council of the village of Rosemont to borrow, by by-law or resolution of the council, a sum not exceeding two hundred and fifty thousand dollars to be applied exclusively to the execution of certain permanent works, such loan to be made by the issue of bonds or debentures of the village of Rosemont and such issue to be exempt from the formalities enacted, in similar cases, by the Cities and Towns Act of 1903, the charter of the village of Rosemont or any other statute or law applying to the said village of Rosemont.

5. To amend article 363 of the cities and towns act of 1903, in so far as it concerns the village of Rosemont, so as to give a right of vote to tutors, curators, institutes under substitution, administrators or duly authorized agents of estate or one of them named by the majority of them ; the document establishing the office which qualifies them to vote or the authorization of the person whom they represent having to be produced before they vote ; to corporations or non resident proprietors who are seized, possessed or in charge of any immovables in the village of Rosemont, said corporation voting through their president or one of their officers appointed for that purpose, by a resolution of the administration council of the board to be deposited before voting in the hands of the president or secretary of the election.

6. To authorize the council to pass a contract with the town of Maisonneuve providing for the connection of the sewers system of the village of Rosemont with that of the town of Maisonneuve, and generally, for all purposes concerning the welfare and good administration of the town.

L. T. MARECHAL,

1038 Attorney for the village of Rosemont.

PUBLIC NOTICE.

The city of Three-Rivers gives notice that at the next session of the Legislature of the province of Quebec, it will apply for amendments to its charter on the following matters :

1. The power to contract loans or to lease debentures, to give aid to the victims of the fire of the 22nd June, 1908, for the construction of sewers, paving, enlargement or improvement of the water works, the widening and improvement of the streets and for school purposes.

2. The mode of collecting the taxes and other municipal and school charges, and to make various other amendments.

L. T. DESAUNIERS,

Secretary-treasurer.

Three Rivers, 10th February, 1910.

836

La ville de la Longue-Pointe soumettra un bill à la législature de Québec, à sa prochaine session, pour les fins suivantes : a Pour obtenir le pouvoir d'établir les rues Vinet, Sherbrooke, du Buisson et Ontario en travers du terrain qui dépend de l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu et appartient à la Communauté des Sœurs de la Charité de la Providence ; b Pour déclarer valide, en tant que besoin peut être, le règlement No 16 relatif à l'ouverture de la rue Vinet ; c. Pour que les propriétaires qui ne sont pas inscrits sur la liste électorale parce que, lors de sa confection, ils devaient des taxes, aient le droit de voter sur les règlements qui sont soumis aux propriétaires fonciers ; d. Pour déclarer valides les procès-verbaux de séances du conseil qui n'ont pas été signés, dès la séance suivante, par le maire et le secrétaire-trésorier ; e. Pour être autorisée à faire, avec qui de droit les arrangements nécessaires relativement aux chemins à barrières ; f. Pour réduire à six mois le terme fixé par le paragraphe huit de l'article 107 de la loi des cités et villes, 1903.

L. O. TAILLON,

Solliciteur.
1111-2

Montréal, 23 février 1910.

Avis public est par les présentes donné par la ville de Notre-Dame de Grâces qu'elle s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte, pour entre autres fins les suivantes, savoir :

- 1° L'élection du maire ;
- 2° Pour la réglementation du système de l'aque-duc ;
- 3° Le rôle d'évaluation et la liste des électeurs ;
- 4° Poursuites pour taxes et taxation des terres en culture ;
- 5° Assemblées générales ;
- 6° Assemblée spéciale ;
- 7° Déterminer le quorum du conseil.
- 8° Délimitation des quartiers ;
- 9° Ratification de certains règlements d'em-
prunt ;
- 10° Confirmation du contrat d'acquisition du Cré-
dit Municipal Canadien ;
- 11° Changement du nom de la ville ;
- 12° Formalités préalables aux contrats ;
- 13° Autorisation de construire un égout collec-
teur sur le chemin de la Côte Saint-Luc.

JOHN A. SULLIVAN,
Procureur de la ville de

Notre-Dame de Grâces.

Montréal, 22 février 1910.

1117-2

Avis public est par le présent donné que la cité de Salaberry de Valleyfield présentera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, un bill pour obtenir le transfert du chef-lieu du comté de Beauharnois en la cité de Salaberry de Valleyfield, et la ratification d'un règlement adopté par la dite cité à ce sujet et portant le No 220 et aussi d'un autre règlement sur le même sujet, adopté par le conseil municipal du comté de Beauharnois, le quatrième jour de mai mil neuf cent neuf, intitulé "Règlement à l'effet de changer le chef-lieu du comté de Beauharnois et de transporter le bureau d'enregistrement du dit comté de la ville de Beauharnois en la cité de Salaberry de Valleyfield, dans le dit comté".

L. JOS. BOYLE,

Greffier de la cité de Salaberry de Valleyfield.
1081-2

Avis est le présent donné que la Cie de chemin de fer de Québec et de l'Île d'Orléans s'adressera à la législature de Québec, à sa prochaine session, dans le but d'obtenir une prolongation de délai pour commencer et terminer la construction de son chemin de fer, et dans le but aussi d'être autorisée à construire une voie à une seule ligne (monorail).

PHILEAS CORRIVEAU,

Procureur de la Compagnie.

Québec, 23 février 1910.

1087-2

The town of Longue-Pointe will present a bill to the Quebec Legislature, at its next session, for the following purposes ; a. To be authorized to establish the Vinet, Sherbrooke, du Buisson and Ontario streets across the ground which forms part of the Hospital Saint-Jean-de-Dieu and belongs to the "Communauté des Sœurs de la Charité de la Providence" ; b. To declare valid, in so far as may be useful, by-law No. 16 concerning the opening of Vinet street ; c. To declare that proprietors who are not inscribed on the electoral list because, at the time of its confection, they owed taxes, shall have the right to vote on by-laws submitted to land owners ; d. To declare valid the proceedings of sessions of the council which have not been signed at the next session, by the mayor and secretary-treasurer ; e. To be authorized to make, with the proper party, whatever arrangements may be necessary respecting turnpike roads ; f. To reduce to six months the delay fixed by paragraph 8 of article 107 of the cities and towns act, 1903.

L. O. TAILLON,

Solicitor.
1112

Montréal, 23rd February 1910.

Public notice is hereby given by the town of Notre Dame de Grâces that it will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain amendments to its charter for the following amongst other purpose, to wit :

1. The election of the mayor ;
2. For making regulations for the water works system ;
3. The valuation roll and the electors' list ;
4. Prosecution for taxes and taxation on cultivated lands ;
5. General meeting ;
6. Special meeting ;
7. To determine the quorum of the council ;
8. Fixing boundaries of the wards ;
9. Ratification of certain loan by-laws ;

10. Confirmation of the deed of purchase from the "Crédit Municipal Canadien" ;

11. Change of name of the town ;
12. Preliminary formalities to contracts ;
13. Authorization to construct a sewer drain on the Côte Saint Luc road.

JOHN A. SULLIVAN,
Attorney for the town of

Notre Dame de Grâces.

Montreal, 22nd February, 1910.

1118

Public notice is hereby given that the city of Salaberry de Valleyfield will present at the Legislature of the province of Quebec, at its next session, a bill to obtain the transfer of the chef-lieu of the county of Beauharnois to the city of Salaberry de Valleyfield, and the ratification of a by-law adopted by the said city to such purpose, bearing the No. 220 and also of another by-law on the same subject adopted, by the municipal council of the county of Beauharnois, on the fourth day of May, nineteen hundred and nine, entitled "By-law to change the chef-lieu of the county of Beauharnois and to transfer the registry office of the said county from the town of Beauharnois to the city of Salaberry de Valleyfield, in the said county."

L. J. BOYLE,

Clerk of the city of Salaberry de Valleyfield.
1082

Notice is hereby given that the Quebec and Island Orleans Railway Company will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the purpose of obtaining an extension of time to commence and complete the construction of its railway, and for the purpose also of being authorized to construct a monorail road.

PHILEAS CORRIVEAU,

Attorney for the company.

Quebec, 23rd February, 1910.

1088

AVIS.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour amender la loi 7 Edouard VII, chapitre 86, de la province de Québec, intitulée : Loi constituant en corporation "The Little Nation River Railway Company", aux fins suivantes : prolonger ou changer la limite nord de sa ligne principale, et étendre les délais pour commencer et parachever les travaux.

H. A. FORTIER,

679-5

Avocat de la requérante.

Avis public est par le présent donné que la cité de Salaberry de Valleyfield, présentera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, un bill pour amender sa charte sur les matières suivantes : l'incapacité aux charges municipales ; paiement du coût de certains égouts ; siège ou place d'affaires de la corporation ; rémunération des échevins ; qualification des électeurs municipaux ; devoir du trésorier ; liste des électeurs municipaux ; fermeture des débits de liqueurs ; ouverture de séances du conseil et des comités ; constitution des comités permanents ; habileté des électeurs municipaux à voter sur un règlement ; régler la construction des cabinets d'aisance et en prohiber l'érection en dehors des habitations ; répartition d'égouts ; mode d'approvisionnement d'eau les municipalités et les propriétaires résidant en dehors de la cité, et pouvoir mettre fin à tels engagements même ceux actuellement existants ; droit de faire déplacer poteaux télégraphiques, téléphoniques ou autres, dans les rues de la cité, pour travaux permanents ; mode d'imposition des taxes d'affaires, de commerce et professionnelles.

L. JOS. BOYLE,

Greffier de la cité de Salaberry de Valleyfield.
1079-2

Avis est par le présent donné que "The Saint George Electric Company" s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender sa charte :

1° Section 1, changer le nom de "Saint George Electric Co." pour celui de "Beauce Electric & Power Company."

2° Section 7, augmenter ses pouvoirs d'emprunt de \$100,000 à \$200,000 à un taux d'intérêt n'excédant pas 6 % au lieu de 5 %.

3° Section 15, étendre sa première ligne électrique de Sainte-Marie, Beauce, jusqu'au village de Chaudière Curve et aussi lui donner les pouvoirs de construire une ligne de tramway électrique de la station de chemin de Saint-George sur le chemin de fer Québec Central, passant à travers le village de Saint-Georges, dans le comté de Beauce et la vallée de la Rivière du Loup, dans le comté de Beauce, à un point sur la ligne de démarcation dans la direction de l'état du Maine.

4° Section 20, accorder quatre ans pour commencer et six ans pour compléter le dit tramway.

CAMPBELL & GENDRON,

Procureurs de la requérante.

Sherbrooke, 21 février 1910.

1035-2

Avis public est par le présent donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'incorporation d'une compagnie ayant son principal bureau à Québec, et autorisée à faire le commerce d'électricité, de gaz, d'éclairage, de chauffage, de pénétrer dans la cité de Québec et d'y faire les travaux nécessaires à son installation et à ses opérations ; de construire les lignes de transmission nécessaires à travers les diverses municipalités qu'il faudra traverser, sans avoir demandé la permission de telles municipalités, et pour autres fins.

L. A. CANNON,

Procureur de la requérante.

Québec, 23 février 1910.

1107-2

NOTICE,

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to amend the act 7 Edward VII, chapter 86, of the province of Quebec, entitled an "Act incorporating The Little Nation River Railway Company", for the following purposes : to lengthen or change the north end of its main line, and to extend the delays for the beginning and completion of its construction.

H. A. FORTIER,

Attorney for the petitioner.

680

Public notice is hereby given that the city of Salaberry de Valleyfield will present to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, a bill to amend its charter on the following matters : non-qualification for municipal offices ; payment of the cost of certain sewers ; seat or place of business of the corporation ; remuneration of the aldermen ; qualification of the municipal electors ; duty of the treasurer ; list of the municipal electors ; closing of retail liquor shops ; holding of the sittings of the council and the committees, constitution of the permanent committees ; competency of the municipal electors to vote on a by-law ; to regulate the construction of water-closets and prohibit the erection of same outside of dwellings ; distribution of sewers ; mode of supplying water to the municipalities and proprietors residing outside of the city, and power to cancel such engagements even those already existing ; the right to remove telegraph, telephone and other poles in the streets of the city, for permanent works ; the mode of levying business, trade and professional taxes.

L. JOS. BOYLE,

Clerk of the city of Salaberry de Valleyfield.
1080

Notice is hereby given that the Saint George Electric Company will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for an act amending its charter :

1. Section 1, by changing the name from Saint George Electric Co. to "Beauce Electric & Power Company" ;

2. Section 7, by increasing their borrowing powers from \$100,000 to \$200,000 at a rate of interest not exceeding 6%, instead of 5% ;

3. Section 13, by extending their first electric line from Sainte-Marie, Beauce, to the village of Chaudière Curve, and also giving them powers to build a line of electric tramway from the Saint George Railway Station on the Quebec Central Railway, passing through the village of Saint-George, in the county of Beauce and the valley of La Rivière du Loup, in the county of Beauce, to some point on the boundary line in the direction of the state of Maine ;

4. Section 20, by granting four years to begin and six years to complete said tramway.

CAMPBELL & GENDRON,

Attorneys for petitioner.

Sherbrooke, 21st February, 1910.

1036

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the incorporation of a company having its head office at Quebec, and authorized to deal in electricity, gas, lighting and heating, to enter the city of Quebec and there carry on the necessary works for its installation and operations ; to construct the necessary transmission lines through the various municipalities that will have to be crossed, without having asked for the permission of such municipalities, and for other purposes.

L. A. CANNON,

Attorney for petitioner.

Quebec, 23rd February, 1910.

1108

Avis est par le présent donné que "The Beauharnois Light, Heat & Power Company, "s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin d'amender sa charte, 2 Édouard VII, chapitre 72, comme suit, à savoir : (a) Augmenter son fonds social autorisé et le pouvoir d'emprunter ; (b) Étendre le territoire dans lequel elle peut exercer ses pouvoirs ; (c) Autoriser l'élargissement et l'extension d'un appareil d'alimentation mentionné dans la section neuf de sa charte et sa continuation à un ou plusieurs points de rencontre nouveaux avec la rivière Saint Louis ou son remplacement en tout ou en partie par un nouvel appareil d'alimentation, et si c'est nécessaire changer le cours d'une partie de la dite rivière ; (d) Augmenter les pouvoirs d'expropriation de la compagnie ; (e) Autoriser la compagnie à s'engager dans toutes les affaires de manufacture et autres employant le pouvoir électrique, et acquérir des actions et garanties de toutes autres compagnies ; (f) Retirer ou modifier les restrictions maintenant existantes dans l'exercice de ses pouvoirs, spécialement ceux requérant dans certains cas le consentement de corporations municipales ou autres ; (g) Changer les conditions en vertu desquels le stock et bons peuvent être émis ; (h) Autoriser la compagnie à vendre et fournir pour fins municipales ou autres l'eau prise dans le lac Saint François, et de faire toutes choses nécessaires à cette fin, et autoriser les municipalités à faire des arrangements avec la compagnie pour prendre de l'eau d'icelle.

Par FLEET, FALCONER, OUGHTRED,
PHELAN, WILLIAMS & BOVEY,
Ses procureurs.
Montréal, 22 février 1910. 1031-2

Notice is hereby given that the Beauharnois Light, Heat & Power Company will, at the next session of the Legislature of the province of Quebec, apply for an act amending its charter, 2 Edward VII, chapter 72, as follows, to wit : by (a) increasing its authorized capital stock and borrowing power ; (b) extending the territory in which it may exercise its powers ; (c) authorising the enlargement and extension of the feeder mentioned in section nine of its charter and its continuation to one or more new junction points with the Saint Louis River or its replacement in whole or in part by a new feeder, and if found necessary the changing of the course of a part of the said river ; (d) increasing the company's powers of expropriation ; (e) authorizing the company to engage in all manufacturing and other businesses using electric power, and to acquire shares and securities of other companies ; (f) removing or modifying restrictions now existing on the exercise of its powers, especially those requiring in certain cases the consent of municipal or other corporations ; (g) changing conditions under which stock and bonds may be issued ; (h) authorising the company to sell and supply for municipal or other purposes water taken from lake Saint Francis, and to do all that may be necessary to that end and authorising municipalities to make arrangements with the company to take water from it.

By FLEET, FALCONER, OUGHTRED,
PHELAN, WILLIAMS & BOVEY,
Its attorneys.
Montreal, 22nd February, 1910. 1032

Avis Divers

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 2002.

Dame Joséphine Hamelin, des cité et district de Montréal, dûment autorisée, a institué une action en séparation de biens contre Misaël Jodoin, du même lieu.

E. G. PLACE,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 1er mars 1910. 1165

Province de Québec, }
District de Beauharnois. } Cour Supérieure.
No 1839

Dame Julie Esther Carpentier, de la paroisse de Saint-Anicet, épouse commune en biens de Joseph Sauvé, cultivateur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, a, en ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit époux.

J. G. LAURENDEAU,
Avocat de la demanderesse.
Valleyfield, 25 février 1910. 1197

Province de Québec, }
District de Montréal. } Cour Supérieure.
No 148.

Floria Blondin, épouse commune en biens de Alphonse Massé, boucher, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice.
Demanderesse ;

vs
Alphonse Massé, boucher, du même lieu.
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 14 février 1910.

McAVOY, HANDFIELD et HANDFIELD,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 23 février 1910. 1113.2

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 2002.

Dame Joséphine Hamelin, of the city and district of Montreal, duly authorized, has taken an action for separation as to property against Misaël Jodoin, of the same place.

E. G. PLACE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 1st March, 1910. 1166

Province of Quebec, }
District of Beauharnois. } Superior Court
No. 1839.

Dame Julie Esther Carpentier, of the parish of Saint Anicet, wife common as to property of Joseph Sauvé, of the same place, farmer, and duly authorized to ester en justice, has, this day, entered an action for separation as to property against her said husband.

J. G. LAURENDEAU,
Attorney of the plaintiff.
Valleyfield, 25th February, 1910. 1198

Province of Quebec, }
District of Montreal. } Superior Court.
No. 148.

Floria Blondin, wife common as to property of Alphonse Massé, butcher, both of the city and district of Montreal, duly authorized "à ester en justice",
Plaintiff ;

vs
Alphonse Massé, butcher, of the same place,
Defendant.

An action as to property has been intended in this case, the 14th day of February, 1910.

McAVOY, HANDFIELD & HANDFIELD,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 23rd February, 1910. 1114

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3821.

Dame Marie Ernestine Foucault, des cité et district de Montréal, dûment autorisée, a pris une action en séparation de biens contre Alfred Crevier, du même lieu.

FONTAINE & LABELLE,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 1er mars 1910. 1203

Province de Québec, }
District de Beauce. } *Cour Supérieure.*
No 66.

Dame Virginie Bizier, de la paroisse de Sainte-Rose de Watford, comté de Dorchester, épouse commune en biens de Jean Lacasse, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Jean Lacasse, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée le 11 février courant.

**PELLETIER, BAILLARGEON
& ALLEYN,**
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Joseph, Beauce, 19 février 1910. 977-2

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No. 27.

Dame Joséphine Brunet, dûment autorisée à ester en justice, aux fins des présentes, de la paroisse de Sainte-Marguerite, district de Terrebonne, épouse commune en biens de Noé Clément, autrefois de la paroisse de St. Jérôme et maintenant de lieux inconnus, a, ce jour, institué contre son mari le dit Noé Clément, une action en séparation de corps et de biens.

PREVOST & MARCHAND,
Procureurs de la demanderesse.
Sainte Scholastique, 22 février 1910. 1059-2

Cour Supérieure.—Beauce.
No 44.

Dame Délina Lacroix, épouse commune en biens de Edmond Gagnon, cultivateur, de Saint-Samuel, Demanderesse ;

vs
Le dit Edmond Gagnon, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée le 28 janvier courant.

LETELLIER & BOUFFARD,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Joseph, Beauce, 31 janvier 1910. 619-5

Province de Québec, }
District de Kamouraska. } *Cour Supérieure.*
No 71.

Dame Julie Anna Michaud, épouse de Thomas Violette, marchand, de la paroisse de Saint-Mathias de Cabano, a, le 9 décembre 1909, intenté une action en séparation de biens contre son mari.

E. H. CIMON,
Procureur de la demanderesse.
Fraserville, 8 février 1910. 737-4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1576.

Dame Ada F. Smith, de la ville de Notre-Dame de Grâce, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Charles S. Ferry, ingénieur, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Charles S. Ferry, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 21 janvier 1910.

J. P. CULLEN,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 29 janvier 1910. 579-5

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 3821.

Dame Marie Ernestine Foucault, of the city and district of Montreal, duly authorized, has taken an action for separation as to property against Alfred Crevier, of the same place.

FONTAINE & LABELLE,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 1st March, 1910. 1204

Province of Quebec, }
District of Beauce. } *Superior Court.*
No. 66.

Dame Virginie Bizier, of the parish of Sainte Rose de Watford, county of Dorchester, wife common as to property of Jean Lacasse, duly authorized à ester en justice, Plaintiff ;

vs
The said Jean Lacasse, Defendant.
A suit for separation as to property has been instituted on the 11th February instant.

**PELLETIER, BAILLARGEON
& ALLEYN,**
Attorneys for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, 19th February 1910. 978

Province of Québec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court*
No. 27.

An action in separation from board and bed has been instituted, this day, by Dame Joséphine Brunet, duly authorized in justice, of the parish of Sainte Marguerite, district of Terrebonne, wife common as to property of Noé Clément, formerly of the parish of Saint Jerome and now of unknown places.

PREVOST & MARCHAND,
Attorneys for plaintiff.
Sainte Scholastique, 22nd February, 1910. 1060

Superior Court.—Beauce.
No. 44.

Dame Délina Lacroix, wife common as to property of Edmond Gagnon, farmer, of Saint Samuel, Plaintiff ;

vs
The said Edmond Gagnon, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted on the 28th January instant.

LETELLIER & BOUFFARD,
Attorneys for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, 31st January, 1910. 620

Province of Quebec, }
District of Kamouraska. } *Superior Court.*
No. 71.

Dame Julie Anna Michaud, wife of Thomas Violette, marchand, of the parish of Saint Mathias de Cabano, has, on the 9th December, 1909, taken out a suit against her husband for separation as to property.

E. H. CIMON,
Attorney for plaintiff.
Fraserville, 8th February, 1910. 738

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1576.

Dame Ada F. Smith, of the town of Notre-Dame de Grâce, in the district of Montreal, wife common as to property of Charles S. Ferry, engineer, of the same place, and duly authorized "à ester en justice", Plaintiff ;

vs
The said Charles S. Ferry, Defendant.
An action for separation of property has been instituted in this cause, on the 21st of January, 1910.

J. P. CULLEN,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 29th January, 1910. 580

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1819.

Dame Rebecca Beaudoin, épouse commune en biens de Joseph Durand, charpentier, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Joseph Durand, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée cette cause, le 12 janvier 1910.

A. S. DEGUIRE,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 26 janvier 1910. 571-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 2878.

Dame Alphonsine Durand, épouse commune en biens de Jules Dupuis, manufacturier, tous deux des cité et district de Montréal, dûment autorisée, a intenté une action en séparation de biens contre le dit Jules Dupuis, ce 28e jour de janvier 1910.

ARCHAMBAULT, JULIEN & BERARD,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 28 janvier 1910. 609-5

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 4707.

Dame Alice Armoush, de Joliette, épouse de Kalil Zaïen, (marchand, du même lieu), dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Kalil Zaïen, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le trente et unième jour de janvier 1910.

J. H. W. RENAUD,
Procureur de la demanderesse.
Joliette, 1er février 1910. 625-5

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 711.

Dame Marie Azilda Guenette, épouse de Alphonse Boivin, boulanger, tous deux de la paroisse de Sainte-Adèle, district de Terrebonne, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

PREVOST, RINFRET & MARCHAND,
Procureurs de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 9 octobre 1909. 589-5

Province de Québec, }
District de Terrebonne. } *Cour Supérieure.*
No 12.

Dame Hoshia Avschiowitz, épouse commune en biens de Moses Eisemberg, commerçant, tous deux de la ville de Saint Jérôme, district de Terrebonne, la dite Hoshia Evschiowitz dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, a, ce jour, institué contre son mari une action en séparation de biens.

PREVOST, RINFRET & MARCHAND,
Procureurs de la demanderesse.
Sainte-Scholastique, 24 janvier 1910. 587-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dame Arna Rivet, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Olivier Secours, hôtelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Olivier Secours, hôtelier, des cité et district de Montréal, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse contre le défendeur.

CODERRE & CODERRE,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 14 février 1910. 879-3

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1819.

Dame Rebecca Beaudoin, wife common as to property of Joseph Durand, carpenter, of the city and district of Montreal, duly authorized "à ester en justice", Plaintiff;

vs

The said Joseph Durand, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 12th of January, 1910.

A. S. DEGUIRE,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 26th January, 1910. 572

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 2878.

Dame Alphonsine Durand, wife common as to property of Jules Dupuis, manufacturer, both of the city and district of Montreal, duly authorized, has intended an action for separation as to property against the said Jules Dupuis, this 28th day of January, 1910.

ARCHAMBAULT, JULIEN & BERARD,
Attorneys for plaintiff
Montreal, 28th January, 1910. 610

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 4707.

Dame Alice Armoush, of Joliette, wife of Kalil Zaïen, (merchant, of the same place), duly authorized à ester en justice, Plaintiff;

vs

Kalil Zaïen, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, the thirty-first day of January, 1910.

J. H. W. RENAUD,
Attorney for plaintiff.
Joliette, 1st February, 1910. 626

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No. 711.

Dame Marie Azilda Guenette, of the parish of Sainte Adèle, in the district of Terrebonne, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Alphonse Boivin, baker, of the said parish of Sainte Adèle.

PREVOST, RINFRET & MARCHAND,
Attorneys for plaintiff.
Sainte Scholastique, 9th October, 1909. 590

Province of Quebec, }
District of Terrebonne. } *Superior Court.*
No 12.

An action for separation as to property has been instituted on the 24th day of January, 1910, by Dame Hoshia Avschiowitz against her husband, Moses Eisemberg, trader, both of the town of Saint Jérôme, district of Terrebonne.

PREVOST, RINFRET & MARCHAND,
Attorneys for plaintiff.
Sainte-Scholastique, 24th January, 1910. 588

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

Dame Anna Rivet, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Olivier Secours, hotelkeeper, of the said place, duly authorized à ester en justice, Plaintiff;

vs

Olivier Secours, hotelkeeper, of the city and district of Montreal, Defendant.
A suit for separation as to property has, this day, been instituted by the plaintiff against the defendant.

CODERRE & CODERRE,
Attorneys for plaintiff.
Montréal, 14th February, 1910. 880

Cour Supérieure.—Kamouraska.

No 4413.

Dame Marie Madore, épouse commune en biens de Joseph Labrie, fabricant de fromage, de la paroisse de Saint Bruno, district de Kamouraska, a institué, le 5 février courant, 1910, une action en séparation de biens contre son dit époux.

W. A. POTVIN,

839-4

Procureur de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 16.

Dame Eva Laforme, de la cité et du district de Saint-Hyacinthe, épouse de Joseph Hormisdas Beaudry, ci-devant marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Joseph Hormisdas Beaudry, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 2 février 1910.

LUSSIER, GENDRON & GUIMONT,

Procureurs de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 2 février 1910.

649-5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1695.

Dame Marie Stéphanie Migneron, épouse commune en biens de Wilfrid P. Charron, tailleur, des cité et district de Montréal, dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Wilfrid P. Charron,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée le 2 février 1910.

J. H. DAVID,

Avocat de la demanderesse.

Montréal, 2 février 1910.

667-5

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No 72.

Dame Adela Boucher, de la paroisse de Sainte-Brigide, district d'Iberville, épouse commune en biens de Ernest Lalanne, fromager, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,

Demanderesse ;

vs

Le dit Ernest Lalanne, Défendeur.

Une action en séparation de biens a, ce jour, été instituée par la demanderesse contre son dit époux.

J. S. POULIN,

Avocat de la demanderesse.

Saint-Jean, 10 décembre 1909.

933-3

Province de Québec, }
District de Chicoutimi. } *Cour Supérieure.*
No 3003.

Dame Amédée Tremblay, épouse commune en biens de Augustin Simard, tous deux de Saint-Joseph d'Alma, dûment autorisée, a intenté une action en séparation de biens contre le dit Augustin Simard, ce dixième jour de février 1910.

ELZ. LEVESQUE,

Procureur de la demanderesse.

Chicoutimi, 10 février 1910.

843-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1020.

Dame Lillian Gertrud Horsington, des cité et district de Montréal, dûment autorisée, a pris une action en séparation de biens contre son mari Arthur Atherley, du même lieu.

LEONARD & PATENAUE,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 14 février 1910.

897-3

Superior Court.—Kamouraska.

No 4413.

Dame Marie Madore, wife common as to property of Joseph Labrie, cheesemaker, of the parish of Saint Bruno, has, this 5th day of February instant, 1910, instituted an action for separation as to property against her said husband.

W. A. POTVIN,

840

Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No 16.

Dame Eva Laforme, of the city and district of Saint Hyacinth, wife of Joseph Hormisdas Beaudry, former merchant, of the same place, duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs

The said Joseph Hormidas Beaudry, Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this cause, on the second day of February, 1910.

LUSSIER, GENDRON & GUIMONT,

Attorneys for plaintiff.

Saint Hyacinth, 2nd February 1910.

650

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 1695.

Dame Marie Stéphanie Migneron, wife common as property of Wilfrid P. Charron, tailor, of the city and district of Montreal, duly authorized to ester en justice,

Plaintiff ;

vs

The said Wilfrid P. Charron,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted on the 2nd February, 1910.

J. H. DAVID,

Attorney for plaintiff.

Montréal, 2nd February, 1910.

668

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No 72.

Dame Adela Boucher, of the parish of Sainte Brigid, district of Iberville, wife commune en biens of Ernest Lalanne, of the same place, cheesemaker, duly authorized to ester en justice.

Plaintiff ;

vs

The said Ernest Lalanne,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff.

J. S. POULIN,

Attorney for plaintiff.

Saint John, 10th December, 1909.

934

Province of Quebec, }
District of Chicoutimi. } *Superior Court.*
No 3003.

Dame Amédée Tremblay, wife common as to property of Augustin Simard, both of Saint-Joseph d'Alma, duly authorized, has instituted an action for separation as to property against the said Augustin Simard, this 10th day of February, 1910.

ELZ. LEVESQUE,

Attorney for plaintiff.

Chicoutimi, 10th February, 1910.

844

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 1020.

Dame Lillian Gertrud Horsington, of the city and district of Montreal, duly authorized, has instituted an action for separation as to property against her husband, Arthur Atherley, of the same place.

LEONARD & PATENAUE,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 14th February, 1910.

898

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 629

Dame Clara Tremblay, de la ville de Magog, district de Saint-François, épouse commune en biens de Joseph Francis Vien, marchand, du même lieu, et dûment autorisée par un juge de la cour supérieure siégeant dans et pour le district de Saint-François, à ester en justice aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs

Joseph Francis Vien, de la ville de Magog, district de Saint-François, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le douzième jour de février 1910.

ALF. TOURIGNY,

875-3 Procureur de la demanderesse.

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 847.

Dame Sallie Pascal, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Abraham Schwartz, boucher, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Abraham Schwartz, du même lieu, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, contre le défendeur par la demanderesse.

HORACE GAGNE,

Procureur de la demanderesse.

Montréal, 15 février 1910. 899-3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 480.

Josephine Brien, de Montréal, épouse commune en biens de Alfred Foisy, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Alfred Foisy, menuisier, des cité et district de Montréal, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 30^{ème} jour de novembre 1909.

McAVOY, HANDFIELD & HANDFIELD,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 11 février 1910. 841-3

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No. 119.

Dame Praxède Landry, de la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, épouse de Zéphir Giroux, boucher, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Zéphir Giroux, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 12 février 1910.

A. D. GIRARD,

Procureur de la demanderesse.

Saint-Jean, 15 février 1910. 893.3

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
No 2535.

Dame Marie Louise Carrière, de la ville de Buckingham, du district d'Ottawa, épouse de Philippe Bourgon, hôtelier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs

Le dit Philippe Bourgon, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le premier jour de février mil neuf cent dix.

J. TALBOT,

Procureur de la demanderesse.

Hull, 7 février 1910. 781-4

Province of Quebec, }
District of Saint-Francois. } *Superior Court.*
No 629

Dame Clara Tremblay, of the town of Magog, district of Saint-Francois, wife common as to property of Joseph Francis Vien, of the same place, merchant, and duly authorised by a justice of the superior court, to ester en justice aux fins des presentes,

Plaintiff ;

vs

Joseph Francis Vien, of the town of Magog, district of Saint-Francois, Defendant.
An action for separation of property has been institute in this cause. the twelfth day of February, 1910.

ALF. TOURIGNY,

876 Attorney for the plaintiff.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 847.

Dame Sallie Pascal, wife common as to property of Abraham Schwartz, of Montreal, said district, and duly authorized by this court to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

Abraham Schwartz, of the same place, Defendant.
An action for separation as to property has been, this day, instituted against the defendant by the plaintiff.

HORACE GAGNE,

Attorney for plaintiff.

Montreal, 15th February 1910. 900

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 480.

Josephine Brien, of Montreal, wife common as to property of Alfred Foisy, duly authorized "à ester en justice",
Plaintiff ;

vs

Alfred Foisy, joiner, of the city and district of Montreal, Defendant.
As action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 30th day of November, 1909.

McAVOY, HANDFIELD & HANDFIELD,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 11th February, 1910. 842

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 119.

Dame Praxède Landry, of the town of Saint Johns, district of Iberville, wife of Zéphir Giroux, butcher, of the same place, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Zéphir Giroux, Defendant.
An action en separation de biens has been instituted in this cause, on the 12th February, 1910.

A. D. GIRARD,

Attorney for plaintiff.

Saint Johns, 15th February, 1910. 894

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
No. 2535

Dame Marie Louise Carrière, of the town of Buckingham, district of Ottawa, wife of Philippe Bourgon, hotel-keeper, of the same place, duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs

The said Philippe Bourgon, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the first day of February, 1910.

J. TALBOT,

Attorney for plaintiff.

Hull, 7th February, 1910. 782

Avis public est par le présent donné que la société limitée faisant ci-devant affaires sous le nom de "The Robert W. Hogg Company", comme marchands de fournitures de bureau de toute sorte, et qui consiste de Robert W. Hogg, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, comme associé général, et Francis William White, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, comme associé spécial, a été dissoute ce jour de consentement mutuel.

ROBERT W. HOGG,
F. W. WHITE.

18 février 1910.

979.2

Le 16e jour de mars 1910, à Montréal, "The Canadian, American and National Express Companies" vendront les effets non réclamés en leur possession depuis avant le 1er mars 1909, dans leurs divisions respectives, comme suit :

Canadian Express Co., Division Centrale et Est.

American Express Co., Division de Québec et Ontario.

National Express Co., Division de Québec.

Pour plus de détails, voir la liste imprimée.

J. BRYCE, vice-président et gérant, Canadian Express Company.

H. S. JULIER, vice-président et gérant général, American Express Company.

T. N. SMITH, gérant-général, National Express Company.

Québec, 3 février 1910.

665-5

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*

In re Oscar Loisel, Montréal, Failli.

Un premier et dernier dividende a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 21 mars 1910.

Toute contestation devra être déposée entre nos mains avant la date sus-mentionnée.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs conjoints.

Bureau de Vinet & Dufresne,

180, rue Saint-Jacques.

Montréal, 5 mars 1910.

1185

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

In re J. A. Hamel, marchand de meubles, Victoriaville, Insolvable.

Avis est par le présent donné que, par ordonnance de la cour, ce jour, j'ai été nommé curateur aux biens du dit J. A. Hamel.

Les réclamations assermentées doivent être produites entre mes mains dans un délai de 30 jours.

J. N. POIRIER,
Curateur.

Victoriaville, 28 février 1910.

1169

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Louis Dassylva, marchand, Trois-Rivières, Insolvable.

Avis est donné par la présente que le dit débiteur a fait, le 26e jour de février 1910, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de cette cour.

V. LAMARRE,
Pro-gardien provisoire.

Bureau : 408, Edifice "Power".

Montréal, 1er mars 1910.

1161

Public notice is hereby given that the limited partnership heretofore carried on under the name of "The Robert W. Hogg Company", as traders in office supplies and furniture of all kinds, and which consisted of Robert W. Hogg, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, as general partner, and Francis William White, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, as special partner, has been, this day, dissolved by mutual consent.

ROBERT W. HOGG,
F. W. WHITE.

18th February 1910.

980

On 16th March, 1910 at Montreal, the Canadian, American and National Express Companies will sell unclaimed shipments which have been on hand since previous to 1st March, 1909, in their respective divisions, as below :

Canadian Express Co., Central and Eastern Division.

American Express Co., Quebec and Ontario Division.

National Express Co., Quebec Division.

See printed list for further particulars.

J. BRYCE, vice president and manager, Canadian Express Company.

H. S. JULIER, vice president and general manager, American Express Company.

T. N. Smith, general manager, National Express Company.

Quebec, 3rd February, 1910.

666

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*

In re Oscar Loisel, Montreal, Insolvent.

A first and final dividend has been prepared and will be payable at our office, on or after 21st March, 1910.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Joint curators.

Office of Vinet & Dufresne,

180, Saint James street.

Montreal, 5th March, 1910.

1186

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*

In re J. A. Hamel, furniture merchant, Victoriaville, Insolvent.

Notice is hereby given that, in order of the court, this day, I have been appointed curator to the property of the said J. A. Hamel.

Sworn claims must be filed with me within 30 days from this date.

J. N. POIRIER,
Curator.

Victoriaville, 28th February, 1910.

1170

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

In the matter of Louis Dassylva, merchant, of Three Rivers, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, the 26th day of February, 1910, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, in the office of the protonotary of this court.

V. LAMARRE,
Pro-protvisional guardian.

Office : 408, "Power" Building.

Montreal, 1st March, 1910.

1162

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District des Trois-Rivières. }
 Dans l'affaire de Hermoyle Trudel, voiturier, de la
 paroisse de Saint-Narcisse, dit district,

Failli.

Avis est par les présentes donné que, le vingt-cinquième jour de février 1910, le soussigné a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit failli, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, devront être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

S. DUGAL,
Curateur.

Bureau : 136, Notre-Dame, Trois-Rivières.
 Trois-Rivières, 28 février 1910. 1171

Saint-Hyacinthe, P. Q.

Avis est par les présentes donné que le soussigné a été nommé curateur dans l'affaire de Louis Lussier, fromager, de Saint-Valérien, district de Bedford, P. Q.

Les créanciers du dit insolvable sont priés de produire leurs réclamations, sous serment, dans un délai de trente jours.

J. N. CABANA,
Curateur.

173½, Boulevard Girouard.
 Saint-Hyacinthe, 25 février 1910. 1209

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Montréal. }

Dans l'affaire de Joseph A. Desautels, Montréal, Qué., Absent et failli.

Avis est par le présent donné que, par jugement de la cour supérieure du district de Montréal, rendu le 25^e jour de février 1910, j'ai été nommé gardien provisoire des biens du susdit absent et failli.

JOSEPH DESAUTELS,
Gardien provisoire.

14, Place Phillips, Montréal
 Montréal, 2 mars 1910. 1223

Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Montréal. }
 No 56.

In re Ernest Gourdeau et Ernest Daoust, Gourdeau & Daoust.

Avis est donné que, le 1^{er} mars 1910, les sus-nommés ont déposé leur bilan au greffe de la cour supérieure du dit district, tel que pourvu par la loi.

P. H. DUFRESNE,
Gardien provisoire.

Vinet & Dufresne,
180, rue Saint Jacques. 1227

EN VERTU DE L'ACTE DES LIQUIDATIONS.

Canada, }
 Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
 District de Montréal. }

In re The Saint Lawrence Tobacco Co., Ltd.,
 En liquidation.

Avis est donné que, le 24^e jour de février 1910, par ordre de la cour, j'ai été nommé liquidateur de la susdite compagnie en liquidation.

Les réclamations doivent être produites à mon bureau sous un mois de cette date.

A. TURCOTTE,
Liquidateur.

Bureau de Kent & Turcotte,
 97, rue Saint-Jacques.
 Montréal, 24 février 1910. 1125

Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Three Rivers. }

In the matter of Hermoyle Trudel, carrier, of the parish of Saint Narcisse, said district, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the twenty fifth day of February, 1910, the undersigned was appointed by an order of the court, curator to the property of the said insolvent, who has made an abandonment of same for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

S. DUGAL,
Curator.

Office : 136, Notre Dame, Three Rivers.
 Three Rivers, 28th February, 1910. 1172

Saint Hyacinth, P. Q.

Notice is hereby given that the undersigned has been appointed curator in the matter of Louis Lussier, cheese manufacturer, of Saint Valérien, district of Bedford, P. Q.

Creditors of the said insolvent are required to file their claims, under oath, within thirty days.

J. N. CABANA,
Curator.

173½, Boulevard Girouard.
 Saint Hyacinth, 25th February, 1910. 1210

Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Montreal. }

In the matter of Joseph A. Desautels, Montreal, Que., Absentee and insolvent.

Notice is hereby given that, by a judgment of the superior court of the district of Montreal, rendered on the 25th day of February, 1910, I have been appointed provisional guardian to the property belonging to the above named insolvent and absentee.

JOSEPH DESAUTELS,
Provisional guardian.

14, Phillips Place, Montreal.
 Montreal, 2nd March, 1910. 1224

Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Montreal. }
 No. 56.

In re Ernest Gourdeau and Ernest Daoust, Gourdeau & Daoust.

Notice is hereby given that, on the 1st March, 1910, the above named have made an abandonment of their estate at the office of the prothonotary for said district, as provided by law.

P. H. DUFRESNE,
Provisional guardian.

Vinet & Dufresne,
180, Saint James street. 1228

UNDER THE WINDING UP ACT.

Canada, }
 Province of Quebec, } *Superior Court.*
 District of Montreal. }

In re The Saint Lawrence Tobacco Co., Ltd.,
 In liquidation.

Notice is hereby given that on the 24th day of February, 1910, by order of the court, I was appointed liquidator to the above named company in liquidation.

Claims must be filed at my office within one month.

A. TURCOTTE,
Liquidator.

Office of Kent & Turcotte,
 97, Saint James, street,
 Montreal, 24th February, 1910. 1126

Province de Québec, }
District d'Ottawa. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de A. Gauthier & Cie., Labelle, P. Q.,
Insolvables.

Avis est donné par les présentes que le 1er mars 1910, par ordonnance de la cour, j'ai été nommé gardien provisoire aux biens de la dite faillite.

VINCENT LAMARRE,
Gardien provisoire.

Bureau : 408, Edifice "Power".
Montréal, 1er mars 1910. 1159

Province de Québec, }
District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No. 64.

Dans l'affaire de Zéphir Giroux, boucher, Saint-Jean. Failli.

Avis est donné que, le 24 février 1910, le sous-signé a été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit Zéphir Giroux, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

C. H. BEAUCHEMIN,
Curateur.

No 7, rue Saint-Jacques, Saint-Jean, P. Q.
Saint-Jean, 25 février 1910. 1145

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de E. A. Gerth, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 22^e jour de mars 1910, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

WILKS & BURNETT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett.
Montréal, 15 mars 1910. 1179

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Israël Rosner, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que, le 1er jour de mars 1910, nous avons été nommés curateurs des biens du dit failli.

Toutes personnes ayant des réclamations contre le dit failli sont requises de les produire, dûment attestées sous serment, sous 30 jours de cette date.

WILKS & BURNETT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett,
205, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 1er mars 1910. 1177

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
In re Joseph Caisse, Failli.
Avis est par les présentes donné que le dit Joseph Caisse a produit au greffe de cette cour, une cession de ses biens.

J. CAISSE,
Failli.
Montréal 1er mars 1910. 1187

Province of Quebec, }
District of Ottawa. } *Superior Court.*
In the matter of A. Gauthier & Cie., Labelle, P. Q.,
Insolvents.

Notice is hereby given that, on the 1st day of March, 1910, by order of this court, I have been appointed provisional guardian to this estate.

VINCENT LAMARRE,
Provisional guardian.

Office : 408, "Power" Building.
Montreal, 1st March, 1910. 1160

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 64.

In the matter of Zéphir Giroux, butcher, Saint-Johns, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 24th February, 1910, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the property of the said Zéphir Giroux, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days from this notice.

C. H. BEAUCHEMIN,
Curator.

No. 7, Saint James street, Saint John's, P. Q.
Saint John's, 25th February, 1910. 1146

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
In the matter of E. A. Gerth, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until 22nd March, 1910, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

WILKS & BURNETT,
Joint curators.

Office of Wilks & Burnett.
Montreal, 15th March, 1910. 1180

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Israel Rosner, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 1st of March, 1910, we were appointed joint curators to the estate of the said insolvent.

All parties having claims against the said insolvent are requested to file same, duly attested under oath, within 30 days from this date.

WILKS & BURNETT,
Joint curators.

Office of Wilks & Burnett,
205, Saint James street, Montreal.
Montreal, 1st March, 1910. 1178

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In re Joseph Caisse, Insolvent.
Notice is hereby given that the said Joseph Caisse has filed in the record office of this court, an abandonment of his property.

J. CAISSE,
Insolvent.
Montreal, 1st March, 1910. 1188

Ordres de Cour

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 4.

Le deuxième jour de mars 1910.

Présent : Le protonotaire.

Dame Onésime Godard, de la ville de Saint-Ours, dans le district de Richelieu, veuve de François Xavier Proulx, en son vivant du même lieu,

Demanderesse ;

vs

George Allan Morison, de Ogema, dans l'état du Minnesota, dans la République Américaine, en sa qualité d'héritier bénéficiaire de Lewis Francis Morison, en son vivant avocat, des cité et district de Saint Hyacinthe, Défendeur ;

et

La Banque de Saint-Hyacinthe, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en les cité et district de Saint-Hyacinthe, en liquidation, agissant aux présentes, par L. Fabien Philie, gérant de banque, de la cité et du district de Saint-Hyacinthe, dûment nommé liquidateur à la dite banque de Saint-Hyacinthe, par ordonnance de la cour supérieure du district de Saint-Hyacinthe, en date du 28 décembre 1909, et al.

Opposants.

Il est ordonné aux créanciers du défendeur de produire leurs réclamations contre eux au bureau du protonotaire de cette cour, dans la cité de Saint-Hyacinthe, sous quinze jours de la date de la première insertion du présent ordre dans la "Gazette Officielle."

ROY & BEAUREGARD,

P. C. S.

Lussier, Gendron & Guimont,
Procureurs de la demanderesse. 1195

Canada, }
Province de Québec, } *Cour Supérieure.*
District de Saint-François. }
No. 589.

Le vingt-troisième jour de février 1910.

Présent : Sa Seigneurie M. le juge Hutchison. Allen P. Blue, du canton d'Ascot, dans le district de Saint-François, comptable, Demandeur ;

vs

Les héritiers de feu Charles L. Ramsdell, en son vivant du canton de Hatley, dans le dit district, Défendeurs ;

et

John O. Duncan, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, marchand,

Opposant.

Il est ordonné aux créanciers des dits défendeurs de produire leurs réclamations contre eux, dans le bureau du protonotaire de cette cour, dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, sous 15 jours de la date de la première insertion du présent ordre, dans la "Gazette Officielle de Québec," conformément aux articles 673 et 674 du code de procédure civile,

GENEST & BRODERICK,

1057.2 P. C. S.

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour de Circuit. —*
No 776. *Stanstead Plain.*

Le dix-huitième jour de février mil neuf cent dix.

Au Terme. Présent : Hon. M. Hutchinson, J. C. S. A. Gerin et al., Demandeurs ;

vs

Euclide Belisle, Défendeur ;

et

Louis Masse, Opposant ;

et

Le dit Louis Masse, Opposant pour paiement ;
Requérant.

Vu la requête du requérant, accorde la dite requête.

Orders of the Court

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 4.

The second day of March, 1910.

Present : The prothonotary.

Dame Onésime Godard, of the town of Saint Ours, widow of F. X. Proulx, in his lifetime of the same place, Plaintiff ;

vs

George Allan Morison, of Ogema, state of Minnesota, American Republic, in his quality of beneficiary heir of Lewis Francis Morison, in his lifetime advocate, of the city and district of Saint Hyacinth, Defendant ;

and

La Banque de Saint-Hyacinthe, a body politic and corporate, having its principal place of business, in the city and district of Saint Hyacinth, in liquidation, acting in the presents by L. Fabien Philie, bank-manager, of the city and district of Saint Hyacinth, duly appointed as liquidator to the said banque de Saint Hyacinthe, by order of the superior court, for the district of Saint Hyacinth, dated 28th December, 1909, et al,

Opposants.

It is ordered that the creditors of the defendant to file their claims against them, in the office of the prothonotary of this court, in the city of Saint Hyacinth, within fifteen days from the date of the first insertion in the "Official Gazette" of the present order.

ROY & BEAUREGARD,

P. S. C.

Lussier, Gendron & Guimont,
Attorneys of the plaintiff. 1196

Canada, }
Province of Quebec, } *Superior Court.*
District of Saint Francis. }
No. 589.

The twenty third day of February, 1910.

Present : His Lordship Mr. Justice Hutchison. Allen P. Blue, of the township of Ascot, in the district of Saint Francis, accountant, Plaintiff ;

vs

The heirs of the late Charles L. Ramsdell, in his lifetime of the township of Hatley, in said district, Defendants ;

and

John O. Duncan, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, merchant,

Opposant.

It is ordered that the creditors of the said defendants do file their claims against them, in the office of the prothonotary of this court, at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, within 15 days from the date of the first insertion of the present order, in the "Quebec Official Gazette," in conformity with articles 673 and 674 of the code of civil procedure.

GENEST & BRODERICK,

1058 P. S. C.

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Circuit Court. —*
No. 776. *Stanstead Plain.*

The eighteen day of February, one thousand nine hundred and ten.

In term. Present : Hon. M. Hutchinson, J. S. C. A. Gerin et al., Plaintiffs ;

vs

Euclide Belisle, Defendant ;

and

Louis Masse, Opposant ;

and

Said Louis Masse, Opposant for payment,
Petitioner.

Seeing the petition of the petitioner, doth grant said petition.

En conséquence les créanciers du failli défendeur sont requis de produire leur réclamations, dûment certifiées, contre lui, entre les mains du sous-signé, greffier de la dite cour, à Stanstead Plain, sous quinze (15) jours de la première insertion de cet avis, dans la "Gazette Officielle de Québec".

(Signé) M. HUTCHINSON, J. C. S.

Vraie copie.

A. N. Thompson,

Greffier de la dite cour.

ST. PIERRE & VERRET,

1067-2

Procureurs de l'opposant requérant.

Therefore the creditors of the insolvent defendant must produce and file their claims, duly verified, against him, with the undersigned clerk of said court, at Stanstead Plain, within fifteen (15) days from the date of the first insertion of this notice in the "Quebec Official Gazette".

(Signed) M. HUTCHINSON, J. C. S.

A true copy.

A. N. Thompson,

Clerk of said court.

ST. PIERRE & VERRET,

1068

Attorneys for opposant petitioner.

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Richelieu.

Arthabaska, à savoir : } **CYPRIEN S A L V A S**,
No 5102 } Demandeur; contre
CHRISTOPHE WARD, Défendeur.

La moitié sud-est du lot numéro quarante-un (41), des plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Grantham, comté de Drummond—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Majorique de Grantham, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain 1910, à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif,

Arthabaska, 2 mars 1910.

[Première publication, 5 mars 1910].

Shérif.

1237

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Richelieu.

Arthabaska, to wit : } **CYPRIEN S A L V A S**,
No. 5102. } Plaintiff; against
CHRISTOPHE WARD, Defendant.

The south east half of lot number forty one (41), of official plan and book of reference for the township of Grantham, county of Drummond—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Majorique de Grantham, on the SIXTH day of APRIL next, 1910, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office,

Arthabaska, 2nd March, 1910.

[First published, 5th March, 1910.]

Sheriff.

1238

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } **JEAN CARDINAL**, Deman-
No 150. } deur, saisi; contre **JOSEPH GAGNON**, Défendeur, saisissant.

Les lots numéros six et sept (6 et 7), du cadastre officiel pour le sixième rang du canton de Metgermette-Nord, comté de Beauce—circonstances et dépendances; sauf et excepté la coupe de bois sur ces deux lots, vendus à "La Chaudière Lumber Co."

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Zacharie, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain (1910), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif,

Saint-Joseph, Beauce, 28 février 1910.

[Première publication, 5 mars 1910.]

Shérif.

1151

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **JEAN CARDINAL**, Plaintiff,
No. 150. } seized; against **JOSEPH GAGNON**, Defendant, party seizing.

Lots numbers six and seven (6 and 7), of the official cadastre for the sixth range of the township of North Metgermette, county of Beauce—circumstances and dependencies; save and except the cut of wood on the said two lots, sold to The Chaudière Lumber Co.

To be sold at the church door of the parish of Saint Zacharie, on the FIFTH day of APRIL next, 1910, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's office,

Saint Joseph, Beauce, 28th February, 1910.

[First published, 5th March, 1910.]

Sheriff.

1152

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce à savoir : } **JOSEPH GAGNON**, Deman-
No 1133. } deur; contre **CELESTIN CARDINAL**, Défendeur.

1° Le lot numéro quatre (4), du cadastre officiel pour le cinquième rang du canton de Metgermette Nord, comté de Beauce—circonstance et dépendances. Sujet à la réserve de la coupe de bois vendue à la "Beauce Pulp & Lumber Co."

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } **JOSEPH GAGNON**, Plaintiff;
No. 1133. } against **CELESTIN CARDINAL**, Defendant.

1. Lot number four (4), of the official cadastre for the fifth range of the township of North Metgermette, county of Beauce—circumstances and dependencies. Subject to the reservation of the cut of wood sold to the Beauce Pulp and Lumber Co.

2° Le lot numéro onze (11), du cadastre officiel pour le cinquième rang du canton de Metgermette Nord, comté de Beauce, circonstances et dépendances. Sujet à la réserve de la coupe de bois vendue à B. C. Howard & Co.

3° Les droits et prétentions du défendeur sur les lots numéros cinq, six, sept et quatorze (5, 6, 7, 14), du cadastre officiel pour le cinquième rang du canton de Metgermette Nord, comté de Beauce—circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Zacharie, le CINQUIÈME jour d'AVRIL prochain 1910, à ONZE heures ET DEMIE de l'avant-midi.

JOS. POIRIER.

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 28 février 1910. 1149
[Première publication, 5 mars, 1910.]

MANDAT DU CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } JACOB MCKENZIE, failli, et
No 389. } H. RAOUL CARREAU, curateur.

Un terrain ou emplacement faisant partie du lot numéro treize A (13A), du cadastre officiel du comté de Beauce, pour la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, dans le sixième rang du canton de Broughton, contenant 50 pieds de largeur par 98 de profondeur; borné en avant vers le nord-est par la rue Saint-Jacques, en arrière vers le sud-ouest par L. Blouin, et de l'autre côté vers le sud-est par Aurèle Poirier et Joseph Perron—avec les bâtisses y érigées; sujet à la réserve de mines et de tous droits de mines à qui de droit, et à une rente annuelle et foncière de \$7.00 payable le premier novembre de chaque année à Auguste Dodier ou représentants.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus, le QUINZIÈME jour de MARS prochain 1910, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER.

Bureau du shérif. Shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 7 février 1910. 741-2
[Première publication, 12 février 1910.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Beauharnois.

Province de Québec, } HENRI LOISELLE,
District de Beauharnois. } Demandeur : vs.
No 2385. } JOACHIM SAUCISSE
ET AL., Défendeurs.

Comme appartenant à André Saucisse, l'un des défendeurs :

Un emplacement situé dans le comté de Château-guay, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Malachie d'Orms-town, sous le numéro quinze (15), de la subdivision du numéro soixante et dix-huit (78)—avec les bâtisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Sainte-Malachie d'Orms-town, LUNDI, le QUATORZIÈME jour de MARS prochain, à midi.

PHILEMON LABERGE.

Bureau du shérif. Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 10 février 1910. 753.2
[Première publication, 12 février 1910.]

2. Lot number eleven (11), of the official cadastre for the fifth range of the township of North Metgermette, county of Beauce—circumstances and dependencies. Subject to the reservation of the cut of wood sold to B. C. Howard & Co.

3. The rights and pretensions of the defendant on lots numbers five, six, seven and fourteen (5, 6, 7, 14), of the official cadastre for the fifth range of the township of North Metgermette, county of Beauce—circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Zacharie, on the FIFTH day of APRIL next, 1910, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER.

Sheriff's office. Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 28th February, 1910.
[First published, 5th March, 1910.] 1150

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } JACOB MCKENZIE, insolv-
No. 389. } ent, and H. RAOUL CAR-
REAU, curator.

A lot of land or emplacement forming part of lot number thirteen A (13 A), of the official township of the county of Beauce, for the parish of Sacré-Cœur de Jésus, in the sixth range of the cadastre of Broughton, containing 50 feet in width by 98 in depth; bounded in front towards the north-east by Saint James street, in the rear towards the south west by L. Blouin, and on the other side towards the south east by Aurèle Poirier and Joseph Perron—with the buildings thereon erected; subject to the reserve of mines and all mining rights to whom it may concern, and to an annual ground rent of \$7.00, payable on the first of November of every year to Auguste Dodier or representatives.

To be sold at the church door of the parish of Sacré Cœur de Jésus, on the FIFTEENTH day of MARCH next, 1910, at TEN o'clock in the forenoon.

JOS. POIRIER.

Sheriff's office. Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, 7th February, 1910. 742
[First published, 12th February, 1910.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.—District of Beauharnois.

Province of Québec, } HENRI LOISELLE,
District of Beauharnois. } Plaintiff; vs JOA-
No. 2385. } CHIM SAUCISSE ET AL,
Defendants :

As belonging to André Saucisse, one of the defendants.

An emplacement situate in the county of Chateauguay, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Malachie d'Orms-town, under number fifteen (15), of the subdivision of number seventy-eight (78)—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Sainte Malachie d'Orms-town, on MONDAY, the FOURTEENTH day of MARCH next, at noon.

PHILEMON LABERGE.

Sheriff's Office. Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 10th February, 1910. 754
[First published, 12th February, 1900.]

Ventes par le Shérif—Bedford

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Bedford.

Province de Québec, } **LA CORPORATION DU**
District de Bedford. } **LE SEMINAIRE DE**
No 8286. } **SAINT-HYACINTHE**
D'YAMASKA, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Saint-Hyacinthe, Demanderesse ; contre les meubles et immeubles de **ORIGENE LAFRAMBOISE**, ci-devant du canton de Ely, dans le district de Bedford, mais maintenant de Hope, dans l'état de Rhode Island, un des états-unis d'Amérique, Défendeur.

Ce morceau de terre situé dans le canton de Ely, comté de Shefford et district de Bedford, formant partie du lot numéro 16, dans le 4e rang, arpentage primitif du dit canton de Ely, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton comme lots numéros trois cent soixante et dix-sept (377) et trois cent soixante et dix-huit (378), contenant cent trente-huit acres, plus ou moins—avec toutes les améliorations.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joseph d'Ely, dans le dit canton d'Ely, le SEIZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif. Shérif.
Sweetsburg, 28 février 1910. 1173
[Première publication, 5 mars 1910.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Province of Quebec, } **THE CORPORATION OF**
District of Bedford. } **THE SEMINARY OF**
No. 8286. } **SAINT-HYACINTHE**
D'YAMASKA, a body corporate and politic, and having its office and principal place of business in the city and district of Saint-Hyacinth, Plaintiff; against the goods and lands of **ORIGENE LAFRAMBOISE**, heretofore of the township of Ely, in the district of Bedford, but now of Hope, in the state of Rhode Island, one of the united states of America, Defendant.

That certain piece of land situated in the township of Ely, county of Shefford and district of Bedford, forming part of lot number 16, in the 4th range of the primitive survey of the said township of Ely, and now known on the official plan and book of reference of the said township as lots numbers three hundred and seventy seven (377) and three hundred and seventy eight (378), containing one hundred and thirty eight acres, more or less—with all improvements thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joseph d'Ely, in the said township of Ely, on the SIXTEENTH day of APRIL next, at the hour of ELEVEN of the clock in the forenoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office. Sheriff.
Sweetsburg, 28th February, 1910. 1174
[First published, 5th March, 1910.]

Ventes par le Shérif—Chicoutimi

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } **ALFRED GODBOUT,**
No 2875. } Demandeur ; **JOSEPH**
TREMBLAY, Défendeur.

1° Le lot connu et désigné au cadastre officiel du canton Simard, sous le numéro 22 A, du premier rang, canton Simard, contenant une superficie d'environ cinquante acres.

2° Les deux arpents sud-est en largeur du lot connu et désigné au cadastre officiel du canton Simard, sous le numéro vingt-deux du deuxième rang du même canton, lesquels deux arpents sont bornés au sud-ouest par le dit lot numéro vingt-deux A, du premier rang, vers le nord-ouest par les terrains de Stanly Tremblay, vers le nord-est par les terrain du troisième rang, et vers le sud-est par le terrain de Napoléon Déchène—avec bâtisses et dépendances, contenant environ cinquante acres.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Anne, le DIX-SEPTIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 8 février 1910. 801-2
[Première publication, 12 février 1910.]

Sheriff's Sales—Chicoutimi

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS.

Superior Court.—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } **ALFRED GODBOUT,**
No. 2875. } Plaintiff ; **JOSEPH**
TREMBLAY, Defendant.

1. The lot known and designated on the official cadastre of the township Simard, under number 22A, of the first range, township Simard, containing a superficies of about fifty acres.

2. The two south east arpents in width of the lot known and designated on the official cadastre of the township Simard, under number twenty two, of the second range of the same township, which two arpents are bounded on the south west by the said lot number twenty two A, of the first range, on the north west by the lands of Stanly Tremblay, on the north east by the land of the third range, and on the south east by the land of Napoléon Déchène—with buildings and dependences, containing about fifty acres.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Anne, on the SEVENTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Sheriff.
Chicoutimi, 8th February, 1910. 802
[First published, 12th February, 1910.]

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } **DAVID WARREN**, mé-
No 2980. } decin, Demandeur ; vs
ERNEST BILODEAU, Défendeur.

Les lots numéros cinq et six, de la dernière redi-
vision du lot 424, au cadastre officiel de la ville de
Chicoutimi, et le lot No sept, de la dernière redi-
vision du lot 350, au même cadastre, avec dépendan-
ces.

Pour être vendus à mon bureau, le SEIZIEME
jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-
midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 8 février 1910. 799-2
[Première publication, 12 février 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—Chicoutimi.

Chicoutimi, à savoir : } **THE INTERNATIONAL**
No 10978. } **HARVESTER CO. OF**
AMERICA, contre **J. GEORGES HEBERT**,
d'Hébertville.

Les lots connus et désignés aux plan et livre de
renvoi officiels du cadastre du village d'Hébertville,
sous les numéros cent quatre-vingt-neuf, cent
quatre-vingt-dix, cent quatre-vingt-onze, cent
quatre-vingt-douze, cent quatre-vingt-treize, cent
quatre-vingt-quatorze, deux cent trente jusqu'à
deux cent trente-sept, inclusivement, deux cent
soixante-douze jusqu'à deux cent soixante-quinze,
inclusivement, et la partie sud des lots 319, 320,
321, comprise entre le chemin Kenogami au nord et
le trait-carré des dits lots ; aussi les numéros 254,
255, 304, 305 et 306, du cadastre du village d'Hébert-
ville.

Pour être vendus à la porte de l'église de la pa-
roisse d'Hébertville, le QUATORZIEME jour de
MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

EDM. SAVARD,

Bureau du shérif, Shérif.
Chicoutimi, 8 février 1910. 795.2
[Première publication, 12 février 1910.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et **HERITAGES** sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **DEMOISELLE ETHEL**
No 3050. } **M. FORTIN**, fille ma-
jeure et usant de ses droits, commerçante, de la
paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, dans le dis-
trict d'Iberville, Demanderesse ; contre les terres et
tenements de **JULES GIRARD**, du même lieu,
Défendeur.

La moitié indivise d'un lot de terre sis et situé
au côté nord de la rue Saint-Bernard, au village de
la paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, dans le
district d'Iberville, connu et désigné sous le numéro
cent vingt (No 120), des plan et livre de renvoi
officiels de la dite paroisse de Saint-Bernard—avec
la moitié indivise des bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale
de la dite paroisse de Saint-Bernard de Lacolle, le
CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE
heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 3 mars 1910. 1201
[Première publication, 5 mars 1910.]

FIERI FACIAS.

Superior Court.—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } **DAVID WARREN**, phy-
No. 2980. } sician, Plaintiff ; vs
ERNEST BILODEAU, Defendant.

Lots numbers five and six, of the last redi-
vision of lot 424, on the official cadastre of the town of
Chicoutimi, and lot No. seven, of the last redi-
vision of lot 350, on the same cadastre—with depend-
encies.

To be sold at my office, on the SIXTEENTH
day of MARCH next, at TEN o'clock in the fore-
noon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's office, Shérif.
Chicoutimi 8th February, 1910. 800
[First published, 12th February, 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—Chicoutimi.

Chicoutimi, to wit : } **THE INTERNATIONAL**
No. 10978. } **HARVESTER CO. OF**
AMERICA, against **J. GEORGES HEBERT**, of
Hébertville.

The lots known and designated on the official
plan and book of reference of the cadastre of the
village of Hébertville, under numbers one hundred
and eighty nine, one hundred and ninety, one hun-
dred and ninety one, one hundred and ninety two,
one hundred and ninety three, one hundred and
ninety four, two hundred and thirty to two hundred
and thirty seven, inclusively, two hundred and se-
venty two to two hundred and seventy five, inclusi-
vely, and the south part of lots 319, 320, 321, com-
prised between the Kenogami road to the north
and the division line of the said lots ; also numbers
254, 255, 304, 305 and 306, of the cadastre of the
village of Hébertville.

To be sold at the church door of the parish of
Hébertville, on the FOURTEENTH day of MARCH
next, at TEN o'clock in the forenoon.

EDM. SAVARD,

Sheriff's Office, Shérif.
Chicoutimi, 8th February, 1910. 796
[First published, 12th February, 1910.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned **LANDS** and **TENEMENTS**
have been seized, and will be sold at the respective
times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Iberville.

Saint Johns, to wit : } **MISS ETHEL M. FOR-**
No. 3050. } **TIN**, spinster, trader,
of the parish of Saint Bernard de Lacolle, in the
district of Iberville, Plaintiff ; against the lands and
tenements of **JULES GIRARD**, of the same place,
Defendant.

The undivided half of a lot of land lying and
situate on the north side of Saint Bernard street,
at the village of the parish of Saint Bernard de
Lacolle, in the district of Iberville, known and
designated under the number one hundred and
twenty (No. 120), on the official plan and book of
reference of the said parish of Saint Bernard—with
the undivided half of the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the said
parish of Saint Bernard de Lacolle, on the FIFTH
day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in
the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's office, Shérif.
Saint Johns, 3rd March, 1910. 1202
[First published, 5th March, 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit pour le district d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir : } **A** LBAN FOISY, com-
No 3293. } mercant de la ville de

Saint-Jean, dans le district d'Iberville, Deman-
deur ; contre les terres et tènements de EUGENE
COTÉ, du même lieu, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé au côté est de la
rue Saint-Jean, en la ville de Saint-Jean, dans le
district d'Iberville, connu comme étant le lot nu-
méro cent trente-sept (137), de la subdivision offi-
cielle du lot numéro quatre cent trente et un, des
plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de
Saint-Jean, de la contenance de 36 pieds de largeur
par 98 pieds de profondeur.

2° Un autre lot de terre sis et situé au même
lieu, connu comme étant le lot numéro cent trente-
huit (No 139), de la dite subdivision du dit lot
No. 431, des dits plan et livre de renvoi, et de la
même dimension.

3° Un autre lot de terre sis et situé au même lieu,
connu comme étant le lot numéro cent trente-neuf
(No 139), de la dite subdivision du dit lot No 431,
des dits plan et livre de renvoi, et de la même di-
mension.

4° Un autre lot de terre sis et situé à l'angle
nord-est des rues Saint-Jean et Saint-Louis, en la
dite ville de Saint-Jean, connu comme étant le lot
numéro cent quarante (No 140), de la dite subdivi-
sion du dit lot No 431, des dits plan et livre de ren-
voi, et de la même dimension.

Pour être vendus au bureau du shérif, dans le
palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le
QUINZIÈME jour du mois de MARS prochain, à
ONZE heures de l'avant-midi.

E. WALTER MAYRAND,

Bureau du shérif, Député Shérif.
Saint-Jean, 8 février, 1910. 747-2
[Première publication, 12 février 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court for the district of Iberville.

Saint Johns, to wit : } **A** LBAN FOISY, trader,
No. 3293. } of the town of Saint

Johns, in the district of Iberville Plaintiff ; against
the lands and tenements of EUGENE COTÉ, of
the same place, Defendant.

1. A lot of land lying and situate on the east side
of Saint John street, in the town of Saint Johns,
in the district of Iberville, known as being the lot
number one hundred and thirty-seven (137), of the
official subdivision of the lot number four hundred
and thirty-one, of the official plan and book of refer-
ence of the said town of Saint Johns, containing
36 feet in width by 98 feet in depth.

2. Another lot of land situate and lying at the
same place, known as being the lot number one
hundred and thirty-eight (No. 138), of the said
subdivision of the said lot No. 431, of the said plan
and book of reference, and of the same dimension.

3. Another lot of land lying and situate at the
same place, known as being the lot number one
hundred and thirty-nine (No. 139), of the said
subdivision of the said lot No. 431, of the said plan
and book of reference, and of the same dimension.

4. Another lot of land lying and situate at the
north-east corner of Saint John and Saint Louis
streets, in the said town of Saint Johns, known as
being the lot number one hundred and forty (No.
140), of the said subdivision of the said lot No. 431,
of the said plan and book of reference, and of the
same dimension.

To be sold at the sheriff's office, in the court
house, in the said town of Saint Johns, on the
FIFTEENTH day of the month of MARCH next,
at ELEVEN of the clock in the forenoon.

E. WALTER MAYRAND.

Sheriff's office, Deputy Sheriff.
Saint Johns, 8th February, 1910. 748
[First published, 12th February, 1910.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montreal.

Montmagny, à savoir : } **R.** C. MILLER, de
No 23846. } Montréal, y faisant

affaires sous le nom de "R. C. Miller Oil & Supply
Co.", Demandeur ; contre J. C. CHARTIER, de
Saint-Gervais, Défendeur.

Un terrain de la contenance de quarante-six pieds
et demi de front sur quatre-vingt-huit pieds de pro-
fondeur ; borné comme suit : au nord et au nord-
est au vendeur, J. B. Guay, au sud au chemin Royal,
au sud-ouest à Célestin Girard, le tout faisant partie
du lot numéro deux cent quatre-vingt-cinq (285),
du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Gervais,
dans le comté de Bellechasse—avec les bâtisses des-
sus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-
roisse de Saint Gervais, le SIXIÈME jour d'AVRIL
prochain, 1910, à ONZE heures du matin.

GEO. ROY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Montmagny, 1er mars 1910. 1183
[Première publication, 5 mars 1910]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montmagny, to wit : } **R.** C. MILLER, of Mon-
No. 23846 } treal, and there doing

business under the name of "R. C. Miller Oil &
Supply Co.", Plaintiff ; against J. C. CHARTIER,
of Saint Gervais, Defendant.

A lot of land containing forty six and a half feet
in front by eighty eight feet in depth ; bounded as
follows : on the north and north east by the seller,
J. B. Guay, on the south by the King's highway,
on the south west by Celestin Girard, the whole
forming part of lot number two hundred and eighty
five (285), of the official cadastre of the parish of
Saint Gervais, in the county of Bellechasse—with
the buildings thereon erected, circumstances and
dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Saint Gervais, on the SIXTH day of APRIL next,
1910, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

GEO. ROY.

Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, 1st March, 1910. 1184
[First published, 5th March, 1910.]

Ventes par le Shérif—Montréal

Sheriff's Sales—Montreal

VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal à savoir: **FRANÇOIS REGIS VINET** No 221. **ET PIERRE H. DU-FRESNE**, curateurs conjoints à ce dûment autorisés sous l'article 879 du code de procédure civile de la province de Québec, comme curateurs aux biens de **J. ARISTIDE DANSEREAU**, failli.

Un emplacement situé sur la rue Orléans, en la ville de Maisonneuve—avec maison et dépendances y érigées, contenant le dit emplacement vingt-trois pieds de front sur cent dix pieds de profondeur, mesure anglaise, et connu et désigné sous le numéro deux cent quatre-vingt-treize, de la subdivision du lot numéro dix-huit (18-293), des plan et livre de renvoi du village incorporé d'Hochelaga, avec droit de passage en commun dans la ruelle portant le numéro (18-288), et dans celle portant le numéro (18-72), de la subdivision du dit lot officiel numéro dix-huit, sans droit d'encombrer les dites ruelles et sujet aux charges ordinaires d'entretien.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **SEPTIEME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX.

Bureau du Shérif.

Montréal, 2 mars 1910.

[Première publication, 5 mars 1910.]

Shérif.

1207

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: **O VILA BÉRIAULT**, com- No 2841. **mercant**, de la paroisse de Saint-Clet, district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de **HENRI LALONDE**, boulanger, de Sainte-Marthe, district de Montréal, Défendeur.

1° Un lot de terre sis et situé dans la paroisse de Sainte-Marthe district de Montréal, le dit lot étant connu sous le numéro officiel deux cent soixante-seize (276), des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Marthe, comté de Vaudreuil; le dit lot étant borné vers le nord-est par un chemin public, au sud-ouest par le lot numéro deux cent quatre-vingt-deux (282), des dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marthe, au nord-ouest par le lot numéro deux cent soixante-quinze (275), de la dite paroisse, au sud-est par le lot numéro deux cent soixante-dix-sept (277), de la dite paroisse, mesurant en front trois perches et un pied sur six perches en profondeur, contenant en superficie, dix-huit perches et cent huit pieds.

2° Un lot de terre sis et situé dans la paroisse de Sainte-Marthe, district de Montréal, le dit lot étant connu sous le numéro officiel deux cent soixante-dix-sept, des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marthe, comté de Vaudreuil, le dit lot étant borné au nord-est par un chemin public, au sud-ouest par le numéro 282, des dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, et partie par le lot numéro 279, au nord-ouest par le lot numéro 276, au sud-est par le lot numéro 278, des dits plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Sainte-Marthe, mesurant en front trois perches et neuf pieds sur six perches en profondeur, contenant en superficie vingt et une perches—le tout avec les bâtisses et les dépendances dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

CURATOR'S WARRANT.
FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **FRANÇOIS REGIS VINET** No 221. **AND PIERRE H. DU-FRESNE**, joint curators, hereunto duly authorized under article 879, of the code of the civil procedure of the province of Quebec, as curators to property of **J. ARISTIDE DANSEREAU**, insolvent.

A lot situate on Orleans street, in the town of Maisonneuve—with house and dependencies erected thereon, the said lot containing twenty three feet in front by one hundred and two feet in depth, english measure, and known and designated under number two hundred and ninety three, of the subdivision of lot number eighteen (18-293), on the plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, with right of way in common in the lane bearing number (18-288), and in that bearing number (18-72), of the subdivision of the said official lot number eighteen, without the right to obstruct the said lanes and subject to the ordinary charges of maintenance.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **SEVENTH** day of **APRIL** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX.

Sheriff's Office.

Montreal, 2nd March, 1910.

[First published, 5th March, 1910.]

Sheriff.

1208

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: **O VILA BÉRIAULT**, trader, No 2841. **of the parish of Saint Clet**, district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of **HENRI LALONDE**, baker, of Sainte-Marthe, district of Montreal, Defendant.

1. A lot of land being and situate in the parish of Sainte-Marthe, district of Montreal, the said lot being known as official number two hundred and seventy six (276), on the official plan and book of reference of the parish of Sainte-Marthe, county of Vaudreuil, the said lot being bounded on the north east by a public road, on the south west by lot number two hundred and eighty two (282), of the said official plan and book of reference of the said parish of Sainte-Marthe, on the north west by lot number two hundred and seventy five (275), of the said parish, on the south east by lot number two hundred and seventy seven (277), of the said parish, measuring in front three perches and one foot by six perches in depth, containing eighteen perches and one hundred and eight feet in superficies.

2. A lot of land being and situate in the parish of Sainte-Marthe, district of Montreal, the said lot being known under the official number two hundred and seventy seven, on the official plan and book of reference of the said parish of Sainte-Marthe, county of Vaudreuil, the said lot being bounded on the north east by a public road, on the south west by number 282, of the said official plan and book of reference of the said parish and partly by lot number 279, on the north west by lot number 276, on the south east by lot number 278, of the said official plan and book of reference of the said parish of Sainte-Marthe, measuring in front three perches and nine feet by six perches in depth, containing twenty one perches in superficies—the whole with the buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the

de la paroisse de Sainte-Marthe, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX.

Bureau du shérif, Montréal, 2 mars 1910. Shérif. 1205
[Première publication, 5 mars 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **B. ERNEST DURO-**
No 4019. } **CHER**, marchand, de la
cité de Montréal, dans le district de Montréal, Dem-
mandeur ; contre les terres et tenements de **SÉRA-**
PHIN VINETTE dit **LARANTE**, de la paroisse
de Sainte-Geneviève, comté de Jacques-Cartier, dis-
trict de Montréal, Défendeur.

Un emplacement situé dans le village de Sainte-
Geneviève, comté de Jacques-Cartier, district de
Montréal—avec une maison en briques et autres
bâtisses dessus construites, faisant partie du lot de
terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi
officiels du dit village de Sainte-Geneviève, sous le
numéro cent dix-huit (118), contenant vingt et un
mille huit cent soixante et douze pieds, en super-
ficie, sans garantie de mesure précise ; borné en
front par le chemin public, en arrière par Emery
Chauvet ou représentants, d'un côté par Emery
Chauvet et Odilon Deschamps ou représentants, et
de l'autre côté par Joseph St. Pierre ou représen-
tants—avec circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, dans la cité de
Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de MARS pro-
chain, à DIX heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du shérif, Montréal, 8 février 1910. Député shérif. 743.2
[Première publication, 12 février 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **JAMES T. WILSON**, des
No 183. } cité et district de Mon-
tréal, imprimeur, Demandeur ; contre les terres et
tenements de **ROBERT DUNCAN**, du même lieu,
gentilhomme, Défendeur.

La moitié indivise d'un certain lot de terre situé
dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal
—avec une maison en bois lambrissée en briques et
autres bâtisses sus érigées, circonstances et dépen-
dances ; borné en front par la rue Rivard, connu
et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du
village incorporé de La Côte Saint-Louis, comté
d'Hochelaga, comme lot numéro cent deux, de la
subdivision officielle du lot primitif numéro cent
soixante et deux.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : } **THE TRUST & LOAN**
No 3489. } **COMPANY OF CA-**
NADA, corporation légalement constituée, ayant
son principal bureau et place d'affaires pour la pro-
vince de Québec, dans la cité et district de Mon-
tréal, Demanderesse ; contre les terres et tenements
de **ROBERT FRANCIS DUNCAN**, Alice Duncan,
fille majeure, Mabel Gertrude Duncan, épouse de
Edward J. Robinson, et le dit Edward J. Robinson,
afin d'autoriser son épouse, Frederick Duncan,
Howard Kimball Duncan et Robert William Dun-
can, ce dernier tant personnellement qu'en sa qua-
lité de tuteur à Charles Duncan et Ellery Duncan,
enfants mineurs du dit Robert William Duncan,
issus de son mariage avec feu dame Alice Howard,
tous des cité et district de Montréal, Défendeurs.

Saisi comme appartenant aux susdits défendeurs
es-nom et qualité, l'immeuble suivant, à savoir :

La moitié indivise d'un certain lot de terre situé
dans le quartier Saint-Denis, de la cité de Montréal

parish of Sainte Marthe, on the SEVENTH day of
APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Montréal, 2nd March, 1910. Sheriff. 1206
[First published, 5th March, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **B. ERNEST DURO-**
No. 4019. } **CHER**, merchant, of
the city of Montreal, in the district of Montreal,
Plaintiff ; against the lands and tenements of
SERAPHIN VINETTE dit **LARANTE**, of the
parish of Sainte Geneviève, county of Jacques
Cartier, district of Montreal, Defendant.

An emplacement situate in the village of Sainte
Genevieve, county of Jacques Cartier, district of
Montreal—with a brick house and other buildings
thereon erected, forming part of the lot of land
known and designated on the official plan and book
of reference of the said village of Sainte Genevieve,
under number one hundred and eighteen (118),
containing twenty one thousand eighth hundred
and seventy two feet in superficies, without war-
ranty of precise measure ; bounded in front by the
public road, in the rear by Emery Chauvet or re-
presentatives, on one side by Emery Chauvet and
Odilon Deschamps or representatives, and on the
other side by Joseph St. Pierre or representatives
—with circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the city of Montreal,
on the SEVENTEENTH day of MARCH next, at
TEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,

Sheriff's Office, Montréal, 8th February, 1910. Deputy Sheriff. 744
[First published, 12th February 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **JAMES T. WILSON**, of the
No. 183. } city and district of Montreal,
printer, Plaintiff ; against the lands and tenements
of **ROBERT DUNCAN**, of the same place, gentle-
man, Defendant.

The undivided one half of a certain lot of land,
situate in the Saint Denis ward, of the city of
Montreal—with a wooden house encased in brick
and other buildings thereon erected, with circum-
stances and dependencies ; bounded in front by
Rivard street, known and designated on the official
plan and in the book of reference of the incorporat-
ed village of "La Côte Saint-Louis", county of
Hochelaga, as lot number one hundred and two, of
the official subdivision of lot primitive number one
hundred and sixty two.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : } **THE TRUST & LOAN**
No. 3489. } **COMPANY OF CANADA**,
a corporation legally constituted, having its prin-
cipal office and place of business for the province of
Quebec, in the city and district of Montreal, Plain-
tiff ; against the lands and tenements of **ROBERT**
FRANCIS DUNCAN, Alice Duncan, spinster, of
the full age of majority, Mabel Gertrude Duncan,
wife of Edward J. Robinson, and the said Edward
J. Robinson, to authorize his wife, Frederick Dun-
can, Howard Kimball Duncan and Robert William
Duncan, the latter as well personally as in his
quality of tutor to Charles Duncan and Ellery Dun-
can, minor children of the said Robert William
Duncan, issue of his marriage with the late Dame
Alice Howard, all of the city and district of Mon-
tréal, Defendants.

Seized as belonging to the said above named de-
fendants, "es-noms et qualité", the following im-
moveable, to wit :

One undivided half of a certain lot of ground si-
tuate in the Saint Denis ward, of the city of Mon-

avec une maison en bois lambrissée en briques et autres bâties sur érigées, circonstances et dépendances; borné en front par la rue Rivard, connu et désigné comme lot numéro cent deux, de la subdivision officielle du lot primitif numéro cent soixante et deux, des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de La Côte Saint-Louis, comté d'Hochelaga.

Pour être vendues en bloc conformément au jugement rendu par le juge C. P. Davidson, en date du 26 janvier mil neuf cent dix, dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,
Bureau du shérif, Député shérif.
Montréal, 8 février 1910. 745.2
[Première publication, 12 février 1910.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Ottawa.

Ottawa, à savoir: } THOMAS FITZGERALD,
No 2528. } huissier, du village de Maniwaki, district d'Ottawa, Demandeur; contre T. LACOURSIERE, es-qualité, curateur à la succession vacante de Benoit Smaghe, du dit village de Maniwaki, Défendeur, à savoir:

1. Lots numéros quarante-deux et quarante-trois (42 et 43), dans le premier rang du canton Egan, dans le district d'Ottawa—avec les bâties sur érigées.

2. Lots numéros trente sept et trente-huit (37 et 38), dans le rang B, du dit canton de Egan, chacun des dits lots ayant un front irrégulier, lot No 37, contenant 38 acres, plus ou moins, et lot No 38, contenant 43 acres, plus ou moins—avec les bâties sur érigées.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement, dans la cité de Hull, le QUINZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,
Bureau du Shérif, Shérif.
Hull, 8 février 1910. 751.2
[Première publication, 12 février 1910.]

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.
Québec, à savoir: } LA SOCIÉTÉ DE
No 1254. } CONSTRUCTION
PERMANENTE DE QUEBEC; contre JOSEPH ARTHUR GAGNON, à savoir:

Le lot numéro 1218B (mille deux cent dix-huit B), du cadastre officiel pour le quartier Jacques-Cartier, de la cité de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Sainte-Hélène—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances; sujet à une rente foncière annuelle de \$4.43, payable le 29 septembre de chaque année, au gouvernement de la province de Québec, représentant les biens des Jésuites.

treil—with a wooden house encased in brick and other buildings thereon erected and with circumstances and dependencies; bounded in front by Rivard street, known and designated as lot number one hundred and two, of the official subdivision of lot primitive number one hundred and sixty two, of the official plan and book of reference of the incorporated village of La Côte Saint Louis, county of Hochelaga.

To be sold en bloc, according to the judgment rendered by justice C. P. Davidson, dated the 26th of January, one thousand nine hundred and ten, at my office, in the city of Montreal, on the SEVENTEENTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND,
Sheriffs' office, Deputy Sheriff.
Montreal, 8th February, 1910. 746
[First published, 12th February, 1910.]

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Ottawa.

Ottawa, to wit: } THOMAS FITZGERALD,
No. 2528. } bailiff, of the village of Maniwaki, district of Ottawa, Plaintiff; against L. LACOURSIERE, es-qualité, curator to the vacant succession of Benoit Smaghe, of said village of Maniwaki, Defendant, to wit:

1. Lots numbers forty two and forty three (42 and 43), in the first range of the township of Egan, in the district of Ottawa—with the buildings thereon erected.

2. Lots numbers thirty seven and thirty eight (37 and 38), in range B, of the said township of Egan, each of said lots being a broken front, lot No. 37, containing 38 acres, more or less, and lot No. 38, containing 43 acres, more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the city of Hull, on the FIFTEENTH day of MARCH next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. M. WRIGHT,
Sheriffs' office, Sheriff.
Hull, 8th February, 1910. 752
[First published, 12th February, 1910.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS.
Quebec, to wit: } LA SOCIÉTÉ DE CONS-
No. 1254. } TRUCTION PERMA-
NENTE DE QUEBEC; against JOSEPH ARTHUR GAGNON, to wit:

Lot No. 1218 B (twelve hundred and eighteen B), of the official cadastre for Jacques Cartier ward, of the city of Quebec, being an emplacement situate on Sainte Helene street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; subject to an annual ground of \$4.43, payable on the 29th September of every year, to the government of the province of Quebec, representing the Jesuits' property.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Québec, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Québec, 3 mars 1910.
[Première publication, 5 mars 1910.]

ED. BEGIN,

Député shérif.

1219

FIERI FACIAS.

Québec à savoir : } CYRILLE RENAUD ; contre
No 1873. } JOSEPH BEAULIEU, à
savoir :

Partie du lot No. 1220 (mille deux cent vingt), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, contenant cinquante deux pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, le tout plus ou moins ; borné en front au nord-est par le chemin de sortie de Dame veuve Prosper Gagné, au sud-ouest par Jérôme Cloutier, au nord par Jean Genest, au sud par Arthur Genest, étant un emplacement situé concession la Misericorde—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Ambroise de la Jeune Lorette, comté de Québec, le SEPTIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Québec, 3 mars 1910.
[Première publication, 5 mars, 1910.]

ED. BEGIN,

Député Shérif.

1217

FIERI FACIAS.

MANDAT DE CURATEUR.

Québec, à savoir : } IN RE JAMES J. MURPHY,
No 1302. } failli, et GEORGES LE-
FAIVRE et LEONCE TASCHEREAU, curateurs
conjoints, à savoir :

La partie sud du lot No. 4216 (quatre mille deux cent seize), du cadastre officiel pour le quartier Montcalm, de la cité de Québec, laquelle partie sud du dit lot maintenant connue et désignée sous le No 4216-2 (quatre mille deux cent seize-deux) du cadastre officiel pour le dit quartier ; borné à l'est par la rue Saint-Augustin, à l'ouest par la rue Conroy, et mesurant environ vingt-un pieds quatre pouces et demi en front et cent seize pieds de profondeur, plus ou moins, étant un emplacement situé sur la rue Saint-Augustin—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances ; sujet aux conditions du bail passé devant C. E. Taschereau, notaire, en date du 11 novembre 1908.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Québec, le VINGT-TROISIEME jours de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du shérif, Québec, 17 février 1910.
[Première publication, 19 février 1910.]

ED. BEGIN,

Député Shérif.

945-2

Ventes par le Shérif—Rimouski

VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Rimouski, } J. A. THEBERGE ; vs
No 4021. } J. L. P. LEPAGE, savoir :

Un terrain de cent soixante pieds de front sur cent vingt de profondeur ; borné au sud à la route, à l'est par le Cercle Saint-Edmond, des autres cotés à L. St. Laurent, étant partie du lot numéro trente-deux, au cadastre officiel du canton Humqui, rang

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the EIGHTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Québec, 3rd March, 1910.
[First published, 5th March, 1910.]

ED. BEGIN,

Deputy sheriff.

1220

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } CYRILLE RENAUD ; against
No. 1873. } JOSEPH BEAULIEU, to
wit :

Part of lot No. 1220 (twelve hundred and twenty), of the official cadastre for the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, containing fifty two feet in front by ninety feet in depth, the whole more or less ; bounded in front on the north east by the egress road of Dame widow Prosper Gagné, on the south west by Jérôme Cloutier, on the north by Jean Genest, on the south by Arthur Genest, being an emplacement situate in the Misericorde concession—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ambroise de la Jeune Lorette, county of Quebec, on the SEVENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's office, Québec, 3rd March, 1910.
[First published, 5th March, 1910.]

ED. BEGIN,

Deputy sheriff.

1218

FIERI FACIAS.

CURATOR'S WARRANT.

Québec, to wit : } IN RE JAMES J. MURPHY,
No. 1302. } insolvent ; and GEORGES
LEFAIVRE and LEONCE TASCHEREAU, joint
curators, to wit :

The south portion of lot No 4216 (four thousand two hundred and sixteen), of the official cadastre for Montcalm ward, of the city of Québec, which south portion of the said lot is now known and designated under number 4216-2 (four thousand two hundred and sixteen-two), of the official cadastre for the said ward ; bounded on the east by Saint Augustin street, on the west by Conroy street, and measuring about twenty one feet, four inches and a half in front, and one hundred and sixteen feet in depth, more or less, being an emplacement situate on Saint Augustin street—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies ; subject to the conditions of the lease passed before C. E. Taschereau, notary, dated the 11th November, 1908.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, 17th February, 1910.
[First published, 19th February, 1910.]

ED. BEGIN,

Deputy Sheriff.

946

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski, } J. A. THEBERGE, vs L.
No. 4021. } J. P. LEPAGE, to wit :

A lot of land of one hundred and sixty feet in front by one hundred and twenty in depth ; bounded on the south by the road, on the east by the Cercle Saint-Edmond, on the other sides by L. St-Laurent, being part of lot number thirty two, on the

deux, et village de Lac au Saumon—avec moulin sus-construct, à distraire les machineries ; à charge d'une rente foncière constituée de vingt-cinq piastres par année, payable d'avance le 15 octobre à L. St. Laurent, rachetable par capital de quatre cent cinquante piastres.

Pour être vendu à la porte de l'église de Lac au Saumon, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

CHS. D'ANJOU,

Bureau du Shérif, Shérif.
Rimouski, 1er mars 1910. 1213
[Première publication, 5 mars 1910.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnées ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **PIERRE ALPHONSE**
No 430. } **ROY ET AL**, Deman-
deurs ; contre **ALCIDE BELIVEAU**, Défendeur.

Ces certains terrains sis et situés au canton de Winslow, dans le comté de Compton, connus et désignés comme étant les lots numéros dix (10), onze (11) et douze (12), dans le deuxième rang sud-ouest, et les lots numéros dix (10) et treize (13), dans le troisième rang sud-ouest, des plan et livre de renvoi officiels du cadastre du dit canton de Winslow—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Gabriel de Stratford, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du shérif. Shérif.
Sherbrooke, 2 mars 1910. 1261
[Première publication, 5 mars 1910.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } **A BANQUE NATIO-**
No 246. } **NALE**, corps politi-

que et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires dans la cité de Québec, Demanderesse ; contre **WM GIRARDIN, JR**, du canton de Clifton, dans le district de Saint-François, et **NICOLAS GAULIN, FILS**, du même lieu, Défendeurs, conjointement et solidairement.

Saisis comme appartenant au susdit défendeur, Wm Girardin, jr, les immeubles suivants, à savoir :

1° Un morceau de terre situé dans la ville de Coaticook, dans le comté de Stanstead, sur le côté sud de la rue Main et sur le côté est de la rue Neuve, appelée Main avenue, formant partie du lot numéro trente-neuf (39), sur le plan du cadastre et dans le livre de renvoi officiels de la dite ville de Coaticook, et étant un lot à bâtir, portant le numéro trente-neuf (39), sur un plan privé préparé par Alphonse Major, d'une partie du dit lot de cadastre numéro trente-neuf (39), mesurant environ soixante-quinze pieds dans sa ligne nord, environ vingt-cinq pieds dans sa ligne sud, et cent soixante-cinq pieds dans sa ligne est ; et borné au nord par la dite rue Main, à l'est par le lot numéro quarante (40), sur le dit plan privé d'Alphonse Major, appartenant au dit défendeur, William Girardin, fils, au sud par le lot numéro trente-huit, du dit plan Major, appartenant à Alfred Daigle, et à l'ouest par la dite Main avenue—sans bâtisses.

2° Un lot de terre à bâtir, situé sur le côté sud

official cadastre of the township Humqui, range two, and village of Lac au Saumon—with mill thereon erected, to be withdrawn the machinery ; subject to a constituted ground rent of twenty five dollars per year, payable in advance on the 15th of October to L. St-Laurent, redeemable by capital of four hundred and fifty dollars.

To be sold at the church door of Lac au Saumon, on the SIXTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's Office, Shérif.
Rimouski, 1st March, 1910. 1214
[First published, 5th March, 1910.]

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **PIERRE ALPHONSE**
No. 430. } **ROY ET AL**, Plaintiffs ;
against **ALCIDE BELIVEAU**, Defendant.

Those certain lots of land situate and being in the township of Winslow, in the county of Compton, known and designated as being the lots numbers ten (10), eleven (11) and twelve (12), in the second range south west, and the lots numbers ten (10) and thirteen (13), in the third range south west, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Winslow—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Gabriel de Stratford, on the EIGHTH day of APRIL next, at TWO of the clock in the afternoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's Office. Shérif.
Sherbrooke, 2nd March, 1910. 1262
[First published, 5th March, 1910].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } **A BANQUE NATIO-**
No. 246. } **NALE**, a body politic

and corporate, having its head office and principal place of business at the city of Québec, Plaintiff ; against **WM GIRARDIN, JR**, of the township of Clifton, in the district of Saint Francis, and **NICOLAS GAULIN, JR**, of the same place, Defendants, jointly and severally.

Seized as belonging to the above named Defendant, Wm Girardin, jr, the following immoveables, to wit :

1. A piece of land situate in the town of Coaticook, in the county of Stanstead, on the south side of Main street, and the east side of the New street, called Main avenue, forming portion of lot number thirty nine (39), on the official cadastral plan and book of reference of the said town of Coaticook, and being a building lot bearing number thirty nine (39), on a private plan prepared by Alphonse Major, of a portion of the said cadastral lot number thirty nine (39), measuring about seventy five feet in its northern line, about twenty five feet in its southern line, and one hundred and sixty five feet in its eastern line ; and bounded on the north by the said Main street, on the east by lot number forty (40), on the said private plan of Alphonse Major, belonging to the said defendant, William Girardin, junior, on the south by lot number thirty eight, of the said Major plan, belonging to Alfred Daigle, and on the west by the said Main avenue—without buildings.

2. A building lot situate on the south side of

de la rue Main, dans la ville de Coaticook, mesurant cinquante-cinq pieds de front sur la dite rue, par cent soixante-cinq pieds de profondeur, formant partie du lot numéro trente-neuf (39), sur le plan du cadastre et dans le livre de renvoi officiels de la dite ville de Coaticook, et désigné sous le numéro quarante (40), sur un plan privé fait par Alphonse Major d'une partie du dit lot de cadastre numéro trente-neuf (39), et borné comme suit : au nord par la dite rue Main, à l'est par le lot numéro quarante et un (41), sur le dit plan privé de Major, appartenant à Charles Lemoine, au sud par le lot numéro trente-huit (38), du dit plan Major, appartenant à Alfred Daigle, et à l'ouest par le lot numéro trente-neuf (39), du dit plan Major, appartenant au dit défendeur, William Girardin, fils—sans bâtisses.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edmond, communément appelée Saint-Edmond de Coaticook, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 1er mars 1910. 1157
[Première publication, 5 mars 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir : { A UGUSTE GERIN
No 510 } ET AL, Deman-
deurs ; contre JOSEPH GAGNON, Défendeur.

Un morceau de terre situé dans le canton de Clifton, dans le comté de Compton, connu et désigné sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton de Clifton, comme lot numéro sept B (7 B), dans le onzième rang du dit canton—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte Hedwige, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER.

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 1er mars 1910. 1153
[1^{re} publication, 5 mars 1910.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe.
Saint-Hyacinthe, à savoir : { J. L. PELLE-
No 221. } J. TIER & CIE,
INCORPORÉE, corps politique et incorporé, ayant le siège principal de ses affaires en la cité et district de Montréal, Demanderesse ; contre EUGENE MOREAU, de la paroisse de Sainte-Christine, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Sainte-Christine, portant le numéro quarante (40), des plan et livre de renvoi officiels du township d'Acton, qui était autrefois dans les limites de la paroisse de Saint-Fulgence de Durham—avec bâtisses y érigées et droits y attachés.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Christine, comté de Bagot, MARDI, le CINQUIEME jour d'AVRIL prochain, 1910, à DEUX heures de l'après-midi.

JOS. L. CORMIER,

Bureau shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 1er mars 1910. 1235
Première publication, 5 mars 1910.]

Main street, in the town of Coaticook, measuring fifty five feet in front on the said street, by one hundred and sixty five feet in depth, forming part of lot number thirty nine (39), on the official cadastral plan and book of reference of the said town of Coaticook, and designated under number forty (40), on a private plan made by Alphonse Major of a portion of the said cadastral lot number thirty nine (39), and bounded as follows : on the north by the said Main street, on the east by lot number forty one (41), on the said private plan of Major, belonging to Charles Lemoine, on the south by lot number thirty eight (38), of the said Major plan, belonging to Alfred Daigle, and on the west by lot number thirty nine (39), of the said Major plan, belonging to the said defendant, William Girardin, junior—without buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint Edmond, commonly called Saint Edmond de Coaticook, on the SIXTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 1st March, 1910. 1158
[First published, 5th March, 1910.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit : { A UGUSTE GERIN ET
No. 510. } AL, Plaintiffs ; against
JOSEPH GAGNON, Defendant.

A piece of land situate in the township of Clifton, in the county of Compton, known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference of the said township of Clifton, as the lot number seven B (7 B), in the eleventh range of the said township—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Hedwige, on the FIFTH day of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 1st March, 1910. 1154
[First published, 5th March, 1910.]

* Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Hyacinth.
Saint Hyacinth, to wit : { J. L. PELLE-
No. 221. } J. CO, INCORPORATED,
a body politic and incorporated, having its principal place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff ; against EUGENE MOREAU, of the parish of Sainte Christine, Defendant.

A farm situate in the parish of Sainte Christine, being the number forty (40), on the official plan and book of reference of the township of Acton, which was formerly in the limits of the parish of Saint Fulgence de Durham—with the buildings thereon erected, and all rights therein attached.

To be sold at the church door of the parish of Sainte Christine, county of Bagot, on TUESDAY, the FIFTH day of APRIL next, 1910, at TWO o'clock in the afternoon.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's office, Shérif.
Saint Hyacinth, 1st March, 1910. 1236
[First published, 5th March, 1910].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Saint-Hyacinthe, à savoir : } **THE PEERLESS**
No 3863. } **GAS LIGHT**
COMPANY OF MONTREAL (LIMITED), corps
politique et incorporé, ayant son principal bureau
d'affaires dans les cité et district de Montréal, De-
manderesse ; contre R. H. GATES, de la ville de
Maisonnette, district de Montréal, Défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des
immeubles saisis dans la présente cause, étant la
partie du numéro 657, ainsi que les lots numéros
828-829-843, du cadastre de Saint-Pie—avec maison,
magasin, moulin à scie, moulin à farine, moulin à
cardes et accessoires y érigés, avec pouvoir d'eau et
digue (dam) qui devait avoir lieu à dix heures de
l'avant-midi, le dix huitième jour de janvier dernier
(1910), en la dite paroisse de Saint-Pie, aura lieu
MERCREDI, le NEUVIEME jour de MARS pro-
chain (1910), à DIX heures ET DEMIE de l'avant-
midi, à la porte de l'église de la paroisse de SAINT-
PIE, comté de Bagot, district de Saint-Hyacinthe.

JOS. L. CORMIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 15 février 1910. 907-2
[Première publication, 19 février 1910]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Terrebonne.

Sainte-Scholastique. } **ALPHONSE BOIVIN**,
No 152. } **failli ; et ARTHUR**
GAGNON, curateur.

Un emplacement faisant partie du numéro neuf
A (9 A), du onzième rang du canton d'Abercrombie,
paroisse de Sainte-Adèle, comté et district de Ter-
rebonne, contenant quatre-vingts pieds de largeur
sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur ; borné
en front par le chemin public, en profondeur par
Joseph Desjardins, entre le dit Desjardins et la
maison d'écoles—avec bâtisses et autres améliorations
dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
de Sainte-Adèle, dit district, le SEPTIEME jour
d'AVRIL prochain 1910, entre ONZE heures et
MIDI.

LAPOINTE & PREVOST.

Bureau du shérif. Shérif.
Sainte-Scholastique, 1er mars 1910. 1211
[Première publication, 5 mars 1910.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

A VIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous-mention-
nés ont été saisis et seront vendus aux temps et
lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Québec.

Trois-Rivières, à savoir : } **LA COMPAGNIE**
No 1360. } **FROST & WOOD.**
(Limitée), corps politique et incorporé, ayant le prin-
cipal siège de ses affaires à Smith's Falls, province
d'Ontario, et un comptoir à Québec, Demande-
resse ; contre PIERRE CYR, Défendeur ; et
ULDERIC GIGNAC, tiers-saisi.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Saint Hyacinthe, to wit : } **THE PEERLESS GAS**
No 3863. } **LIGHT COMPANY**
OF MONTREAL (LIMITED), a body politic and
corporate, having its principal place of business at
the city and district of Montreal, Plaintiff ; against
R. H. GATES, of the town of Maisonneuve, district
of Montreal, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the im-
moveables seized in this cause, being a part of lot
number 657, and all the lots numbers 828-829-843,
of the cadastre of Saint Pie—with house, store, a
saw mill, flour mill and a card mill, and accessories
thereon erected, with a water power and a dam,
formerly announced to take place at ten o'clock in
the forenoon, on the eighteenth day of January last
(1910), in the said parish of Saint Pie, will take
place WEDNESDAY, on the NINTH day of
MARCH next (1910) at HALF PAST TEN o'clock
in the forenoon, at the parochial church door of
SAINT PIE, county of Bagot, district of Saint
Hyacinth.

JOS. L. CORMIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Hyacinth, 15th February, 1910. 908
[First published, 19th February, 1910.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
der mentioned LANDS and TENEMENTS has
been seized, and will be sold at the respective time
and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Terrebonne.

Sainte Scholastique. } **ALPHONSE BOIVIN**,
No. 152. } **insolvent ; and AR-**
THUR GAGNON, curator.

A lot forming part of number nine A (9 A), of
the eleventh range of the township of Abercrombie,
parish of Sainte Adèle, county and district of Ter-
rebonne, containing eighty feet in width by ninety
feet in depth ; bounded in front by the public
road, in depth by Joseph Desjardins, between the
said Desjardins and the school house—with build-
ings and other improvements thereon erected.

To be sold at the parochial church of Sainte
Adèle, said district, on the SEVENTH day of APRIL
next, 1910, between ELEVEN and TWELVE
o'clock.

LAPOINTE & PROVOST.

Sheriff's Office. Sheriff.
Sainte Scholastique, 1st March, 1910. 121
[First published, 5th March, 1910].

Sheriff's Sales—Three Rivers

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Quebec.

Three Rivers, to wit : } **THE COMPANY**
No. 1360. } **FROST & WOOD,**
(Limited), a body politic and corporate, having its
chief place of business at Smith's Falls, province of
Ontario, and an office in Quebec, Plaintiff ; against
PIERRE CYR, Defendant ; and ULDERIC GI-
GNAC, garnishee.

Comme appartenant au dit Uldérie Gignac, tiers-saisi, savoir :

1° Deux lots de terre situés en la paroisse de Saint-Tite, concession sud de la rivière Mekinac, connus et désignés sous les numéros quatre cent vingt-cinq et quatre cent vingt-six (425 et 426), du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de Saint-Tite ; réservant toutefois les droits d'exploiter sur les susdits lots toute la pierre à chaux, en faveur de "The Canada Iron Furnace Company", suivant ses titres.

2° Un lot de terre situé en la paroisse de Saint-Timothée, dans le rang Saint-Moise, connu et désigné sous le numéro cinq cent soixante et cinq (565), du cadastre officiel du comté de Champlain, pour la paroisse de Saint-Tite, comprenant aussi la paroisse de Saint-Timothée.

A distraire toutefois du dit lot No 565, les parties vendues à la compagnie du chemin de fer des Basses Laurentides et à la compagnie du chemin de fer du Grand Nord, suivant leurs titres.

Pour être vendus, les lots en premier désignés, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Tite, le SIXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin, et le lot en second lieu désigné, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Timothée, le MEME JOUR, à UNE heure de l'après-midi.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 2 mars 1910.

[Première publication, 5 mars 1910.]

Shérif.

1193

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.

Trois-Rivières, à savoir : } ARTHUR ERNEST
No 169. } PAQUETTE,

Demandeur ; contre NARCISSE DELISLE, Défendeur.

1° Une terre située dans le premier rang, à l'est de la rivière Batiscan, dans la paroisse de Saint-Stanislas, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Saint-Stanislas, sous le numéro six cent quatre-vingt-quatre (684)—avec bâtisses. A distraire du susdit lot 684, la partie vendue aux commissaires du chemin de fer Transcontinental, suivant acte devant L. E. Germain, écuyer, notaire, le 27 mai 1909.

2° Une terre située au même lieu, connue et désignée sous le numéro sept cent cinquante et un (751), des plan et livre de renvoi officiels du cadastre d'enregistrement du comté de Champlain, pour la paroisse de Saint-Stanislas.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Stanislas, le SEIZIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif.

Trois-Rivières, 8 février 1910.

[Première publication, 12 février 1910.]

Shérif.

749-2

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un ordre en conseil, en date du dix-septième jour de janvier 1910, de nommer M. Antoine Achille Leduc, rentier, de Bécancour, registrateur de la division d'enregistrement No 1, du comté de Nicolet.

1231

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que la "Montreal Trust Company", par ordre en conseil

As belonging to the said Uldérie Gignac, garnishee, namely :

1. Two lots of land situate in the parish of Saint-Tite, south concession of the river Mekinac, known and designated under the numbers four hundred and twenty five and four hundred and twenty six (425 and 426), of the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of Saint Tite ; reserving however the rights to exploit on the aforesaid lots all the lime-stone, in favor of The Canada Iron Furnace Company, in accordance with its titles.

2. A lot of land situate in the parish of Saint-Timothée, in the Saint Moise range, known and designated under the number five hundred and sixty five (565), of the official cadastre of the county of Champlain, for the parish of Saint Tite, comprising also the parish of Saint Timothée.

To be withdrawn however from the said lot No. 565, the portions sold to the Lower Laurentides Railway Company and to the Great Northern Railway Company, in accordance with their titles.

To be sold, the lots firstly described, at the church door of the parish of Saint Tite, on the SIXTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon, and the lot secondly described, at the church door of the parish of Saint Timothée, on the SAME DAY, at ONE o'clock in the afternoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office.

Three Rivers, 2nd March, 1910.

[First published, 5th March, 1910.]

Sheriff.

1194

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.

Superior Court.—District of Three Rivers.

Three Rivers, to wit : } ARTHUR ERNEST
No 169. } PAQUETTE, Plaintiff;

against NARCISSE DELISLE, Defendant.

1. A farm situate in the first range, to the east of the Batiscan river, in the parish of Saint-Stanislas, known and designated on the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the parish of Saint-Stanislas, under number six hundred and eighty four (684)—with the buildings. To be withdrawn from the aforesaid lot 684, the portion sold to the Commissioners of the Transcontinental Railway, in accordance with deed before L. E. Germain, esq, notary, on the 27th May, 1909.

2. A farm situate in the same place, known and designated under number seven hundred and fifty one (751), of the official plan and book of reference of the registration cadastre of the county of Champlain, for the parish of Saint-Stanislas.

To be sold at the church door of the parish of Saint-Stanislas, on the SIXTEENTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office,

Three Rivers, 8th February, 1910.

[First published, 12th February, 1910.]

Sheriff.

750

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the seventeenth day of January, 1910, to appoint Mr. Antoine Achille Leduc, rentier, of Bécancour, registrar, of registration division No. 1, of the county of Nicolet.

1232

Government Notices

Public notice is hereby given that the "Montreal Trust Company", by order in council No. 1001,

No 1001, approuvé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur, le 14 décembre 1909, a été dûment autorisée en vertu des dispositions de l'acte 63 Vic., chap. 44, à se porter caution en justice dans cette province.

1233

No 123-10.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

En conformité des dispositions de l'article 96 de la loi de l'Instruction publique, le surintendant donne avis qu'une demande lui a été adressée à l'effet de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Justin, dans le comté de Maskinongé, les biens fonds ayant au cadastre officiel de cette paroisse, les numéros 172 et suivants jusqu'à 205 inclusivement de la concession nord-est de l'Ornière, les Nos 210 et suivants jusqu'au No 239 inclusivement de la concession sud-ouest de l'Ornière, les Nos 422 et suivants jusqu'à 436 inclusivement de la concession du Rousseau des Aulnes; dix arpents en superficie à l'extrémité nord-est des lots 479, 480, 482, 483 et 21 arpents du No 484 dans la concession du Grand Bois Blanc, dans le même comté, et d'ériger ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de village de Saint-Justin.

1221

AVIS PUBLIC.

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole de la paroisse de Sainte-Thècle, comté de Champlain, n'ayant pas fonctionné depuis au-delà de deux ans, est déclaré dissous conformément à l'article 1675qq de la loi qui régit les cercles agricoles.

JOS. E. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 2 mars 1910.

1189

Demandes à la Législature

Avis est par le présent donné que Menasseh Lavut, marchand, Joseph Levinoff, boucher, Louis Glazer, tailleur, Max Bessner, boucher, David Berlind, tailleur, Mac Margolis, tailleur, Samuel Kabolotsky, horloger, Simon Albert, épiciier, Hirsch Stern, professeur, et Isaac Lavut, marchand, tous des cité et district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi afin de les incorporer sous le nom de "Congregation Nusach Hoari", avec pouvoir d'acquiescer et posséder des immeubles, tenir des registres de l'état civil, et exercer tous les autres droits concernant les corporations religieuses, et pour autres fins.

JACOBS, HALL & GARNEAU,
Procureurs des requérants.

Montréal, 3 mars 1910.

1253

Avis est par les présentes donné que Bernard Bernard, Omer Dufresne et Arthur Legault s'adresseront à la législature de cette province, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à la charte de la ville de la Longue-Pointe :

1° Pour que les règlements pourvoyant à l'établissement d'un aqueduc, de canaux d'égout et de chemins macadamisés puissent entrer en vigueur avec l'approbation de la majorité des propriétaires électeurs municipaux qui auront voté et la sanction du lieutenant-gouverneur en conseil, pourvu que la dépense à encourir pour ces fins ne porte pas la dette totale de la municipalité à plus de 20% de l'évaluation de la propriété foncière imposable ;

2° Pour amender l'article 304 de l'acte des cités et villes de 1903, de telle sorte que quatre membres du conseil y compris le maire forment le quorum.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,
Avocats des requérants

Montréal, 3 mars 1910.

1263

approved by His Honor the Lieutenant-Governor, on the 14th December, 1909, has been duly authorized under the provisions of the act 63 Vic., chap. 44, to become surety before the courts in this province.

1234

No. 123-10.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

In conformity with the provisions of article 96 of the education act, the superintendent gives notice that application has been made to him to detach from the school municipality of Saint Justin, in the county of Maskinongé, the lots bearing on the official cadastre of the said parish, the numbers 172 and following to 205 inclusively of the north east concession of l'Ornière, the numbers 210 and following to No. 239 inclusively of the south west concession of l'Ornière, the Nos. 422 and following to 436 inclusively of the Rousseau des Aulnes concession; ten arpents in superficies at the north east end of lots 479, 480, 482, 483 and twenty one arpents of No. 484 in the Grand Bois Blanc concession, in the same county, and to erect such territory into a separate school municipality under the name of village of Saint Justin.

1222

PUBLIC NOTICE.

Public notice is hereby given that the farmers' club of the parish of Sainte Thècle, county of Champlain, not having been in working order since upwards of two years, is declared to be dissolved, pursuant to article 1675qq of the act governing farmers' club.

JOS. E. CARON,
Minister of Agriculture.

Quebec, 2nd March, 1910.

1190

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that Menasseh Lavut, merchant, Joseph Levinoff, butcher, Louis Glazer, tailor, Max Bessner, butcher, David Berlind, tailor, Max Margolis, tailor, Samuel Kabolotsky, watchmaker, Simon Albert, grocer, Hirsch Stern, teacher, and Isaac Lavut, merchant, all of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next ensuing session, for the passing of an act to incorporate them under the name of "Congregation Nusach Hoari", with power to acquire and possess immoveable properties, to keep registers for acts of civil status, and to exercise all other rights incidental to religious corporations, and for other purposes.

JACOBS, HALL & GARNEAU,
Attorneys for applicants.

Montreal, 3rd March, 1910.

1254

Notice is hereby given that Bernard Bernard, Omer Dufresne and Arthur Legault will apply to the Legislature of this province, at its next session, to obtain amendments to the charter of the town of Longue-Pointe :

1. So that the by-laws providing for the establishment of an aqueduct, sewers and macadamized roads, may enter into force with the approval of the majority of the municipal electors voting who are proprietors and the sanction of the Lieutenant-Governor in Council, provided that the expense to be incurred for such purposes does not bring the total debt of the municipality to more than 20% of the valuation of the taxable immoveable property ;

2. To amend article 304, of the cities and towns act, 1903, in such manner that four members of the council including the mayor shall form a quorum.

GEOFFRION, GEOFFRION & CUSSON,
Attorneys for applicants.

Montreal, 3rd March, 1910.

1264

Avis Divers

Cour Supérieure.—Beauce.

Elmina Paradis, épouse commune en biens de Joseph Fortier, hôtelier, de Saint-Samuel,
Demanderesse ;

vs
Le dit Joseph Fortier, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, entre les parties ci-dessus.
LETELLIER & BOUFFARD,
Procureurs de la demanderesse.
Saint-Joseph, Beauce, 3 mars 1910. 1257

Québec.—Cour Supérieure.

No 1930.
Elmire Bonneau, épouse commune en biens de Joseph Bédard, ouvrier en fourrures, de la cité de Québec, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes,
Demanderesse ;

vs
Le dit Joseph Bédard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée, le 3 mars courant, en cette cause.
Signé, AMD. ROBITAILLE,
P. C. S.

Vraie copie,
J. A. ROCHETTE,
Procureur de la demanderesse.
Québec, 3 mars 1910. 1229

Province de Québec, }
District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
No 5120.

Dame Joséphine Boisvert, épouse commune en biens de Urbain Lafond, de Pierreville, dans le district de Richelieu, la dite Joséphine Boisvert dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs
Le dit Urbain Lafond, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28 février 1910.

ALLARD, LANCOT & MAGNAN,
Procureurs de la demanderesse.
Sorel, 2 mars 1910. 1245

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 250.

Dame Emilie Prénoveau, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Hormidas Bourguignon, carrier, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse ;

vs
Le dit Hormidas Bourguignon, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée le 24 février 1910.

BISAILLON & BROSSARD,
Procureurs de la demanderesse.
1249

Avis de Faillites

Avis est par le présent donné que Joseph Maranda, de Saint-Agapit, marchand, a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, le 4 mars 1910.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Gardiens provisoires.
1255

Miscellaneous Notices

Superior Court.—Beauce.

Elmina Paradis, wife common as to property of Joseph Fortier, hotelkeeper, of Saint Samuel,
Plaintiff ;

vs
The said Joseph Fortier, Defendant.
A suit for separation as to property has been instituted, this day, between the above parties.
LETELLIER & BOUFFARD,
Attorneys for plaintiff.
Saint Joseph, Beauce, 3rd March, 1910. 1258

Quebec.—Superior Court.

No. 1930.
Elmire Bonneau, wife common as to property of Joseph Bédard, fur worker, of the city of Quebec, duly authorized to appear before the courts, for the purposes hereof,
Plaintiff ;

vs
The said Joseph Bédard, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause.
Signed, AMD. ROBITAILLE,
P. S. C.

True copy,
J. A. ROCHETTE,
Attorney for plaintiff.
Quebec, 3rd March, 1910. 1230

Province of Quebec, }
District of Richelieu. } *Superior Court.*
No. 5120.

Dame Joséphine Boisvert, wife common as to property of Urbain Lafond, of Pierreville, in the district of Richelieu, the said Joséphine Boisvert duly authorized to ester en justice,
Plaintiff ;

vs
The said Urbain Lafond, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 28th of February, 1910.

ALLARD, LANCOT & MAGNAN,
Attorneys for plaintiff.
Sorel, 2nd March, 1910. 1246

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 250

Dame Emilie Prénoveau, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Hormidas Bourguignon, of the same place, quarry-man, and duly authorized "à ester en justice",
Plaintiff ;

vs
The said Hormidas Bourguignon, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 24th of February, 1910.

BISAILLON & BROSSARD,
Attorneys for plaintiff.
1250

Bankrupt Notices

Notice is hereby given that Joseph Maranda, of Saint-Agapit, merchant, has made an abandonment of his property for the benefit of his creditors, on the 4th of March, 1910.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Provisional guardians.
1256

District de Montmagny.

Re Athanase Morin, marchand, Saint-Marcel,
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 21 mars 1910, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

V. E. PARADIS,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 3 mars 1910. 1243

District de Gaspé.

Onésime J. Levesque, de Avignon, marchand, a, le 1er mars 1910, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Gaspé, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 3 mars 1910. 1239

District de Rimouski.

L. Oscar Aubut, du Bic, marchand, a, le 23 février 1910, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Rimouski, conformément à la loi.

V. E. PARADIS,
Gardien provisoire.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, 3 mars 1910. 1241

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Lawand Bros., Montréal,
Faillis.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 23e jour de mars 1910, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des soussignés.

WILKS & BURNETT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett.
Montréal, 5 mars 1910. 1259

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Cyrille Guay, hôtelier, de Montréal,
Failli.

Avis est par les présentes donné que, par un ordre de la cour supérieure, en date du 21 janvier 1910, j'ai été nommé curateur aux biens du susdit failli qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être filées entre mes mains dans les trente jours qui suivent cet avis.

PAUL L. TURGEON,
Curateur.

Bureau de Chartrand & Turgeon,
55, St. Frs. Xavier, Montréal. 1251

District of Montmagny.

Re Athanase Morin, merchant, Saint Marcel,
Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 21st March, 1910, and after which date this dividend will be payable at my office.

V. E. PARADIS,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 3rd March, 1910. 1244

District of Gaspé.

Onesime J. Levesque, of Avignon, merchant, has, on the 1st March, 1910, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Gaspé, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 3rd March, 1910. 1240

District of Rimouski.

L. Oscar Aubut, of Bic, merchant, has, on the 23rd of February, 1910, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Rimouski, according to law.

V. E. PARADIS,
Provisional guardian.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Building. Co.
Quebec, 3rd March, 1910. 1242

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
In the matter of Lawand Bros., Montréal,

Insolvents.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which will be open to objection until 23rd day of March, 1910, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

WILKS & BURNETT,
Joint curators.

Office of Wilks & Burnett.
Montreal, 5th March, 1910. 1260

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter Cyrille Guay, hotel-keeper of Montréal,
Insolvent.

Notice is hereby given that, by an order of the superior court, dated the 21st of January, 1910, I have been appointed curator to the estate of the above named, who has made a judicial assignment of all his property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with me within thirty days of the present notice.

PAUL L. TURGEON,
Curator.

Office of Chartrand & Turgeon,
55, St. Frs.-Xavier, Montréal. 1252

Ordre de Cour

Province de Québec, }
District de Saint-François. } Cour Supérieure
No 100.

Le deuxième jour de mars 1910.

Devant Sa Seigneurie M. le juge Demers.
Joseph M. Nault, commerçant, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François,
Demandeur ;

vs

Adélard Bourque, commerçant, ci-devant de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, maintenant absent de la province de Québec,
Défendeur.

Ayant entendu le demandeur par son conseil sur sa requête, demandant un ordre pour une assemblée des créanciers du défendeur.

Vu que le défendeur, étant un commerçant, a cessé ses paiements et a laissé la province de Québec.

Vu que Gédéon E. Bégin, comptable, de la cité de Sherbrooke, a été nommé par nous gardien provisoire.

Nous ordonnons qu'une assemblée des créanciers du défendeur, soit tenue au palais de justice, dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, le seizième jour de mars courant, à dix heures de l'avant-midi, pour donner leur avis au sujet de la nomination d'un curateur et inspecteurs des dits biens et sur toutes affaires qui pourront être légalement soumises, l'avis de l'heure et endroit de l'assemblée devra être publié deux fois dans "La Tribune" et "The Sherbrooke Daily Record", et une fois dans la "Gazette Officielle de Québec", et les créanciers dont les noms sont connus devront être spécialement notifiés par lettre enregistrée.

(Signé) PHILIPPE DEMERS,
J. C. S.

Vraie copie,

Genest & Broderick,

P. C. S.

1247

Index de la Gazette Officielle de Québec No 9.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—Dmes Armough vs Zaien, 594 ; Avschiowitz vs Eisemberg, 594 ; Beaudoin vs Durand, 594 ; Bizier vs Lacasse, 593 ; Blondin vs Massé, 592 ; Boisvert vs Lafond, 615 ; Bonneau vs Bédard, 615 ; Boucher vs Lalanne, 595 ; Brien vs Foisy, 596 ; Carpentier vs Sauvé, 529 ; Carrière vs Bourgon, 596 ; Durand vs Dupuis, 594 ; Foucault vs Crevier, 592 ; Guenette vs Boivin, 594 ; Hamelin vs Jodoin, 592 ; Horsington vs Atherley, 595 ; Lacroix vs Gagnon, 593 ; Laforme vs Beaudry, 595 ; Landry vs Giroux, 596 ; Madore vs Labrie, 595 ; Michaud vs Violette, 593 ; Migneron vs Charron, 595 ; Paradis vs Fortier, 615 ; Pascal vs Schwartz, 596 ; Prenoveau vs Bourgingnon, 615 ; Rivet vs Secours, 594 ; Smith vs Ferry, 593 ; Tremblay vs Simard, 595 ; Tremblay vs Vien, 596.

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—Brunet vs Clément, 593.

ANNONCEURS:—Avis aux:—Concernant avis, etc., 557.

AVIS:—Montreal Trust Coy, 613 ; Vente des terrains d'exposition de l'ancienne compagnie industrielle et agricole de Saint-Jean, P. Q., 565.

Order of the Court

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } Superior Court.
No. 100.

The second day of March, 1910.

Before His Lordship Mr. Justice Demers.
Joseph M. Nault, trader, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis,
Plaintiff ;

vs

Adelard Bourque, trader, heretofore of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, and now absent of the province of Quebec,
Defendant.

Having heard the plaintiff by his counsel on his motion asking for an order for a meeting of defendant's creditors.

Seeing that the defendant is, a trader, has ceased his payments and has left the province of Quebec.

Seeing that Gédéon E. Bégin, accountant, of the city of Sherbrooke, has been appointed by us provisional guardian.

We order that a meeting of defendant's creditors do assemble, at the court house of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, on the sixteenth day of March instant, at the hour of ten o'clock in the forenoon, to give their advice respecting the appointment of a curator and inspectors to the said estate, and upon all matters which may be legally submitted, the notice of the time and place of meeting to be inserted twice, in "La Tribune" and "The Sherbrooke Daily Record," and once in the "Quebec Official Gazette", and the creditors whose names are known to be specially notified by registered letter.

(Signed) PHILIPPE DEMERS,
J. S. C.

A true copy,

Genest & Broderick,

P. S. C.

1248

Index of the Quebec Official Gazette, No. 9.

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—Dmes Armough vs Zaien, 594 ; Avschiowitz vs Eisemberg, 594 ; Beaudoin vs Durand, 594 ; Bizier vs Lacasse, 593 ; Blondin vs Massé, 592 ; Boisvert vs Lafond, 615 ; Bonneau vs Bédard, 615 ; Boucher vs Lalanne, 595 ; Brien vs Foisy, 596 ; Carpentier vs Sauvé, 529 ; Carrière vs Bourgon, 596 ; Durand vs Dupuis, 594 ; Foucault vs Crevier, 592 ; Guenette vs Boivin, 594 ; Hamelin vs Jodoin, 592 ; Horsington vs Atherley, 595 ; Lacroix vs Gagnon, 593 ; Laforme vs Beaudry, 595 ; Landry vs Giroux, 596 ; Madore vs Labrie, 595 ; Michaud vs Violette, 593 ; Migneron vs Charron, 595 ; Paradis vs Fortier, 615 ; Pascal vs Schwartz, 596 ; Prenoveau vs Bourgingnon, 615 ; Rivet vs Secours, 594 ; Smith vs Ferry, 593 ; Tremblay vs Simard, 595 ; vs Tremblay vs Vien, 596.

ACTION IN SEPARATION AS TO BODY AND ESTATE:—Brunet vs Clément, 593.

ADVERTISERS:—Notice to:—Respecting notices, &c., 557.

NOTICE:—Montreal Trust Coy, 613 ; Sale of the exhibition grounds of the former Compagnie Industrielle et Agricole of Saint John, P. Q., 565.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—
Assemblée législative, 570 ; Conseil législatif, 569

CERCLE AGRICOLE DISSOUS :—Paroisse de Sainte-Thècle, 614.

CERCLE AGRICOLE, FORMATION DE :—Paroisse de Saint-Bernard, 559.

COMPAGNIES AUTORISÉES A FAIRE DES OPÉRATIONS :—Ault & Wilboy Coy, 558 ; Tudhope Silver Mines, Ltd., 558.

COMPAGNIE DISSOUTE :—The Robert W. Hogg Coy, 597.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Adam, Chs et vir, 581 ; Adami, John George et al, 575 ; Art Association of Montreal, 576 ; Autorisation à faire le commerce d'électricité, gaz, etc., 549 ; Beaudry, Dme Emma Zaïde, 582 ; Beauharnois Light, Heat and Power Coy, 551 ; Bellemare Eug., 580 ; Canada Auto & Taxi Coy, 575 ; Canadian Light & Power Coy, 574 ; Cité de Montréal, 573 ; Cie du chemin de fer du Pacifique Canadien, 575 ; Cité de Québec, 586 ; Cité de Salaberry de Valleyfield, 590 ; Cité de Salaberry de Valleyfield, 550 ; Cité de Sherbrooke, 587 ; Cité des Trois-Rivières, 519 ; Compagnie de chemin de fer de Québec et de l'île d'Orléans, 550 ; Congrégation Nussach Hosari, 614 ; Demers, Frs. Louis, 581 ; du Tremblay, Raoul, 586 ; Fraser, Donald & Sons, 577 ; General Trust, 403 ; Lacasse, Adalbert, 524 ; Lachine General Hospital, 579 ; Lachine, Jacques-Cartier & Maisonneuve Railway Coy, 576 ; Lafond And., 579 ; Langevin, Stephen, 580 ; Lamy Lorenzo, 576 ; Laporte Hormisdas et al, 583 ; Laurendeau, J. T. R. et al, 581 ; L'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal, 584 ; La Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, 573 ; Le maire et les conseillers de la ville de Grand'Mère, 585 ; L'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Viateur d'Outremont, 573 ; L'Union des commis-marchands de la cité de Montréal, 580 ; Martin (Dme) et al, 580 ; Maher (Dme) B. H. et al, 583 ; Marcoux, J. D. A., 583 ; Molson, John H. R. & Bros, 577 ; Montreal Association for the Blind, 517 ; Montreal General Hospital, 581 ; Montreal Street Railway Coy, 423 ; Montreal Underground and Elevated Railway, 588 ; Municipalité de la paroisse de Brébeuf, 574 ; Municipalité de la partie Est du canton d'Ely, 579 ; Ortenberg, S., 582 ; Poulin, Ernest, 361 ; Poulin, E. W. et al, 584 ; Prendergast, M. J. A. et al, 581 ; Saint George Electric Coy, 591 ; St. Jacques, Robert, 523 ; Stanford, James et al, 574 ; Succession John O'Gilvie et al, 578 ; Succession C. A. M. Globensky, 576 ; Syndics de la paroisse de Saint-Paul de Montréal, 588 ; The Dominion Light, Heat & Power Coy, 578 ; The Hebrew Orthodox and Talmud Thorah of Montreal, 585 ; The Little Nation River Railway Coy, 591 ; The Montreal Central Terminal Coy, 577 ; The Sherbrooke Street Railway Coy, 582 ; The Suburban Tramway & Power Coy, 577 ; Tiffin, John et al, 579 ; Village de Rosemont, 589 ; Ville de la Longue-Pointe, 510 ; Ville d'Outremont, 575 ; Ville de Bordeaux, 588 ; Ville de Emard, 587 ; Ville de Fraserville, 584 ; Ville de Maisonneuve, 578 ; Ville de Montcalm, 579 ; Ville de Notre-Dame de Grâces, 590 ; Ville de Trois-Rivières, 589 ; Voyer (Dme) et al, 583.

FALLIS :—Aubut, 616 ; Caisse, 599 ; Dassylva, 597 ; Desaulniers, 598 ; Gauthier & Cie, 599 ;

PRIVATE BILLS, P. Q. :—Notices respecting the :—
Legislative Assembly, 570 ; Legislative Council, 569.

FARMERS' CLUB DISSOLVED :—Parish of Sainte Thècle, 614.

FARMER'S CLUB, FORMATION OF :—Parish of Saint Bernard, 559.

COMPANIES AUTHORIZED TO DO BUSINESS :—Ault & Wilboy Coy, 558 ; Tudhope Silver Mines, Ltd., 558.

COMPANY DISSOLVED :—The Robert W. Hogg Coy, 597.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—Adam Chs et vir, 581 ; Adami, John George et al, 575 ; Art Association of Montreal, 576 ; Authorization to deal in electricity, gas, etc., 549 ; Beaudry, Dme Emma Zaïde, 582 ; Beauharnois Light, Heat and Power Coy, 551 ; Bellemare, Eug., 580 ; Canada Auto & Taxi Coy, 575 ; Canadian Light & Power Coy, 574 ; City of Montreal, 573 ; Canadian Pacific Railway, Coy, 575 ; City of Quebec, 586 ; City of Salaberry of Valleyfield, 580 ; City of Salaberry, of Valleyfield, 550 ; City of Sherbrooke, 587 ; City of Three Rivers, 519 ; Compagnie de chemin de fer de Québec et de l'île d'Orléans, 550 ; Congrégation Nussach Hosari, 614 ; Demers, Frs. Louis, 581 ; du Tremblay, Raoul, 586 ; Fraser, Donald & Sons, 577 ; General Trust, 403 ; Lacasse Adalbert, 524 ; Lachine General Hospital, 579 ; Lachine, Jacques Cartier & Maisonneuve Railway Coy, 576 ; Lafond And., 579 ; Langevin, Stephen 580 ; Lamy Lorenzo, 576 ; Laporte Hormisdas et al, 583 ; Laurendeau, J. T. R. et al, 581 ; L'Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal, 584 ; The Montreal Catholic School Board, 573 ; The mayor and the councillors of the town of Grand'Mère, 585 ; L'Œuvre et Fabrique de la paroisse de Saint Viateur d'Outremont, 573 ; L'Union des commis-marchands de la cité de Montréal, 580 ; Martin Dme et al, 580 ; Maher (Dme) B. H. et al, 583 ; Marcoux, J. D. A., 583 ; Molson, John H. R. & Bros, 577 ; Montreal Association for the Blind, 517 ; Montreal General Hospital, 581 ; Montreal Street Railway Coy, 423 ; Montreal Underground and Elevated Railway, 588 ; Municipality of the parish of Brébeuf, 574 ; Municipality of the East part of the township of Ely, 579 ; Ortenberg, S., 582 ; Poulin, Ernest, 522 ; Poulin, E. W. et al, 584 ; Prendergast, M. J. A. et al, 581 ; St. George Electric Coy, 591 ; St. Jacques, Robert, 523 ; Stanford, James et al, 574 ; Estate John O'Gilvie et al, 578 ; Estate C. A. M. Globensky, 576 ; Trustees of the parish of Saint Paul de Montréal, 588 ; The Dominion Light, Heat & Power Coy, 578 ; The Hebrew Orthodox and Talmud Thorah of Montreal, 585 ; The Little Nation River Railway Coy, 591 ; The Montreal Central Terminal Coy, 577 ; The Sherbrooke Street Railway Coy, 582 ; The Suburban Tramway & Power Coy, 577 ; Tiffin, John et al, 579 ; Village of Rosemont, 589 ; Town of Longue Pointe, 510 ; Town of Outremont, 575 ; Town of Bordeaux, 588 ; Town of Emard, 587 ; Town of Fraser ville, 584 ; Town of Maisonneuve, 578 ; Town of Montcalm, 579 ; Town of Notre-Dame de Grâces, 590 ; Town of Three Rivers, 589 ; Voyer (Dme) et al, 583. ;

INSOLVENTS :—Aubut, 616 ; Caisse, 599 ; Dassylva, 597 ; Desaulniers, Gauthier & Cie, 599 ; Gerth,

Gerth, 599 ; Giroux, 599 ; Gourdeau & Daoust, 599 ; Guay, 616 ; Hamel, 597 ; Lawand Bros, 616 ; Levesque, 616 ; Loiselle, 597 ; Lussier, 598 ; Maranda, 615 ; Morin, 616 ; Rosner, 599 ; Trudel, 598.

LETTRES PATENTES : — Canadian Poultry Farm Stock Coy, 561 ; Casino Amusement Coy, 568 ; J. J. Joubert, 567 ; La Cie des Carrières Félix Labelle, 565 ; Le Sauvage Fishing Club, 564 ; Le Médecin, 566 ; Saint James Investment Coy, 562 ; The Megantic People's Telephone Coy, 566 ; United Manufacturing Coy, 559.

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES : — Cie du Cercle Gaulois, 564 ; La Cie Française de Tabletterie, 564 ; O. Ely, 565.

LIQUIDATION : — The Saint Lawrence Tobacco Coy, 598.

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE : — Demande d'annexer ou d'ériger, etc. : — Templeton Nord, comté d'Ottawa, 558 ; Village de Saint-Justin, 614.

NOMINATION : — Régistrateur : — Division No 1, comté de Nicolet, 613.

ORDRES DE COUR : — Blue vs Héritiers Ramsdell, 600 ; Godard vs Morison, 600 ; Gerin et al vs Belisle, 600 ; Nault vs Bourque, 617.

PROCLAMATION : — Convocation des Chambres pour la dépêche des affaires, 557.

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS : — Canadian Express Coy, 597.

VENTES PAR LES SHERIFFS :

ARTHABASKA : — Salvas vs Ward, 601.

BEAUCÉ : — Cardinal vs Gagnon, 601 ; Gagnon vs Cardinal, 601 ; McKenzie, failli, 601.

BEAUFORT : — Loiselle vs Saucisse et al, 602.

BEDFORD : — La corporation du Séminaire de Saint Hyacinthe d'Yamaska vs Laframboise, 603.

CHICOUTIMI : — Godbout vs Tremblay, 603 ; The International Harvester Co of America vs Hébert, 604 ; Warren vs Bilodeau, 604.

IBERVILLE : — Fortin (Delle) vs Girard, 604.

MONTMAGNY : — Miller vs Chartier, 605.

MONTREAL : — Bériault vs Lalonde, 606 ; Dansereau, failli, 606 ; Durocher vs Vinette & Lasante, 607 ; Wilson vs Duncan, 607.

OTTAWA : — Fitzgerald vs Lacourcière és-ql., 608.

QUÉBEC : — La Société de Construction Permanente de Québec vs Gagnon, 608 ; Murphy, failli, 609 ; Renaud vs Beaulieu, 609.

RIMOUSKI : — Théberge vs Lepage, 609.

SAINT-FRANÇOIS : — Gérin et al vs Gagnon, 611 ; La Banque Nationale vs Girardin et al, 610 ; Roy et al vs Beliveau, 610.

599 ; Giroux, 599 ; Gourdeau & Daoust, 598 ; Guay, 616 ; Hamel, 597 ; Lawand Bros, 616 ; Levesque, 616 ; Loiselle, 597 ; Lussier, 598 ; Maranda, 615 ; Morin, 616 ; Rosner, 599 ; Trudel, 598.

LETTERS PATENT : — Canadian Poultry Farm Stock Coy, 561 ; Casino Amusement Coy, 568 ; J. J. Joubert, 567 ; La Cie des Carrières Félix Labelle, 565 ; Le Sauvage Fishing Club, 564 ; Le Médecin, 566 ; Saint James Investment Coy, 562 ; The Megantic People's Telephone Coy, 566 ; United Manufacturing Coy, 559.

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT : — Cie du Cercle Gaulois, 564 ; La Cie Française de Tabletterie, 564 ; O. Ely, 565.

LIQUIDATION : — The Saint Lawrence Tobacco Coy, 598.

SCHOOL MUNICIPALITY : — Application to annex or to erect, &c. : — Templeton Nord, county of Ottawa, 558 ; Village of Saint Justin, 614.

APPOINTMENT : — Registrar : — Division No. 1, county of Nicolet, 613.

ORDERS OF COURT : — Blue vs Heirs Ramsdell, 600 ; Godard vs Morison, 600 ; Gerin et al vs Belisle, 600 ; Nault vs Bourque, 617.

PROCLAMATION : — Parliament convoked, for despatch of business, 557.

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE : — Canadian Express Coy, 597.

SHERIFFS' SALES :

ARTHABASKA : — Salvas vs Ward, 601.

BEAUCÉ : — Cardinal vs Gagnon, 601 ; Gagnon vs Cardinal, 601 ; McKenzie, insolvent, 601.

BEAUFORT : — Loiselle vs Saucisse et al, 602.

BEDFORD : — The corporation of the Seminary of Saint Hyacinthe d'Yamaska vs Laframboise, 603.

CHICOUTIMI : — Godbout vs Tremblay, 603 ; The International Harvester Co of America vs Hébert, 604 ; Warren vs Bilodeau, 604.

IBERVILLE : — Fortin (Delle) vs Girard, 604.

MONTMAGNY : — Miller vs Chartier, 605.

MONTREAL : — Bériault vs Lalonde, 606 ; Dansereau, insolvent, 606 ; Durocher vs Vinette & Lasante, 607 ; Wilson vs Duncan, 607.

OTTAWA : — Fitzgerald vs Lacoursière és-ql., 608.

QUÉBEC : — La Société de Construction Permanente de Québec vs Gagnon, 608 ; Murphy, insolvent, 609 ; Renaud vs Beaulieu, 609.

RIMOUSKI : — Théberge vs Lepage, 609.

SAINT-FRANÇOIS : — Gérin et al vs Gagnon, 611 ; La Banque Nationale vs Girardin et al, 610 ; Roy et al vs Beliveau, 610.

SAINT HYACINTH :— Pelletier & Cie vs Moreau, 611.

TERREBONNE :— Boivin, failli, 612.

TROIS-RIVIÈRES : —Cie Frost & Wood Coy vs Cyr, 612 ; Paquette vs Delisle, 613.

SAINT-HYACINTHE :—Pelletier & Cie vs Moreau, 611.

TERREBONNE :— Boivin, insolvent, 612.

THREE RIVERS : —Cie Frost & Wood Coy vs Cyr, 612 ; Paquette vs Delisle, 613.